



**ARMP** AUTORITÉ DE  
RÉGULATION DES  
MARCHÉS PUBLICS

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

**CHECK-LISTS POUR LE CONTROLE DES  
PROCEDURES DE PASSATION, D'EXECUTION ET  
DE RECEPTION DES MARCHES DE TRAVAUX,  
FOURNITURES, SERVICES COURANTS  
ET PRESTATIONS INTELLECTUELLES EN  
REPUBLIQUE DU BENIN**

**EDITION 2021**

# Séraphin **AGBAHOUNGBATA**

Président de l'ARMP

---



## *Mot* *du Président*

---

**C**hers acteurs du système national de la commande publique,

J'ai l'honneur de mettre à votre disposition, la 1ère édition du recueil des check-lists pour le contrôle des procédures de passation, d'exécution et de réception des marchés de travaux, fournitures, services courants et prestations intellectuelles en République du Bénin.

Elaboré par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) avec l'appui financier de la Banque mondiale à travers le Projet d'Appui à la Gestion des Investissements Publics et à la Gouvernance (PAGIPG), ce recueil constitue non seulement un excellent outil de contrôle des différentes opérations/étapes de la passation d'un marché

pour les organes en charge du contrôle des marchés publics (Direction Nationale, Directions Départementales et Cellules de contrôle des marchés publics, organes de contrôle administratif des autorités contractantes, cabinets d'audit indépendants), mais aussi et surtout, un guide d'auto-évaluation pour les Personnes responsables des marchés publics (PRMP) à chaque étape de la mise en œuvre d'une procédure.

Cet outil de contrôle et d'autoévaluation a été conçu sur la base de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin, de ses décrets d'application et des documents-types de passation des marchés en vigueur jusqu'en décembre 2021. Par son utilisation, les

organes de contrôle, les PRMP et les cabinets d'audit indépendants ont donc l'opportunité de vérifier la conformité des différents points de contrôle par rapport à la réglementation en vigueur en s'appuyant sur les références des textes qui sous-tendent chaque point de contrôle.

Je ne doute donc point que ce recueil de check-lists contribue au respect des procédures de passation, d'exécution et de réception des marchés publics, et partant, à l'amélioration de la performance du système national de la commande publique.

Faites-en donc votre vademecum, pour l'atteinte de l'efficacité de toutes vos procédures de passation des marchés publics.

## SOMMAIRE

| N° | Intitulé de la check-list                                                                                                       | Page |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
|    | Modalités de détermination des seuils des marchés publics                                                                       | 6    |
|    | Contrôle de l'élaboration du plan de passation des marchés publics (PPMP)                                                       | 8    |
|    | Contrôle de la validation et de la publication du plan de passation des marchés publics (PPMP)                                  | 10   |
|    | Contrôle du processus de l'appel d'offres ouvert sans pré-qualification                                                         | 13   |
|    | Contrôle du processus de l'appel d'offres ouvert précédé de pré-qualification                                                   | 19   |
|    | Contrôle du processus de l'appel d'offres ouvert en deux étapes                                                                 | 26   |
|    | Contrôle du processus d'un appel d'offres restreint                                                                             | 34   |
|    | Contrôle du processus de sélection d'un consultant par la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC)          | 40   |
|    | Contrôle du processus de sélection d'un consultant par la méthode de sélection fondée sur la qualité (SFQ)                      | 46   |
|    | Contrôle du processus de sélection d'un consultant par la méthode de sélection dans le cadre d'un budget déterminé (SCBD)       | 53   |
|    | Contrôle du processus de sélection d'un consultant par la méthode de sélection au moindre coût (SMC)                            | 60   |
|    | Contrôle du processus de sélection d'un consultant par la méthode de sélection fondée sur la qualification du consultant (SFQC) | 67   |
|    | Contrôle du processus d'un marché de gré à gré                                                                                  | 73   |
|    | Contrôle de l'élaboration du dossier d'appel d'offres pour la passation des marchés de travaux, de fournitures et de services   | 76   |

| <b>N°</b> | <b>Intitulé de la check-list</b>                                                                                                                                                                    | <b>Page</b> |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
|           | Contrôle de l'élaboration de l'avis d'appel d'offres pour les marchés de travaux, de fournitures et de services                                                                                     | 79          |
|           | Contrôle de la publication de l'avis d'appel d'offres pour les marchés de travaux, de fournitures et de services                                                                                    | 81          |
|           | Contrôle de la publication de l'avis à manifestation d'intérêt pour les marchés de prestations intellectuelles                                                                                      | 83          |
|           | Contrôle de l'évaluation des candidatures reçues à la suite du lancement de l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)                                                                                  | 85          |
|           | Contrôle de l'élaboration de la Demande de Propositions                                                                                                                                             | 88          |
|           | Contrôle de l'exécution d'un marché de fournitures                                                                                                                                                  | 91          |
|           | Contrôle de l'exécution d'un marché de travaux                                                                                                                                                      | 97          |
|           | Contrôle de l'exécution d'un marché de services                                                                                                                                                     | 103         |
|           | Contrôle de la gestion des garanties dans les marchés publics                                                                                                                                       | 109         |
|           | Contrôle des fichiers de marchés à tenir par le Secrétariat de la Personne responsable des marchés Publics (PRMP) et l'archivage des documents de marchés de prestations intellectuelles            | 112         |
|           | Contrôle des fichiers de marchés à tenir par le Secrétariat de la Personne responsable des marchés Publics (PRMP) et l'archivage des documents de marchés de travaux, fournitures et services       | 117         |
|           | Contrôle du processus d'approbation des marchés                                                                                                                                                     | 121         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de cotation pour les marchés de travaux, fournitures et services                                                                                   | 124         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de renseignements et de prix pour les marchés de travaux, fournitures et services                                                                  | 129         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de renseignements et de prix pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) | 134         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de renseignements et de prix pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection fondée sur la qualité (SFQ)             | 141         |

| <b>N°</b> | <b>Intitulé de la check-list</b>                                                                                                                                                                             | <b>Page</b> |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de renseignements et de prix pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection dans le cadre d'un budget déterminé (SCBD)       | 148         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de renseignements et de prix pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection au moindre coût (SMC)                            | 155         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de renseignements et de prix pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection fondée sur la qualification du consultant (SFQC) | 162         |
|           | Contrôle du processus de constitution de la liste des prestataires pour les demandes de cotation (DC)                                                                                                        | 168         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de cotation pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC)                           | 171         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de cotation pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection fondée sur la qualité (SFQ)                                       | 177         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de cotation pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection dans le cadre d'un budget déterminé (SCBD)                        | 182         |
|           | Contrôle du processus de passation d'une demande de cotation pour les marchés de prestations intellectuelles selon la méthode de sélection au moindre coût (SMC)                                             | 187         |
|           | Contrôle des modalités du processus de recrutement d'un consultant individuel                                                                                                                                | 192         |
|           | Contrôle du processus de passation des marchés publics relatifs aux besoins de la défense et de la sécurité publique exigeant le secret                                                                      | 197         |
|           | Contrôle des modalités de réception d'un marché de travaux                                                                                                                                                   | 201         |
|           | Contrôle des modalités de réception d'un marché de fournitures                                                                                                                                               | 204         |
|           | Contrôle des modalités de réception d'un marché de services                                                                                                                                                  | 206         |

# CHECK-LIST N°01

## MODALITES DE DETERMINATION DES SEUILS DES MARCHES PUBLICS

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics lors de l'élaboration du Plan Prévisionnel de Passation des Marchés Publics (PPMP)
- A vérifier par :
  - la Cellule de Contrôle des marchés publics (CCMP) avant la validation du PPMP de l'année budgétaire considérée ;
  - la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) lors de l'examen technique et du contrôle de conformité du PPMP à la réglementation, puis avant publication du PPMP ;
  - tout organe de contrôle administratif compétent lors du contrôle a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                            | Références juridiques                                                                                                                                                                                | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les seuils des différents marchés sont estimés en montant hors taxes (HT)                                                                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles 1<sup>er</sup> et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 1<sup>er</sup> du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | La PRMP a planifié les commandes répondant aux besoins exclusifs du gestionnaire de crédit par une procédure de passation des marchés publics adapté                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles 23 et 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 2 al 1<sup>er</sup> du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020</li> </ul>       |          |
|    | Le seuil des marchés à exécution pluriannuelle a été déterminé en tenant compte du coût global de toutes les prestations prévues pour la durée totale desdits marchés publics.                                                                                                                | Article 2 al 2 du décret n° 2020-599 du 23 décembre 2020                                                                                                                                             |          |
|    | Le seuil des marchés de travaux a été déterminé en tenant compte de la valeur globale des travaux se rapportant à une même opération, lorsque celle-ci comporte un ou plusieurs ouvrages.                                                                                                     | Article 2 al 4 point 1 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020                                                                                                                                      |          |
|    | Le seuil des marchés de fournitures ou des services a été déterminé en tenant compte de la valeur totale des fournitures ou des services qui peuvent être considérés comme homogènes, soit en raison de leurs caractéristiques propres, soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle | Article 2 al 4 point 2 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020                                                                                                                                      |          |
|    | Le seuil des marchés de prestations intellectuelles a été déterminé en tenant compte de la valeur totale des prestations (rémunération du personnel, frais remboursables (cas d'un marché au temps passé) ou autres coûts (cas d'un marché à rémunération forfaitaire)                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 2 al 4 point 2 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020</li> </ul>       |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                         | Références juridiques                                                                                                                                                                   | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | En cas d'allotissement, le seuil du marché a été déterminé en tenant compte de la valeur estimée de la totalité des lots.                                                                                                                                  | Article 2 al 5 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020                                                                                                                                 |          |
|    | En ce qui concerne les accords-cadres, le seuil a été déterminé en tenant compte de la valeur estimée de l'ensemble des travaux, fournitures, des services ou des prestations intellectuelles correspondant aux besoins exprimés pour une année considérée | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 40 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020</li> </ul>                   |          |
|    | Les seuils déterminés pour l'ensemble des marchés prévus sont exempts de fractionnement                                                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 24 alinéa 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 2 alinéa 6 du décret n°2020-599 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Les seuils déterminés (passation, sollicitation de prix, dispense et communautaire) ont tenu compte de l'exhaustivité de tous les besoins exprimés par l'ensemble des acteurs de la chaîne d'exécution des dépenses de l'exercice budgétaire considéré     | Articles 23 et 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |



## CHECK-LIST N°02

### CONTROLE DE L'ELABORATION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS (PPMP)

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) au moment de l'élaboration du budget et de la révision du Plan de Passation des Marchés Publics (PPMP)
- A vérifier par :
  - la Cellule de Contrôle des marchés publics (CCMP) avant la validation du PPMP de l'année budgétaire considérée ;
  - la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) lors de l'examen technique et du contrôle de conformité du PPMP à la réglementation, puis avant publication du PPMP ;
  - tout organe de contrôle administratif compétent lors du contrôle a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                                                                       | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le PPMP de l'année n est établi dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la date d'approbation du budget de l'autorité contractante par l'autorité compétente                     | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                         |          |
|    | Le PPMP est établi sous la responsabilité de la PRMP et selon les programmes d'activités de l'autorité contractante                                                                                 | - Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 1 <sup>er</sup> point 1 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020       |          |
|    | La nature et l'étendue des besoins ont été déterminées avec précision et de façon exhaustive par l'autorité contractante.                                                                           | Article 23 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|    | Le marché public prévu par l'autorité contractante a pour objet exclusif de répondre à ses besoins.                                                                                                 | Article 23 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|    | Le plan de passation de l'autorité contractante fait apparaître au titre de l'année budgétaire une proportion en nombre de marchés à faire exécuter par les micros, petites et moyennes entreprises | Article 24 alinéa 8 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                |          |
|    | Le PPMP est cohérent avec les crédits alloués                                                                                                                                                       | Article 24 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|    | Le processus de soumission du PPMP est entièrement électronique                                                                                                                                     | Article 24 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                |          |
|    | Le PPMP est validé par l'organe de contrôle compétent.                                                                                                                                              | - Article 24 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26<br>- Article 2 alinéa 1 <sup>er</sup> point 1 décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                              | Constats |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le PPMP est transmis à la DNCMP pour examen de conformité à la réglementation.                                                                                                                                                                                                                     | Article 2 alinéa 2 point 1 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                                                |          |
|    | Le PPMP est transmis à la DNCMP pour publication.                                                                                                                                                                                                                                                  | - Article 24 alinéa 4 de la loi n°2020-26<br>- Article 2 alinéa 2 point 1 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le PPMP est le plus détaillé possible et comprend notamment la description complète des besoins et les modes, méthodes et techniques de passation envisagés.                                                                                                                                       | Article 24 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                       |          |
|    | Le PPMP contient les informations suivantes :<br>1) description succincte des activités ;<br>2) modes, méthodes et techniques de sélection à appliquer ;<br>3) montant prévisionnel hors taxes ;<br>4) calendriers et toute autre information pertinente en rapport avec la passation des marchés. | Article 24 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                       |          |
|    | Le processus d'actualisation du PPMP suit les mêmes étapes que celles de son élaboration.                                                                                                                                                                                                          | Article 24 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                       |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## **CHECK-LIST N°03**

### **CONTROLE DE LA VALIDATION ET DE LA PUBLICATION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS (PPMP)**

- A renseigner par :
  - La Cellule de Contrôle des Marchés Publics au moment de la validation du PPMP (CCMP) ;
  - la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) avant la publication du PPMP
- A vérifier par :
  - la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) avant la publication du PPMP ;
  - tout organe de contrôle administratif compétent lors du contrôle a posteriori ;
  - l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) lors de l'examen des recours portés devant elle ou de ses auto-saisines ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                             | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le projet du PPMP de l'année N, soumis à la validation de la CCMP est établi par la PRMP de l'autorité contractante                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Article 1 <sup>er</sup> alinéa 2 point 1 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le projet du PPMP de l'année N contient tous les marchés à passer de l'ensemble des départements opérationnels de l'autorité contractante, des gestionnaires de crédit, des directions techniques et de projets de l'autorité contractante                                                                                                                                                                        | Article 24 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020        |          |
|    | Le plan prévisionnel de passation des marchés de l'autorité contractante est en adéquation avec le programme d'activités                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 24 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020        |          |
|    | Le plan de passation de l'autorité contractante fait apparaître au titre de l'année budgétaire une proportion en nombre de marchés à faire exécuter par les micros, petites et moyennes entreprises                                                                                                                                                                                                               | Article 24 alinéa 8 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                      |          |
|    | Les marchés planifiés dans le projet du PPMP comprennent les éléments essentiels ci-après : <ol style="list-style-type: none"> <li>1) description succincte des activités ;</li> <li>2) modes, méthodes et techniques de sélection à appliquer ;</li> <li>3) montant prévisionnel hors taxes ;</li> <li>4) calendriers et toute autre information pertinente en rapport avec la passation des marchés.</li> </ol> | Article 24 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                      |          |
|    | Le PPMP de l'année n est établi dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la date d'approbation du budget de l'autorité contractante                                                                                                                                                                                                                                                             | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                               |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les sollicitations de prix sont contenues dans le projet de PPMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 24 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 5 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020</li> </ul>         |          |
|    | Les marchés inscrits au PPMP ne sont pas fractionnés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Article 24 alinéa 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | Le PPMP est ajusté après le vote du budget de l'année n avant sa transmission à la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP) pour validation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 24 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                             |          |
|    | <p>La CCMP vérifie dans les 3 jours réglementaires, la régularité du PPMP élaboré par la PRMP notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le respect du canevas type adopté par l'ARMP et mis à disposition des autorités contractantes ;</li> <li>- la nature des marchés ;</li> <li>- la planification exhaustive des marchés (marchés relevant des seuils de passation et sollicitations de prix) ;</li> <li>- le non fractionnement des marchés ;</li> <li>- la computation des délais de mise en œuvre des procédures ;</li> <li>- la preuve des crédits ouverts au budget au titre de l'année n au profit de l'autorité contractante ;</li> <li>- l'adéquation du mode, de la méthode, de la procédure ou de la technique de passation du marché choisi.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 2 point 1 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> </ul>   |          |
|    | La CCMP a transmis ses observations à la PRMP, le cas échéant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 2 point 1 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> </ul>   |          |
|    | La PRMP a pris en compte les observations de la CCMP, le cas échéant.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 24 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                             |          |
|    | La CCMP a validé le PPMP.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 2 point 1 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                                                                                             |          |
|    | Le PPMP validé par la CCMP est transmis à la DNCMP pour examen de conformité et publication,                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Article 2 point 1 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                                                                                                                             |          |
|    | <p>La DNCMP a procédé à un examen de conformité du plan annuel de passation des marchés publics de l'autorité contractante ;</p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 24 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 2 point 1 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |

| N° | Points de contrôle                                                              | Références juridiques                                        | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le processus de soumission du PPMP est entièrement électronique                 | Article 24 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | La DNCMP a publié le PPMP dans le journal des marchés publics et sur le SIGMaP. | Article 5 point 7 du décret n°2020-598                       |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°04

### CONTROLE DU PROCESSUS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT SANS PREQUALIFICATION

- A renseigner par les PRMP durant le processus d'appel d'offres sans pré-qualification
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                   | Références juridiques                                                                                                                                                                                                                                                 | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                            | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                             |          |
|    | Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) a été élaboré sur la base du dossier type d'appel à concurrence en vigueur au Bénin, par la PRMP en collaboration avec la direction/service technique bénéficiaire | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 46 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 1er alinéa 2 point 4 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | En cas d'accord cadre, les règles relatives aux bons de commandes ou aux marchés subséquents pour les marchés de travaux, fournitures, services ont été précisées dans le DAO élaboré                | Article 40 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                                   |          |
|    | En cas d'accord cadre, la durée dudit accord est précisée dans le DAO et n'excède pas trois ans                                                                                                      | Article 40 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                                   |          |
|    | En cas d'accord cadre, les bons de commande ou les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations                                                   | Article 41 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                                   |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Références juridiques                                                                                                                                                                                                                                             | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | <p>L'avis d'appel d'offres contient les renseignements ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la référence de l'appel d'offres comprenant le numéro, l'identification de l'autorité contractante, l'objet du marché et la date de signature ;</li> <li>- la source de financement ;</li> <li>- le type d'appel d'offres ;</li> <li>- le ou les lieux où l'on peut consulter ou retirer le dossier d'appel d'offres ;</li> <li>- la qualification des candidats et les conditions de retrait du dossier d'appel d'offres ;</li> <li>- les principaux critères d'évaluation des offres ;</li> <li>- le lieu, la date et l'heure limites de dépôt ainsi que l'heure d'ouverture des offres ;</li> <li>- le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;</li> <li>- les conditions auxquelles doivent répondre les offres, notamment le montant de la caution de soumission ;</li> <li>- le nombre maximum de lots dont un soumissionnaire peut être attributaire en cas d'allotissement.</li> <li>- le délai d'exécution du marché</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 48 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Section 0 « Avis d'appel d'offres » des DAO-types</li> </ul>                                                                                            |          |
|    | <p>Le DAO a été validé par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 5 point 2 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | <p>L'avis d'appel d'offres a été publié au minimum dans le quotidien de service public, sur le portail web national des marchés publics et dans le journal des marchés publics, et en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <p>Article 53 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</p>                                                                                                                                                                                  |          |
|    | <p>L'avis d'appel d'offres a été publié dans une publication nationale et internationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique pour un appel d'offres international ou tout marché dont le montant est égal ou supérieur au seuil communautaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p>Article 53 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</p>                                                                                                                                                                                  |          |
|    | <p>Le délai de remise des offres n'est pas inférieur à 21 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis pour les marchés à seuils de passation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p>Article 54 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</p>                                                                                                                                                                                  |          |
|    | <p>Le délai de remise des offres n'est pas inférieur à 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis pour les marchés à seuils communautaires</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <p>Article 54 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</p>                                                                                                                                                                                  |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Références juridiques                                                                                                                                                    | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissements, pour les appels d'offres nationaux, dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels d'offres internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offres                                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul>           |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur les DAO sont formulées par écrit par la PRMP, envoyées au candidat demandeur et notifiées aux autres candidats dans le respect du principe de l'anonymat au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul>           |          |
|    | Les plis des soumissionnaires ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                       |          |
|    | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'AR-MP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                             |          |
|    | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                                                      |          |
|    | Les plis des soumissionnaires ont été ouverts par la COE en séance publique aux dates, heures et lieux indiqués dans le DAO                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                      |          |
|    | Les offres ont fait l'objet d'un examen préliminaire conformément aux critères de recevabilité indiqués dans le DAO                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 72 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 30 des DAO types</li> </ul>                          |          |
|    | Les offres jugées non recevables ont été rejetées par la COE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 69 dernier alinéa de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 30.2 des DAO-types</li> </ul>                  |          |
|    | La COE a procédé à l'examen détaillé des offres : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la validité des documents et la conformité des offres ont été vérifiées au regard des clauses du DAO ;</li> <li>- les offres jugées non conformes ont été rejetées ;</li> <li>- les offres jugées conformes ont été évaluées économiquement la plus avantageuse ;</li> <li>- l'offre économiquement la plus avantageuse a été qualifiée.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 73 et 74 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 33 à 36 des DAO types</li> </ul>                      |          |
|    | La commission d'ouverture et d'évaluation des offres a établi le rapport d'analyse et de synthèse dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception des offres                                                                                                                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 72 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                              | Références juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché a été attribué au soumissionnaire dont l'offre conforme aux critères du DAO, a été évaluée économiquement la plus avantageuse                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles 73 et 78 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 39 des DAO-type travaux</li> </ul>                      |          |
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent pour étude et avis, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats d'analyse des offres (PV d'ouverture des offres, rapport d'analyse des offres, PV d'attribution provisoire)                    | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats et l'attribution du marché dans les délais impartis                                                                                                                                                                                       | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                                                                                             |          |
|    | L'attribution du marché a été prononcée dans le délai de validité des offres des soumissionnaires                                                                                                                                                                                               | Article 78 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié l'attribution au soumissionnaire retenu ;</li> <li>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs offres, en précisant les motifs, le nom de l'attributaire et le montant de l'offre du soumissionnaire retenu</li> </ul> | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | le procès-verbal d'attribution provisoire a été publié dans les mêmes canaux que l'avis d'appel d'offres                                                                                                                                                                                        | Article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours calendaires à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché                                                                                                                                  | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | La PRMP a libéré les garanties d'offre des soumissionnaires non retenus                                                                                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- IC 43 du DAO service</li> <li>- IC 45 du DAO travaux</li> <li>- IC 44 du DAO fournitures</li> </ul>                                           |          |
|    | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                                                                                                                                                      | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                                                                                                       | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                                                                               |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>       |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                                                                                                             | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Références juridiques                                                                                                                               | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'avis d'appel d'offres sur le portail web des marchés publics, le journal des marchés publics, le quotidien de service public et s'agissant des marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, dans tout support communautaire dédié à cet effet, dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                           |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 46 des DAO types</li> </ul> |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°05

### CONTROLE DU PROCESSUS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT PRECEDE DE PREQUALIFICATION

- A renseigner par les PRMP durant le processus d'appel d'offres ouvert précédé de pré-qualification
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                                               | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références Juridiques                                                                                                                                                                         | Constats |
|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>ère</sup> phase : Pré-qualification</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                  | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                     |          |
|                                                  | L'avis de pré-qualification a mentionné au moins : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date et le lieu de dépôt des manifestations d'intérêt,</li> <li>- les renseignements relatifs aux travaux, fournitures et prestations qui font l'objet de la pré-qualification,</li> <li>- une description précise des conditions à remplir pour être pré-qualifié,</li> <li>- les délais dans lesquels les résultats de la pré-qualification seront connus des candidats</li> </ul> | Article 30 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                  |          |
|                                                  | L'avis de pré-qualification a été publié dans les mêmes conditions que l'avis d'appel d'offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Article 30 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                  |          |
|                                                  | Le dossier de pré-qualification a été élaboré sur la base du dossier type d'appel à concurrence en vigueur au Bénin, par la PRMP en collaboration avec la direction/service technique bénéficiaire                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 46 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                                  | Le dossier de pré-qualification a été validé par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                  | Le délai de remise des dossiers de pré-qualification n'est pas inférieur à 21 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis pour les marchés à seuils de passation                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Article 54 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                    |          |
|                                                  | Le délai de remise des dossiers de pré-qualification n'est pas inférieur à 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis pour les marchés à seuils communautaires                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 54 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                    |          |

| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Références Juridiques                                                                                                                                          | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissement les demandes d'éclaircissements, pour les appels d'offres nationaux, dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels d'offres internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offres                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul> |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur le dossier de pré-qualification sont formulées par écrit par la PRMP, envoyées au candidat demandeur et notifiées aux autres candidats dans le respect du principe de l'anonymat au plus tard trois (03) jours ouvrables pour compter de la date de réception de la demande d'éclaircissement.                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul> |          |
|    | Les plis des candidats ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                             |          |
|    | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | L'ouverture des plis des candidats a été effectuée par la COE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 9 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|    | L'ouverture des plis des candidats a été effectuée en séance publique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                            |          |
|    | Les plis des candidats ont été ouverts aux dates, heures et lieux indiqués dans le dossier de pré-qualification                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                            |          |
|    | La COE a procédé à l'évaluation des dossiers de pré-qualification dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture des plis                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 3 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|    | L'examen de la pré-qualification a été effectué exclusivement sur la base : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la qualification technique ;</li> <li>- des références concernant des marchés analogues déjà exécutés par le candidat ;</li> <li>- des moyens en personnel qualifié ;</li> <li>- des installations et matériels dont les candidats disposent pour exécuter le marché ;</li> <li>- de la situation financière.</li> </ul> | Article 30 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | Le rapport de pré-qualification est établi par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 30 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | Le rapport de pré-qualification comprenant la proposition de la liste restreinte des candidats pré-qualifiés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 30 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |

| N°                                             | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                          | Références Juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                | Le rapport de pré-qualification a été examiné et validé par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 30 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                                | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats aux candidats pré-qualifiés ;</li> <li>- notifié aux autres candidats le rejet de leurs candidatures, en précisant les motifs de rejet</li> </ul>                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 29 du dossier type de pré-qualification</li> </ul>                          |          |
|                                                | Les résultats de la pré-qualification ont été publiés dans les mêmes canaux que l'avis de pré-qualification                                                                                                                                                                                 | Article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|                                                | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours avant d'inviter les candidats pré-qualifiés à soumettre leurs offres                                                                                                                                                                   | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
| 2 <sup>ème</sup> phase : Soumission des offres |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                        |          |
|                                                | Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) a été élaboré sur la base du dossier type d'appel à concurrence en vigueur au Bénin, par la PRMP en collaboration avec la direction/service technique bénéficiaire                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 46 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020</li> </ul>     |          |
|                                                | Le DAO a été validé par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                                        | Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                                                                                                                    |          |
|                                                | La lettre d'invitation aux candidats pré-qualifiés, signée par la PRMP, a été adressée aux candidats pré-qualifiés                                                                                                                                                                          | Modèle de lettre d'invitation aux candidats pré-qualifiés des DAO-types                                                                                                                |          |
|                                                | Le délai de remise des offres n'est pas inférieur à 21 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis pour les marchés à seuils de passation                                                                                                                               | Article 54 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                | Le délai de remise des offres n'est pas inférieur à 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis pour les marchés à seuils communautaires                                                                                                                             | Article 54 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissements, pour les appels d'offres nationaux, dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels d'offres internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offres | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul>                         |          |
|                                                | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur les DAO sont formulées par écrit par la PRMP, envoyées au candidat demandeur et notifiées aux autres candidats dans le respect du principe de l'anonymat au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul>                         |          |
|                                                | Les plis des soumissionnaires ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des offres                                                                                                                                                                     | Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                     |          |



| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Références Juridiques                                                                                            | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | - Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial côté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                     |          |
|    | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                                                 | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | Les plis des soumissionnaires ont été ouverts par la COE en séance publique aux date, heure et lieu indiqués dans le DAO                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                              |          |
|    | - Les offres ont fait l'objet d'un examen préliminaire conformément aux critères de recevabilité indiqués dans le DAO                                                                                                                                                                                                                                                       | - Article 72 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- IC 30 des DAO types                          |          |
|    | Les offres jugées non recevables ont été rejetées par la COE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | - Article 69 dernier alinéa de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 30.2 des DAO-types                |          |
|    | La COE a procédé à l'examen détaillé des offres :<br>- la validité des documents et la conformité des offres ont été vérifiées au regard des clauses du DAO ;<br>- les offres jugées non conformes ont été rejetées ;<br>- les offres jugées conformes ont été évaluées économiquement la plus avantageuse ;<br>L'offre économiquement la plus avantageuse a été qualifiée. | - Article 73 et 74 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 33 à 36 des DAO types                      |          |
|    | La commission d'ouverture et d'évaluation des offres a établi le rapport d'analyse et de synthèse dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception des offres                                                                                                                                                                                                  | - Article 72 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été attribué au soumissionnaire dont l'offre conforme aux critères du DAO, a été évaluée économiquement la plus avantageuse                                                                                                                                                                                                                                     | - Articles 73 et 78 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 39 des DAO-types   |          |
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent pour étude et avis, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats d'analyse des offres (PV d'ouverture des offres, rapport d'analyse des offres, PV d'attribution provisoire)                                                                                                | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                              |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats et l'attribution du marché dans les délais impartis                                                                                                                                                                                                                                                                   | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                       |          |
|    | L'attribution du marché a été prononcée dans le délai de validité des offres des soumissionnaires                                                                                                                                                                                                                                                                           | Article 78 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                     |          |



| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                         | Références Juridiques                                                                                                          | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a :<br>- notifié l'attribution au soumissionnaire retenu ;<br>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs offres, en précisant les motifs, le nom de l'attributaire et le montant de l'offre du soumissionnaire retenu | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|    | le procès-verbal d'attribution provisoire a été publié dans les mêmes canaux que l'avis d'appel d'offres                                                                                                                                   | Article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|    | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours calendaires à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché                                                                             | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|    | La PRMP a libéré les garanties d'offre des soumissionnaires non retenus                                                                                                                                                                    | - IC 43 du DAO service<br>- IC 45 du DAO travaux<br>- IC 44 du DAO fournitures                                                 |          |
|    | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                                                                                                 | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                                                  | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                       |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                                                                          | - Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020       |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                        | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                                                        | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |

| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Références Juridiques                                                                                                                               | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'avis d'appel d'offres sur le portail web des marchés publics, le journal des marchés publics, le quotidien de service public et s'agissant des marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, dans tout support communautaire dédié à cet effet, dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                           |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 46 des DAO types</li> </ul> |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°06

### CONTROLE DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES OUVERT EN DEUX ETAPES

- A renseigner par les PRMP durant le processus d'appel d'offres en deux (2) étapes
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                                                                          | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Références Juridiques                                                                                                                | Constats |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Préalables                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                      |          |
|                                                                             | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                                                                             | L'autorité contractante a recouru à la procédure d'appel d'offres ouvert en deux étapes dans l'un des cas ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• marché d'une grande complexité ;</li> <li>• marché qui doit être attribué sur la base de critères de performances et non de spécifications techniques détaillées.</li> </ul> | Article 31 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                           |          |
|                                                                             | Le recours à la procédure d'appel d'offres ouvert en deux étapes a été approuvé a priori par la direction nationale de contrôle des marchés publics à l'occasion de l'examen de conformité du PPMP préalable de la DNCMP.                                                                                                                  | Article 31 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                         |          |
|                                                                             | L'organe de contrôle compétent a validé le DAO pour la 1 <sup>ère</sup> étape                                                                                                                                                                                                                                                              | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 2 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020        |          |
| 1 <sup>ère</sup> ETAPE : Soumission des propositions techniques provisoires |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                      |          |
|                                                                             | Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) a été élaboré sur la base du dossier type d'appel à concurrence en vigueur au Bénin, par la PRMP en collaboration avec la direction/service technique bénéficiaire                                                                                                                                       | - Article 46 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020 |          |

| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Références Juridiques                                                                                           | Constats                                |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
|    | L'avis d'appel d'offres a été publié au minimum dans le journal des marchés des marchés publics, dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique, dans un délai de vingt et un (21) jours pour un appel d'offres national                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 53 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                      | Se conformer à la check-list précédente |
|    | L'avis d'appel d'offres a été publié dans une publication nationale et internationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique, dans un délai de trente (30) jours pour un appel d'offres international ou tout marché dont le montant est égal ou supérieur au seuil communautaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 53 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                     |                                         |
|    | <p>L'avis d'appel d'offres contient les renseignements ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la référence de l'appel d'offres comprenant le numéro, l'identification de l'autorité contractante, l'objet du marché et la date de signature ;</li> <li>- la source de financement ;</li> <li>- le type d'appel d'offres ;</li> <li>- le ou les lieux où l'on peut consulter ou retirer le dossier d'appel d'offres ;</li> <li>- la qualification des candidats et les conditions de retrait du dossier d'appel d'offres ;</li> <li>- les principaux critères d'évaluation des offres ;</li> <li>- le lieu, la date et l'heure limites de dépôt ainsi que l'heure d'ouverture des offres ;</li> <li>- le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;</li> <li>- les conditions auxquelles doivent répondre les offres, notamment le montant de la caution de soumission ;</li> <li>- le nombre maximum de lots dont un soumissionnaire peut être attributaire en cas d'allotissement.</li> <li>- le délai d'exécution du marché</li> </ul> | <p>Article 48 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</p> <p>Section 0 « avis d'appel d'offres » des DAO</p> |                                         |
|    | L'avis d'appel d'offres sur la base d'une première version de DAO a été lancé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 31 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |                                         |
|    | Les offres demandées à la première étape sont limitées à des propositions techniques sans indication de prix sur la base de principes généraux de conception ou normes de performances                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Article 31 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |                                         |
|    | Les précisions et ajustements d'ordre technique et ou financier ont été menées par l'autorité contractante dans le cadre des discussions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Article 31 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |                                         |

| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références Juridiques                                                                                                                                          | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissements, pour les appels d'offres nationaux, dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels d'offres internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offres                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul> |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur les DAO sont formulées par écrit par la PRMP, envoyées au candidat demandeur et notifiées aux autres candidats dans le respect du principe de l'anonymat au plus tard au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul> |          |
|    | Les plis des soumissionnaires ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des offres                                                                                                                                                                                                                             | Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                             |          |
|    | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                    | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                         | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                                            |          |
|    | La COE a procédé en séance publique aux dates, heures et lieux indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 70 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                     |          |
|    | La COE a procédé à l'examen préliminaire conformément aux critères de recevabilité indiqués dans le DAO : <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de la présence des pièces exigées ;</li> <li>- vérification de la signature de l'offre par la personne habilitée ;</li> <li>- vérification de l'exhaustivité de l'offre.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 72 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 30 des DAO types</li> </ul>                |          |
|    | La COE a rejeté les offres jugées non recevables.                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 69 dernier alinéa de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 30.2 des DAO-types</li> </ul>      |          |
|    | La COE a procédé à l'examen détaillé des offres : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la validité des documents ;</li> <li>- la conformité des offres aux spécifications techniques du DAO ;</li> <li>- la vérification des critères de qualification pour la 2<sup>ème</sup> étape.</li> </ul>                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles 73 et 74 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 33 à 36 des DAO types</li> </ul>             |          |
|    | La COE a établi la liste des soumissionnaires retenus.                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 73 et 74 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 33 à 36 des DAO types</li> </ul>            |          |



| N°                                                                                                  | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                        | Références Juridiques                                                                                                                                                                                                                                        | Constats |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                                                     | La commission d'ouverture et d'évaluation des offres a établi le rapport d'analyse et de synthèse dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception des offres                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 72 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul>                                                                                     |          |
|                                                                                                     | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats d'analyse des offres (PV d'ouverture des offres, rapport d'analyse des offres, liste des soumissionnaires retenus). | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                          |          |
|                                                                                                     | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de la 1 <sup>ère</sup> étape dans les délais impartis                                                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                                                                                     | La PRMP a :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de la 1<sup>ère</sup> étape aux soumissionnaires retenus ;</li> <li>- notifié aux autres soumissionnaires, le rejet de leurs propositions techniques en précisant les motifs.</li> </ul>                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 43 du DAO service</li> <li>- IC 45 du DAO travaux</li> <li>- IC 44 du DAO fournitures</li> </ul>                                                |          |
|                                                                                                     | La PRMP a observé un délai de dix (10) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la seconde étape de la procédure                                                                                                                                                          | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                          |          |
| <b>2<sup>ème</sup> ETAPE : Soumission des propositions techniques définitives assorties de prix</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                              |          |
|                                                                                                     | La PRMP a révisé le DAO sur la base des éléments pertinents des propositions techniques retenues à l'issue de la première étape.                                                                                                                                                          | Article 31 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                 |          |
|                                                                                                     | Le DAO révisé a été validé et a reçu le « bon à lancer » de l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> </ul>                                                                |          |
|                                                                                                     | Les soumissionnaires retenus ont été invités à soumettre des propositions techniques définitives assorties de prix sur la base du DAO révisé                                                                                                                                              | Article 31 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                 |          |



| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Références Juridiques                                                                                                                                          | Constats |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissements, pour les appels d'offres nationaux, dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels d'offres internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la date d'envoi des lettres d'invitation aux candidats pré-qualifiés                                                                                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul> |          |
|    | Les réponses aux demandes d'éclaircissement sur les DAO sont formulées par écrit par la PRMP, envoyées au candidat demandeur et notifiées aux autres candidats dans le respect du principe de l'anonymat au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                                                                                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul> |          |
|    | Les plis des soumissionnaires ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                             |          |
|    | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Article 10 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                     |          |
|    | Les plis des soumissionnaires ont été ouverts par la COE en séance publique aux dates, heures et lieux indiqués dans le DAO                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                            |          |
|    | La COE a procédé à l'examen préliminaire conformément aux critères de recevabilité indiqués dans le DAO : <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de la présence des pièces exigées ;</li> <li>- vérification de la signature de l'offre par la personne habilitée ;</li> <li>- vérification de l'exhaustivité de l'offre ;</li> <li>- vérification de toutes les rubriques du DQE ou du BPU répertoriées dans la soumission.</li> </ul>                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 72 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 30 des DAO types</li> </ul>                |          |
|    | Les offres jugées non recevables ont été rejetées par la COE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 69 alinéa 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 30.2 des DAO types</li> </ul>              |          |
|    | La COE a procédé à l'examen détaillé des offres : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la validité des documents ;</li> <li>- la conformité des offres aux spécifications techniques/ critères de performance indiqués dans le DAO ;</li> <li>- la vérification des critères de qualification ;</li> <li>- les offres jugées non conformes ont été rejetées ;</li> <li>- les offres jugées conformes pour l'essentiel ont fait l'objet d'une évaluation financière conformément au DAO et ont été classées en fonction de leur prix</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 73 et 74 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 33 à 36 des DAO types</li> </ul>            |          |

| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                              | Références Juridiques                                                                                                                                                            | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La commission d'ouverture et d'évaluation des offres a établi le rapport d'analyse et de synthèse dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 72 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul>         |          |
|    | Le marché a été attribué au soumissionnaire dont l'offre conforme aux critères du DAO, a été évaluée économiquement la plus avantageuse                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles 73 et 78 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 39 DAO-type travaux</li> </ul>                    |          |
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats d'analyse des offres (PV d'ouverture des plis, rapport d'analyse des offres, PV d'attribution provisoire)                | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats et l'attribution du marché dans les délais impartis                                                                                                                                                                                       | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                                                                                       |          |
|    | L'attribution du marché a été prononcée dans le délai de validité des offres des soumissionnaires                                                                                                                                                                                               | Article 78 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                     |          |
|    | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié l'attribution au soumissionnaire retenu ;</li> <li>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs offres, en précisant les motifs, le nom de l'attributaire et le montant de l'offre du soumissionnaire retenu</li> </ul> | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | Le procès-verbal d'attribution provisoire a été publié dans les mêmes canaux que l'avis d'appel d'offres                                                                                                                                                                                        | Article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours calendaires à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché                                                                                                                                  | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | La PRMP a libéré les garanties d'offre des soumissionnaires non retenus                                                                                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- IC 43 du DAO service</li> <li>- IC 45 du DAO travaux</li> <li>- IC 44 du DAO fournitures</li> </ul>                                     |          |
|    | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                                                                                                                                                      | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                                                                                                       | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                                                                         |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |

| N° | Points de Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Références Juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'avis d'appel d'offres sur le portail web des marchés publics, le journal des marchés publics, le quotidien de service public et s'agissant des marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, dans tout support communautaire dédié à cet effet, dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 46 des DAO types</li> </ul>                                    |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°07

### CONTROLE DU PROCESSUS D'UN APPEL D'OFFRES RESTREINT

- A renseigner par les PRMP durant le processus d'appel d'offres restreint
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                           | Références juridiques                                                                                                                                                                         | Constats |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Préalables            |                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                               |          |
|                       | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                    | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                     |          |
|                       | L'autorité contractante a recouru à la procédure d'appel d'offres restreint dans le cas où les biens, travaux ou services, de par leur nature spécialisée, ne sont disponibles qu'auprès d'un nombre limité de fournisseurs, d'entrepreneurs ou de prestataires de services. | Article 33 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                  |          |
|                       | Le recours à la procédure d'appel d'offres restreint a été motivé et soumis à l'autorisation préalable de la DNCMP lors de son contrôle de conformité du plan de passation.                                                                                                  | Article 33 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                           |          |
|                       | La DNCMP a donné son autorisation pour recourir à cette procédure en publiant le PPMP                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 33 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 2 point 3 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> </ul>                 |          |
| Soumission des offres |                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                               |          |
|                       | Le Dossier d'Appel d'Offres Restreint (DAOR) a été élaboré sur la base du dossier type d'appel à concurrence en vigueur au Bénin, par la PRMP en collaboration avec la direction/service technique bénéficiaire                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 46 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020</li> </ul>            |          |
|                       | L'organe de contrôle compétent a validé le DAOR et a donné le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                       | Les candidats identifiés par l'autorité contractante ont été invités à présenter leurs offres sur la base du DAOR                                                                                                                                                            | Article 33 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                           |          |
|                       | La PRMP a adressé de façon simultanée, une lettre d'invitation aux candidats qu'elle a choisis accompagnée du dossier d'appel à concurrence et des documents complémentaires                                                                                                 | Article 33 alinéa 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                  |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                                                                          | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Une entreprise qui ne n'est pas sur la liste restreinte et qui a la qualification requise a formulé une demande à la DNCMP, avec ampliation à la PRMP, pour postuler.                                                                                                                             | Article 33 alinéas 2 et 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                             |          |
|    | La DNCMP a donné une suite favorable à la requête de l'entreprise dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de sa saisine.                                                                                                                                                            | Article 33 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | La PRMP a invité les candidats autorisés par la DNCMP à soumissionner                                                                                                                                                                                                                             | Article 33 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                            |          |
|    | La DNCMP a donné un avis défavorable à la requête des entreprises dans les trois (03) jours                                                                                                                                                                                                       | Article 33 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | Le refus de la DNCMP a fait l'objet d'un recours devant l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                    | Article 33 alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | La DNCMP n'a donné aucune suite à la requête des entreprises pour leurs intégrations à la liste restreinte                                                                                                                                                                                        | Article 33 alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | En l'absence de réponse de la DNCMP dans les 5 jours, les candidats ont saisi par écrit (avec preuve de la saisine de la DNCMP) la PRMP à l'effet de soumissionner.                                                                                                                               | Article 33 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissements, pour les appels d'offres nationaux, dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels d'offres internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la date de publication de l'avis d'appel d'offres       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul> |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur les DAO sont formulées par écrit par la PRMP, envoyées au candidat demandeur et notifiées aux autres candidats dans le respect du principe de l'anonymat au plus tard au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clause 8.1 des IC du DAO type Fournitures ;</li> <li>- Clause 7.1 des IC des DAO types Services et Travaux</li> </ul> |          |
|    | Les plis des soumissionnaires ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des offres                                                                                                                                                                           | Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                             |          |
|    | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                  | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
|    | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                       | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                                            |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                                    | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les plis des soumissionnaires ont été ouverts par la COE en séance publique aux date, heure et lieu indiqués dans le DAO                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                      |          |
|    | La COE a procédé à l'examen préliminaire conformément aux critères de recevabilité indiqués dans le DAO :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de la présence des pièces exigées ;</li> <li>- vérification de la signature de l'offre par la personne habilitée ;</li> <li>- vérification de l'exhaustivité de l'offre ;</li> <li>- vérification de toutes les rubriques du Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ou du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) répertoriées dans la soumission.</li> </ul>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 72 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 30 des DAO types</li> </ul>                          |          |
|    | Les offres jugées non recevables ont été rejetées par la COE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 69 dernier alinéa de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 30.2 des DAO</li> </ul>                      |          |
|    | La COE a procédé à l'examen détaillé des offres :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- la validité des documents ;</li> <li>- la conformité des offres aux spécifications techniques/ critères de performance indiqués dans le DAO ;</li> <li>- les offres jugées techniquement non conformes ont été rejetées ;</li> <li>- les offres jugées techniquement conformes ont fait l'objet d'une évaluation financière conformément au DAO et ont été classées ;</li> <li>- l'offre économiquement la plus avantageuse a été qualifiée.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 73 et 74 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 33 à 36 des DAO types</li> </ul>                      |          |
|    | La commission d'ouverture et d'évaluation des offres a établi le rapport d'analyse et de synthèse dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 72 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le marché a été attribué au soumissionnaire dont l'offre conforme aux critères du DAO, a été évaluée économiquement la plus avantageuse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles 73 et 78 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 39 DAO-type travaux</li> </ul>            |          |
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats d'analyse des offres (PV d'ouverture des plis, rapport d'analyse des offres, PV d'attribution provisoire)                                                                                                                                                                                                                                                                           | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                      |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats et l'attribution du marché dans les délais impartis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                                                                               |          |
|    | L'attribution du marché a été prononcée dans le délai de validité des offres des soumissionnaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 78 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                             |          |
|    | La PRMP a :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié l'attribution au soumissionnaire retenu ;</li> <li>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs offres, en précisant les motifs, le nom de l'attributaire et le montant de l'offre du soumissionnaire retenu</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                      |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Références juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le procès-verbal d'attribution provisoire a été publié dans les mêmes canaux que l'avis d'appel d'offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours calendaires à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché                                                                                                                                                                                                                                            | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | La PRMP a libéré les garanties d'offre des soumissionnaires non retenus                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- IC 43 du DAO service</li> <li>- IC 45 du DAO travaux</li> <li>- IC 44 du DAO fournitures</li> </ul>                                           |          |
|    | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                                                                                                                                                                                                                 | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                                                                               |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                                                                                                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>       |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'avis d'appel d'offres (portail web des marchés publics, journal des marchés publics, quotidien de service public et en cas de marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, tout support communautaire dédié à cet effet), dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 46 des DAO types</li> </ul>                                    |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## **CHECK-LIST N°08**

### **CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION D'UN CONSULTANT PAR LA METHODE DE SELECTION FONDEE SUR LA QUALITE ET LE COÛT (SFQC)**

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection qualité-coût
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                                         | Constats |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>ère</sup> Phase : Etape de la Présélection des Consultants</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                               |          |
|                                                                         | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                         | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|                                                                         | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                               | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020.                                                       |          |
|                                                                         | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                     | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 2 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                                         | L'AMI a fait l'objet d'une insertion dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique | Article 36 al 6 et 53 al 1 <sup>er</sup> de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                |          |
|                                                                         | Le délai de réception des dossiers de manifestation d'intérêt est de dix (10) jours calendaires au minimum à compter de la date de publication de l'AMI                                                                                                                           | Article 36 al 6 et de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                      |          |
|                                                                         | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                         | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                                                                         | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                       | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                           |          |
|                                                                         | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                      | Article 70 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |          |
|                                                                         | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrables pour compter de la date limite de réception des plis.                                                                                                                               | Article 11 du décret n° 2020-596 du 23 décembre 2020.                                                                         |          |

| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                       | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                                                                                                                                             | - Article 36 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                 |          |
|                                       | La COE a intégré dans la liste restreinte au moins deux (02) consultants nationaux                                                                                                                                                                                                                                           | Article 36 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
|                                       | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour avis, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt                                                                                                                                                                                                         | Articles 9 al 2 point 2 et 11 al 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                           |          |
|                                       | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                                                                                                                                        | Articles 4 point 3 et 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|                                       | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;<br>- notifié aux autres candidats le rejet de leurs manifestations d'intérêt en précisant les motifs.                                                                                                                                      | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020               |          |
|                                       | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|                                       | La PRMP a observé un délai de dix (10) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                                                                                                                                        | Article 79 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : LA SELECTION |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                       |          |
| PREALABLES                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                       |          |
|                                       | Une Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type en vigueur                                                                                                                                                                                                                                         | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                |          |
|                                       | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER » ou l'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur en ce qui concerne les marchés sur financement extérieur.                                                                                                                                  | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020<br>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                       | La lettre d'invitation a été adressée à tous les candidats présélectionnés                                                                                                                                                                                                                                                   | Section I : « Lettre d'invitation »                                                                                                   |          |
|                                       | La PRMP a reçu, le cas échéant, les questions d'éclaircissements sur la DP dans les dix (10) jours calendaires pour les appels à concurrence nationaux et dans les quinze (15) jours calendaires pour les appels à concurrence internationaux, à compter de la transmission de la demande de proposition aux présélectionnés | Clause 8 de la DP type                                                                                                                |          |



| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                            | Constats |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                | Les réponses aux demandes d'éclaircissements sur la DP ont été envoyées aux candidats présélectionnés au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de saisine de l'autorité contractante par lesdits candidats                                                                         | Clause 8 de la DP type                                                                                           |          |
| <b>A- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES</b>  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                  |          |
|                                                                | Les plis des consultants ont été reçus par la COE au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                                                            | - Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 9 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020    |          |
|                                                                | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                       | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                     |          |
|                                                                | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique                                                                                                                                                                                                               | Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                              |          |
|                                                                | La COE a inscrit le numéro d'enregistrement des plis des consultants sur leurs propositions technique et financière.                                                                                                                                                                                   | IC 15.1 de la DP                                                                                                 |          |
|                                                                | La COE a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                                                          | IC 15.3 de la DP                                                                                                 |          |
|                                                                | La COE a procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de 10 jours ouvrables                                                                                                                                                                                                        | - Article 72 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                                | La COE a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour avis, les résultats de l'évaluation des propositions techniques (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation des propositions techniques) dans un délai d'un (01) jour ouvrable à compter de la date de validation, du rapport d'évaluation | Articles 9 al 2 point 2 et 11 al 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                      |          |
|                                                                | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation des propositions techniques dans les délais impartis                                                                                                                                                                             | Articles 4 point 3 et 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                         |          |
|                                                                | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de l'évaluation aux soumissionnaires retenus et leurs notes ;<br>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs propositions techniques en précisant les motifs, les noms des soumissionnaires retenus et leurs notes                                  | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 18.2 de la DP                                    |          |
|                                                                | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours calendaires avant d'inviter les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières.                                                                                                                                         | - Article 79 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020,<br>- Clause 21.1 des IC de la DP.                    |          |
| <b>B- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                  |          |



| N°                | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                            | Constats |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                   | La COE a procédé à l'ouverture des propositions financières en séance publique.                                                                                                                                         | - Article 36 dernier alinéa ;<br>- Clause 21.3 des IC de la DP                                                   |          |
|                   | La COE a établi le PV d'ouverture des propositions financières.                                                                                                                                                         | IC 21.3 de la DP                                                                                                 |          |
|                   | La COE a procédé à l'évaluation des propositions financières dans un délai de 10 jours ouvrables                                                                                                                        | - Article 72 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 |          |
|                   | La COE a procédé à la pondération des notes techniques et financières, selon le poids retenu dans la DP                                                                                                                 | IC 22.5 de la DP                                                                                                 |          |
|                   | La COE a désigné attributaire provisoire, le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note combinée des propositions techniques et financières                                                                         | IC 22.5 de la DP                                                                                                 |          |
|                   | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour avis, les résultats de l'évaluation des propositions financières (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation globale des propositions et PV d'attribution) | Articles 9 al 2 point 2 et 11 al 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                      |          |
|                   | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation des propositions financières et le PV d'attribution dans les délais impartis                                                                      | Articles 4 point 3 et 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                         |          |
|                   | La PRMP a notifié l'attribution au soumissionnaire retenu                                                                                                                                                               | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 18.2 de la DP                                    |          |
| C- LA NEGOCIATION |                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                  |          |
|                   | La PRMP a invité le consultant retenu à des négociations                                                                                                                                                                | Article 38 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                         |          |
|                   | Un PV de négociation ne portant pas sur les prix unitaires et signé des deux parties, est établi précisant le point des négociations techniques et leur impact financier                                                | Article 38 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                         |          |
|                   | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations                                                                                       | IC 23.2 de la DP                                                                                                 |          |
|                   | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                                            | Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                         |          |
|                   | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours calendaires à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché                                                          | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                              |          |
|                   | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                                                                              | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                              |          |
|                   | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                               | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                         |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                                                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>       |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI (portail web des marchés publics, journal des marchés publics, quotidien de service public et en cas de marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, tout support communautaire dédié à cet effet), dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 46 des DAO types</li> </ul>                                    |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## **CHECK-LIST N°09**

### **CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION D'UN CONSULTANT PAR LA METHODE DE SELECTION FONDEE SUR LA QUALITE (SFQ)**

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection fondée sur la qualité
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>ère</sup> Phase : Etape de la Présélection des Consultants</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                       |          |
|                                                                         | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                             |          |
|                                                                         | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                                                                                                  | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                |          |
|                                                                         | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020        |          |
|                                                                         | L'AMI a fait l'objet d'une insertion au minimum dans le quotidien de service de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique, dans un délai de dix (10) jours calendaires | - Article 53 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|                                                                         | L'AMI a été publié pendant dix (10) jours calendaires au moins                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                         |          |
|                                                                         | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                            | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                             |          |
|                                                                         | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                          | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                   |          |
|                                                                         | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                                                                                         | Article 70, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                        |          |

| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                             | Références juridiques                                                                                                                                                                                     | Constats |
|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                       | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrable pour compter de la date limite de réception des dossiers                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 3, point 6 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                      |          |
|                                       | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020;</li> <li>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul>                 |          |
|                                       | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt. | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                       |          |
|                                       | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                       | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;</li> <li>- informé les autres candidats du rejet de leurs dossiers</li> </ul>            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 3, point 7 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                              |          |
|                                       | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                         | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |
|                                       | La PRMP a observé un délai de dix (10) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                          | Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : LA SELECTION |                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                           |          |
| PREALABLES                            |                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                           |          |
|                                       | Une Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type en vigueur                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 46 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020</li> </ul>                        |          |

| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Références juridiques                                                                                                                                                                                                                                                   | Constats |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 5 point 2 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                                        | La lettre d'invitation a été adressée à tous les candidats présélectionnés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Clause 2.2 des IC de la Demande de proposition (DP) type                                                                                                                                                                                                                |          |
|                                                        | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissements sur l'un quelconque des documents de la demande de propositions au plus tard, pour les appels à concurrence nationaux dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels à concurrence internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la transmission de la demande de proposition aux présélectionnés | Clause 8.1 des IC de la Demande de propositions (DP) type                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Les réponses aux demandes d'éclaircissements sur la DP ont été envoyées par écrit ou par courrier électronique à tous les candidats présélectionnés au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                                                                                                                                   | Clause 8.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type                                                                                                                                                                                                                |          |
| A- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 13.5 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> </ul>                                                                             |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                            |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Article 36 alinéa 8 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                            |          |
|                                                        | Les propositions des candidats présélectionnés ont été ouvertes par la COE en séance publique aux date, heure et lieu indiqués dans la DP.                                                                                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 70, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 15.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> <li>- Clause 21.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> </ul>             |          |



| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                    | Constats |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                | La COE a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                                                          | Clause 15.3 des IC de la Demande de propositions (DP) type                                                               |          |
|                                                                | La COE a procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de 10 jours ouvrables et a transmis le rapport d'évaluation à la CPMP                                                                                                                                                        | Article 11, alinéa 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                            |          |
|                                                                | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats de l'évaluation des propositions techniques (PV d'ouverture des candidatures, rapport d'évaluation des propositions techniques) | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                            |          |
|                                                                | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation des propositions techniques dans les délais impartis                                                                                                                                                                             | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                               |          |
|                                                                | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de l'évaluation aux soumissionnaires retenus ;<br>- informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions techniques                                                                                                                               | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020;<br>- Clause 25.1 des IC de la DP type                             |          |
|                                                                | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours avant d'inviter les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières.                                                                                                                                                     | - Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Clause 25.4 des IC de la DP type                  |          |
| <b>B. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                          |          |
|                                                                | La COE a procédé à l'ouverture de la proposition financière du soumissionnaire classé 1 <sup>er</sup> , en sa présence.                                                                                                                                                                                | - Article 37, alinéa 1er point 1-d de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Clause 19 des IC de la DP type.       |          |
|                                                                | La COE a établi le PV d'ouverture de la proposition financière.                                                                                                                                                                                                                                        | Clause 21.3 des IC de la DP type                                                                                         |          |
|                                                                | La COE a procédé à l'évaluation de la proposition financière dans le délai imparti                                                                                                                                                                                                                     | - Article 11, alinéa 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020<br>- Clause 22.9 des IC de la DP type                    |          |
|                                                                | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour avis, les résultats de l'évaluation de la proposition financière (PV d'ouverture de la proposition financière, rapport d'évaluation de la proposition financière et PV d'attribution)                                                        | - Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 11, alinéa 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 |          |

| N°                | Points de contrôle                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                                                                                                                       | Constats |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                   | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation de la proposition financière et du PV d'attribution dans les délais impartis                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                   | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours avant d'inviter le soumissionnaire retenu à la négociation.                                                   | Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                               |          |
| C- LA NEGOCIATION |                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                             |          |
|                   | La PRMP a invité le consultant retenu à des négociations                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 23.1 des IC de la DP type</li> </ul>                                                         |          |
|                   | Un PV de négociation qui peut porter sur les prix unitaires et précisant le point des négociations techniques et leur impact financier, est signé des deux parties | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 38, alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 23.7 des IC de la DP type</li> </ul>                                               |          |
|                   | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite si nécessaire | Clause 23.7-b des IC de la DP type                                                                                                                                                                          |          |
|                   | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                       | Article 38, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                               |          |
|                   | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                         | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                         |          |
|                   | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation          | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                                                                                                    |          |
|                   | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                            |          |
|                   | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                      |          |
|                   | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                       | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI (portail web des marchés publics, journal des marchés publics, quotidien de service public et en cas de marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, tout support communautaire dédié à cet effet), dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                   |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                           | - Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 46 des DAO types |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## **CHECK-LIST N°10**

### **CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION D'UN CONSULTANT PAR LA METHODE DE SELECTION DANS LE CADRE D'UN BUDGET DETERMINE (SCBD)**

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection dans le cadre d'un budget déterminé
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>ère</sup> Phase : Etape de la Présélection des Consultants</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                       |          |
|                                                                         | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                             |          |
|                                                                         | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                                                                                                  | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                |          |
|                                                                         | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020        |          |
|                                                                         | L'AMI a fait l'objet d'une insertion au minimum dans le quotidien de service de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique, dans un délai de dix (10) jours calendaires | - Article 53 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|                                                                         | L'AMI a été publié pendant dix (10) jours calendaires au moins                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                         |          |
|                                                                         | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                            | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                             |          |
|                                                                         | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                          | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                   |          |
|                                                                         | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                                                                                         | Article 70, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                        |          |

| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                             | Références juridiques                                                                                                                                                                                     | Constats |
|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                       | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrable pour compter de la date limite de réception des dossiers                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 3, point 6 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                      |          |
|                                       | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020;</li> <li>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul>                 |          |
|                                       | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt. | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                       |          |
|                                       | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                       | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;</li> <li>- informé les autres candidats du rejet de leurs dossiers</li> </ul>            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 3, point 7 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                              |          |
|                                       | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                         | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |
|                                       | La PRMP a observé un délai de dix (10) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                          | Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : LA SELECTION |                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                           |          |
| PREALABLES                            |                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                           |          |
|                                       | Une Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type en vigueur                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 46 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020</li> </ul>                        |          |



| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Références juridiques                                                                                                                                                                                                                                                   | Constats |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 5 point 2 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                                        | La lettre d'invitation a été adressée à tous les candidats présélectionnés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Clause 2.2 des IC de la Demande de proposition (DP) type                                                                                                                                                                                                                |          |
|                                                        | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissements sur l'un quelconque des documents de la demande de propositions au plus tard, pour les appels à concurrence nationaux dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels à concurrence internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la transmission de la demande de proposition aux présélectionnés | Clause 8.1 des IC de la Demande de propositions (DP) type                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Les réponses aux demandes d'éclaircissements sur la DP ont été envoyées par écrit ou par courrier électronique à tous les candidats présélectionnés au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                                                                                                                                   | Clause 8.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type                                                                                                                                                                                                                |          |
| A- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 13.5 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> </ul>                                                                             |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                            |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Article 36 alinéa 8 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                            |          |

| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                                                                                                                                                       | Constats |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                | Les propositions des candidats présélectionnés ont été ouvertes par la COE en séance publique aux date, heure et lieu indiqués dans la DP.                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 70, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 15.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> <li>- Clause 21.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> </ul> |          |
|                                                                | La COE a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                                                          | Clause 15.3 des IC de la Demande de propositions (DP) type                                                                                                                                                                                                  |          |
|                                                                | La COE a procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de 10 jours ouvrables et a transmis le rapport d'évaluation à la CPMP                                                                                                                                                        | Article 11, alinéa 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                                | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats de l'évaluation des propositions techniques (PV d'ouverture des candidatures, rapport d'évaluation des propositions techniques) | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                                | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation des propositions techniques dans les délais impartis                                                                                                                                                                             | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                                                  |          |
|                                                                | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de l'évaluation aux soumissionnaires retenus ;</li> <li>- informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions techniques</li> </ul>                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020;</li> <li>- Clause 25.1 des IC de la DP type</li> </ul>                                                                                                        |          |
|                                                                | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours avant d'inviter les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières.                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Clause 25.4 des IC de la DP type</li> </ul>                                                                                             |          |
| <b>B. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                             |          |
|                                                                | La COE a procédé en séance publique, à l'ouverture des propositions financières des consultants ayant obtenu la note technique minimale requise                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 36 alinéa 10 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 21.1 de la DP type</li> </ul>                                                                                                        |          |
|                                                                | La COE a établi le PV d'ouverture des propositions financières                                                                                                                                                                                                                                         | IC 24.1 de la DP type                                                                                                                                                                                                                                       |          |
|                                                                | La COE a procédé à l'évaluation des propositions financières dans le délai imparti                                                                                                                                                                                                                     | IC 24.1 de la DP type                                                                                                                                                                                                                                       |          |

| N°                | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                   | La COE a procédé au classement des consultants en classant 1 <sup>er</sup> , celui ayant obtenu la meilleure note technique et dont la proposition financière est dans le budget préalablement déterminé et annoncé, et ainsi de suite                                                                              | Article 37 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                   | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats de l'évaluation des propositions financières (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation des propositions financières et PV d'attribution | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                   | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation des propositions financières et du PV d'attribution dans les délais impartis                                                                                                                                                                  | - Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 4 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                   | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours avant d'inviter le soumissionnaire retenu à la signature du projet de contrat et de le soumettre à l'approbation de l'autorité contractante                                                                                                                    | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
| C- LA NEGOCIATION |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                |          |
|                   | La PRMP a invité le consultant classé 1 <sup>er</sup> , c'est-à-dire, celui qui a obtenu la meilleure note technique et dont la proposition financière est dans le budget préalablement déterminé et annoncé, à des négociations                                                                                    | Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                   | Un PV de négociation qui peut porter sur les prix unitaires et précisant le point des négociations techniques et leur impact financier, est signé des deux parties                                                                                                                                                  | - Article 38, alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Clause 23.7 des IC de la DP type                          |          |
|                   | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite si nécessaire                                                                                                                                                  | Clause 23.7-b des IC de la DP type                                                                                             |          |
|                   | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                                                                                                                                        | Article 38, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                   | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                                                                                                                                                                          | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                   | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                                                                                                                           | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                       |          |
|                   | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                                                                                                                                                   | - Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020       |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI (portail web des marchés publics, journal des marchés publics, quotidien de service public et en cas de marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, tout support communautaire dédié à cet effet), dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                      |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                           | - Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 46 des DAO types                                    |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## **CHECK-LIST N°11**

### **CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION D'UN CONSULTANT PAR LA METHODE DE SELECTION AU MOINDRE COÛT (SMC)**

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection au moindre coût
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Références juridiques                                                                                                                             | Constats |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>ère</sup> Phase : Etape de la Présélection des Consultants</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                   |          |
|                                                                         | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                         |          |
|                                                                         | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                                                                                                  | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                            |          |
|                                                                         | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                    |          |
|                                                                         | L'AMI a fait l'objet d'une insertion au minimum dans le quotidien de service de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique, dans un délai de dix (10) jours calendaires | - Article 53 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|                                                                         | L'AMI a été publié pendant dix (10) jours calendaires au moins                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                     |          |
|                                                                         | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                            | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                                         |          |
|                                                                         | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                          | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                               |          |



| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                             | Références juridiques                                                                                                                                                                                     | Constats |
|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                       | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                   | Article 70, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                                                                                            |          |
|                                       | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrable pour compter de la date limite de réception des dossiers                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 3, point 6 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                      |          |
|                                       | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020;</li> <li>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul>                 |          |
|                                       | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt. | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                       |          |
|                                       | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                       | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;</li> <li>- informé les autres candidats du rejet de leurs dossiers</li> </ul>            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 3, point 7 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                              |          |
|                                       | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                         | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |
|                                       | La PRMP a observé un délai de dix (10) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                          | Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : LA SELECTION |                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                           |          |
| PREALABLES                            |                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                           |          |

| N°                                                            | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Références juridiques                                                                                                                                                                                                                                                   | Constats |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                               | Une Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type en vigueur                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 46 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020</li> </ul>                                                                                      |          |
|                                                               | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 5 point 2 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                                               | La lettre d'invitation a été adressée à tous les candidats présélectionnés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Clause 2.2 des IC de la Demande de proposition (DP) type                                                                                                                                                                                                                |          |
|                                                               | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissements sur l'un quelconque des documents de la demande de propositions au plus tard, pour les appels à concurrence nationaux dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels à concurrence internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la transmission de la demande de proposition aux présélectionnés | Clause 8.1 des IC de la Demande de propositions (DP) type                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                               | Les réponses aux demandes d'éclaircissements sur la DP ont été envoyées par écrit ou par courrier électronique à tous les candidats présélectionnés au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                                                                                                                                   | Clause 8.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type                                                                                                                                                                                                                |          |
| <b>B- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |
|                                                               | Les plis des consultants ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 69 alinéas 4 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 13.5 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> </ul>                                                                             |          |
|                                                               | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                            |          |
|                                                               | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Article 36 alinéa 8 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                            |          |

| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                                                                                                                                                       | Constats |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                | Les propositions des candidats présélectionnés ont été ouvertes par la COE en séance publique aux date, heure et lieu indiqués dans la DP.                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 70, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 15.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> <li>- Clause 21.1 des IC de la Demande de proposition (DP) type</li> </ul> |          |
|                                                                | La COE a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                                                          | Clause 15.3 des IC de la Demande de propositions (DP) type                                                                                                                                                                                                  |          |
|                                                                | La COE a procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de 10 jours ouvrables et a transmis le rapport d'évaluation à la CPMP                                                                                                                                                        | Article 11, alinéa 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                                | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats de l'évaluation des propositions techniques (PV d'ouverture des candidatures, rapport d'évaluation des propositions techniques) | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                                | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation des propositions techniques dans les délais impartis                                                                                                                                                                             | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                                                  |          |
|                                                                | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de l'évaluation aux soumissionnaires retenus ;</li> <li>- informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions techniques</li> </ul>                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020;</li> <li>- Clause 25.1 des IC de la DP type</li> </ul>                                                                                                        |          |
|                                                                | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours avant d'inviter les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières.                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Clause 25.4 des IC de la DP type</li> </ul>                                                                                             |          |
| <b>B. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                             |          |
|                                                                | La COE a procédé en séance publique, à l'ouverture des propositions financières des consultants ayant obtenu la note technique minimale requise                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 36 alinéa 10 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 21.1 de la DP type</li> </ul>                                                                                                        |          |
|                                                                | La COE a établi le PV d'ouverture des propositions financières                                                                                                                                                                                                                                         | IC 24.1 de la DP type                                                                                                                                                                                                                                       |          |
|                                                                | La COE a procédé à l'évaluation des propositions financières dans le délai imparti                                                                                                                                                                                                                     | IC 24.1 de la DP type                                                                                                                                                                                                                                       |          |
|                                                                | La COE a procédé au classement des consultants en classant 1 <sup>er</sup> , celui dont la proposition financière est évaluée la moins disante, c'est-à-dire, celui qui a proposé le plus bas prix                                                                                                     | Article 37 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                         |          |

| N°                | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                   | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats de l'évaluation des propositions financières (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation des propositions financières et PV d'attribution) | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                   | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation des propositions financières et du PV d'attribution dans les délais impartis                                                                                                                                                                   | - Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 4 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                   | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours avant d'inviter le soumissionnaire retenu à la signature du projet de contrat et de le soumettre à l'approbation de l'autorité contractante                                                                                                                     | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
| D- LA NEGOCIATION |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                |          |
|                   | La PRMP a invité le consultant classé 1 <sup>er</sup> , à savoir, celui dont la proposition financière est évaluée la moins disante, c'est-à-dire, celui qui a proposé le plus bas prix, à des négociations                                                                                                          | Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                   | Un PV de négociation qui peut porter sur les prix unitaires et précisant le point des négociations techniques et leur impact financier, est signé des deux parties                                                                                                                                                   | - Article 38, alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Clause 23.7 des IC de la DP type                          |          |
|                   | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite si nécessaire                                                                                                                                                   | Clause 23.7-b des IC de la DP type                                                                                             |          |
|                   | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                                                                                                                                         | Article 38, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                   | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                                                                                                                                                                           | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                   | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                                                                                                                            | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                       |          |
|                   | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                                                                                                                                                    | - Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020       |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI (portail web des marchés publics, journal des marchés publics, quotidien de service public et en cas de marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, tout support communautaire dédié à cet effet), dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 46 des DAO types</li> </ul>                                    |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |



## **CHECK-LIST N°12**

### **CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION D'UN CONSULTANT PAR LA METHODE DE SELECTION FONDEE SUR LA QUALIFICATION DU CONSULTANT (SFQC)**

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection au moindre coût
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                                                                              | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                                                              | Constats |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>er</sup> cas : Sélection sans Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI)</b> |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                    |          |
|                                                                                 | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                           | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                          |          |
|                                                                                 | La PRMP a communiqué les termes de référence à au moins trois (3) cabinets de consultants qualifiés, les invitant à fournir des renseignements sur leur expérience et leurs qualifications dans le domaine concerné | Article 37 point e alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                                                                                 | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                           | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                          |          |
|                                                                                 | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                         | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                |          |
|                                                                                 | La COE a procédé à l'analyse des dossiers de qualification dans un délai de 10 jours ouvrable pour compter de la date limite de réception des dossiers                                                              | - Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020<br>- Article 3, point 6 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020       |          |
|                                                                                 | La COE a retenu, dans la liste des cabinets ayant répondu à l'invitation, celui qui présente le meilleur niveau de qualification et d'expérience en rapport avec la mission                                         | Article 37 point e alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                                                                                 | La COE a établi le rapport d'évaluation des dossiers de qualification contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                                   | - Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020 |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                           | Références juridiques                                                                                                                                                                                       | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, le rapport d'évaluation des dossiers de qualification.                                              | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                         |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des dossiers de qualification                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de la qualification au cabinet retenu ;</li> <li>- notifié aux autres candidats, le rejet de leurs dossiers en précisant les motifs ainsi que le nom du cabinet retenu</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 3, point 7 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                                |          |
|    | Les résultats de la présélection ont été publiés                                                                                                                                                                                                             | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                               |          |
|    | La PRMP a observé un délai de dix (10) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant de poursuivre la procédure                                                                                                                                             | Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                               |          |
|    | La PRMP a invité le cabinet retenu à soumettre ses propositions techniques et financières                                                                                                                                                                    | Article 37 point e alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP a invité le consultant retenu à des négociations                                                                                                                                                                                                     | Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                         |          |
|    | Un PV de négociation qui peut porter sur les prix unitaires et précisant le point des négociations techniques et leur impact financier, est signé des deux parties                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 38, alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 23.7 des IC de la DP type</li> </ul>                                               |          |
|    | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite si nécessaire                                                                                           | Clause 23.7-b des IC de la DP type                                                                                                                                                                          |          |
|    | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                                                                                 | Article 38, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                               |          |
|    | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                                                                                                                   | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                         |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                                                                    | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                                                                                                    |          |

| N°                                                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                                                                                                         | Constats |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                                        | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                                                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>              |          |
|                                                                                        | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>        |          |
|                                                                                        | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                  |          |
|                                                                                        | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI (portail web des marchés publics, journal des marchés publics, quotidien de service public et en cas de marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, tout support communautaire dédié à cet effet), dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                     |          |
|                                                                                        | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 46 des DAO types</li> </ul>                                           |          |
| 2 <sup>ème</sup> cas : Sélection sur la base d'un Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                                                        | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                                                                                                                                     | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                                                                        |          |
|                                                                                        | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> </ul>        |          |
|                                                                                        | L'AMI a fait l'objet d'une insertion au minimum dans le quotidien de service de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique, dans un délai de dix (10) jours calendaires                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 53 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> </ul> |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                               | Références juridiques                                                                                                                                                                                     | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | L'AMI a été publié pendant dix (10) jours calendaires au moins                                                                                                                                                                                                                                   | Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |
|    | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                        | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                  |          |
|    | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                      | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                       |          |
|    | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                                     | Article 70, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |
|    | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrable pour compter de la date limite de réception des dossiers                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 3, point 6 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                      |          |
|    | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant le classement des consultants                                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020</li> </ul>                |          |
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt.                                                                                   | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                       |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | La PRMP a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de la présélection au cabinet ayant présenté le meilleur niveau de qualification ;</li> <li>- notifié aux autres candidats le rejet de leurs dossiers en précisant les motifs et le nom du cabinet retenu.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 3, point 7 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>                              |          |
|    | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                                                                                                           | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                             |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a observé un délai de dix (10) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant de poursuivre la procédure                                                   | Article 79, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                          |          |
|    | La PRMP a invité le cabinet retenu à soumettre ses propositions techniques et financières                                                                          | Article 37 point e alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                      |          |
|    | La PRMP a invité le consultant retenu à des négociations                                                                                                           | Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | Un PV de négociation qui peut porter sur les prix unitaires et précisant le point des négociations techniques et leur impact financier, est signé des deux parties | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 38, alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Clause 23.7 des IC de la DP type</li> </ul>                          |          |
|    | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite si nécessaire | Clause 23.7-b des IC de la DP type                                                                                                                                                     |          |
|    | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                       | Article 38, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                          |          |
|    | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans le DAO                                                                         | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation          | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                                                                               |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul>       |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                       | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI (portail web des marchés publics, journal des marchés publics, quotidien de service public et en cas de marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, tout support communautaire dédié à cet effet), dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                   |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                           | - Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 46 des DAO types |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°13

### CONTROLE DU PROCESSUS D'UN MARCHE DE GRE A GRE

- A renseigner par la PRMP lors du processus de passation d'un marché de gré à gré ou par entente directe
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                        | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020    |          |
|    | <p>Le marché de gré à gré ou marché par entente directe est passé dans les cas ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ;</li> <li>- lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques et artistiques ;</li> <li>- l'extrême urgence, lorsque l'autorité contractante doit faire exécuter le marché en lieu et place du prestataire défaillant ;</li> <li>- l'urgence impérieuse motivée par des circonstances impérieuses ou de cas de force majeure ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les procédures d'appel d'offres, nécessitant une intervention immédiate et lorsque l'autorité contractante n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de la nécessité ;</li> <li>- lorsqu'il est autorisé par le conseil des ministres en dernier ressort, sur requête de l'autorité contractante.</li> </ul> | Article 34 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020          |          |
|    | Le rapport spécial est établi par la personne responsable des marchés publics (PRMP) de l'autorité contractante assistée des directions techniques concernées, au terme d'une séance d'analyse des motifs justifiant le recours à la procédure de gré à gré, accompagné de tous documents nécessaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 35 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Pour l'année budgétaire et pour l'autorité contractante, le montant additionné des marchés de gré à gré ne dépasse pas dix pour cent (10%) du montant total des marchés publics passés par cette même autorité contractante                                                                                                                                                                                     | Article 35 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | Le marché de gré à gré a reçu l'autorisation préalable de la DNCMP ou du Conseil des Ministres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 35 alinéa 3 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                              |          |
|    | Le projet de marché signé par la PRMP et l'attributaire, comporte entre autres, les clauses relatives aux obligations comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis.                                                                                                                                                                                                                                 | Article 35 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | Le projet de marché a été soumis dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant sa transmission pour approbation                                                                                                                                                                                                                                              | Article 84 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | Le marché a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (03) jours calendaires après approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | La PRMP a publié l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI sur le portail web des marchés publics (SIGMAP), le journal des marchés publics, le quotidien de service public et s'agissant des marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, dans tout support communautaire dédié à cet effet, dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | - Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Clause 14.1 des conditions générales de la DP          |          |
|    | Le marché conclu selon la procédure de gré à gré est communiqué pour information à l'ARMP.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Article 35 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°14

### CONTROLE DE L'ELABORATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX, DE FOURNITURES ET DE SERVICES

Utilisation :

1. Dans le cadre des procédures d'appel d'offres ;
2. A renseigner par la PRMP au moment de l'élaboration de l'avis d'appel d'offres et du dossier d'appel d'offres
3. A renseigner avant le lancement de l'avis d'appel d'offres ;
4. A vérifier avant toute fourniture gratuite d'un dossier d'appel d'offres à un candidat

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Références juridiques                                                                                                                                                                       | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                   |          |
|    | Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) a été élaboré sur la base du dossier type d'appel à concurrence en vigueur au Bénin, par la PRMP en collaboration avec la direction/service technique bénéficiaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 46 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Article 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le dossier d'appel d'offres comprend les éléments ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ;</li> <li>- le Règlement Particulier de l'Appel à Concurrence (RPAC) ;</li> <li>- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;</li> <li>- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG)</li> <li>- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;</li> <li>- le Cahier des Clauses Environnementales (CCE) ;</li> <li>- les Termes de référence (TDR) ou le descriptif de la fourniture ;</li> <li>- le cadre du bordereau des prix unitaires ;</li> <li>- le cadre du détail estimatif comprenant les quantités à exécuter (DQE) ;</li> <li>- Le cadre du sous-détail des prix ;</li> <li>- Les formulaires types relatifs notamment à la soumission et aux cautions</li> </ul> | Article 46, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                               |          |
|    | Les Instructions aux Candidats (IC), les Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG), les Cahiers des Clauses Environnementales (CCE) et les formulaires du dossier élaboré n'ont pas été modifiés par la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Sommaire des dossiers types                                                                                                                                                                 |          |
|    | Les Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO), les Cahiers des Clauses Administratives Particulières (CCAP), les Cahiers des Clauses Environnementales Particulières (CCEP) et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ont été modifiés et adaptés à l'objet du marché.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Sommaire des dossiers types                                                                                                                                                                 |          |
|    | Les pièces exigibles à l'attribution du marché ont été énumérées dans le DAO élaboré                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Sommaire des dossiers types                                                                                                                                                                 |          |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                   |  |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
|  | <p>L'avis d'appel d'offres élaboré contient les renseignements ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la référence de l'appel d'offres comprenant le numéro, l'identification de l'autorité contractante, l'objet du marché et la date de signature ;</li> <li>- la source de financement ;</li> <li>- le type d'appel d'offres ;</li> <li>- le ou les lieux où l'on peut consulter ou retirer le dossier d'appel d'offres ;</li> <li>- la qualification des candidats et les conditions de retrait du dossier d'appel d'offres ;</li> <li>- les principaux critères d'évaluation des offres ;</li> <li>- le lieu, la date et l'heure limites de dépôt ainsi que l'heure d'ouverture des offres ;</li> <li>- le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;</li> <li>- les conditions auxquelles doivent répondre les offres, notamment le montant de la caution de soumission ;</li> <li>- le nombre maximum de lots dont un soumissionnaire peut être attributaire en cas d'allotissement ;</li> <li>- le délai d'exécution du marché.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 48 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- Section 0 : « avis d'appel d'offres » des DAO</li> </ul>                                                                                                  |  |
|  | <p>Le règlement particulier de l'appel d'offres doit préciser entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la présentation et la constitution des offres ;</li> <li>b) les conditions de rejet des offres ;</li> <li>c) les critères d'évaluation des offres ;</li> <li>d) les modes d'attribution du marché ;</li> <li>e) les règles de pré qualification et de post-qualification, le cas échéant.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Article 49 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                               |  |
|  | Les spécifications techniques et les critères de qualification ne sont pas discriminatoires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 51 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                               |  |
|  | Le cas échéant, le DAO a mentionné les normes, agréments et spécifications régionaux ou internationaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Articles 50 et 52 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                        |  |
|  | Le DAO a été validé par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 5 point 2 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |  |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date élaboration : ..... | Validé par la PRMP .....   |
| Elaboré par : .....      | Date de validation : ..... |
| Signature : .....        | Signature : .....          |



## **CHECK-LIST N°15**

### **CONTROLE DE L'ELABORATION DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LES MARCHES DE TRAVAUX, DE FOURNITURES ET DE SERVICES**

- A renseigner par la PRMP lors de l'élaboration de l'avis public d'appel à la concurrence
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Références juridiques                                      | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020        |          |
|    | L'avis d'appel d'offres pour le marché (travaux, fournitures ou services courants) est élaboré sur la base des dossiers d'appel d'offres types en vigueur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Articles 46 et 48 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | L'avis d'appel à la concurrence est porté à la connaissance du public par une insertion faite, au minimum dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics. En cas de nécessité, l'avis est inséré dans toute autre publication nationale et/ou internationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020        |          |
|    | L'avis d'appel d'offres a fait connaître au moins : <ul style="list-style-type: none"> <li>a- la référence de l'appel d'offres comprenant le numéro, l'identification de l'autorité contractante, l'objet du marché et la date de signature ;</li> <li>b- la source de financement ;</li> <li>c- le type d'appel d'offres ;</li> <li>d- le ou les lieux où l'on peut consulter ou retirer le dossier d'appel d'offres ;</li> <li>e- la qualification des candidats et les conditions d'acquisition du dossier d'appel d'offres ;</li> <li>f- les principaux critères d'évaluation des offres ;</li> <li>g- le lieu, la date et les heures limites de dépôt ainsi que l'heure d'ouverture des offres ;</li> <li>h- le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;</li> <li>i- les conditions auxquelles doivent répondre les offres, notamment le montant de la caution de soumission ;</li> <li>j- le nombre maximum de lots dont un soumissionnaire peut être attributaire en cas d'allotissement.</li> </ul> | Article 48 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020        |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                  | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | L'avis est revêtu du sceau « bon à lancer » de l'organe de contrôle compétent si requis.                                                                                                                               | - Article 48 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Articles 4 et 5 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020    |          |
|    | L'avis d'appel d'offres a été publié, à compter de la date de sa publication, pendant une durée supérieure ou égale à vingt et un 21 jours calendaires en cas d'appel d'offres national.                               | Article 54 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                    |          |
|    | L'avis d'appel d'offres a été publié, à compter de la date de sa publication, pendant une durée supérieure ou égale à trente (30) jours calendaires pour les marchés supérieurs au seuil communautaire de publication. | Article 54 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                    |          |
|    | Les preuves de la publication de l'avis d'appel d'offres sont disponibles.                                                                                                                                             | - Article 10 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 2 point 12 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°16

### CONTROLE DE LA PUBLICATION DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LES MARCHES DE TRAVAUX DE FOURNITURES ET SERVICES

- A renseigner par la PRMP lors de la publication de l'avis d'appel d'offres
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Références juridiques                                                                                                     | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                       |          |
|    | L'avis d'appel d'offres est signé et publié par la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 10 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                       |          |
|    | L'avis d'appel d'offres a été publié au minimum dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics. En cas de nécessité dans toute autre publication nationale ou internationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique | - Article 53 de la loi n°2020-20 du 29 septembre 2020<br>- Article 5 points 6 et 7 du décret 2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Les preuves de la publication de l'avis d'appel d'offres (journal des marchés publics et dans le quotidien de service public ou de large diffusion et sur le portail web national des marchés publics ou toute autre publication de large diffusion sont disponibles                                          | - Article 10 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 2 point 12 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020    |          |
|    | L'avis d'appel d'offres publié est revêtu du sceau de validation (bon à lancer) de l'organe de contrôle compétent.                                                                                                                                                                                            | - Article 48 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Articles 4 et 5 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020       |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°17

### CONTROLE DE LA PUBLICATION DE L'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

- A renseigner par la PRMP lors de la publication de l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Références juridiques                                                                                                                                                                      | Constats |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                        |          |
|    | L'avis à manifestation d'intérêt (AMI) est signé et publié par la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | - Article 36 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 7, point 3 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020 |          |
|    | L'AMI a fait l'objet d'une insertion faite au minimum dans le quotidien de service public, sur le portail web national des marchés publics et dans le journal des marchés publics, et en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale ou internationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique, dans un délai de dix (10) jours calendaires au moins | - Article 53 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 36, alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                      |          |
|    | Les preuves de la publication de l'AMI (quotidien de service de service public, portail web national des marchés publics, journal des marchés publics) sont disponibles                                                                                                                                                                                                          | Article 53 de la loi n°2020-26 du 29 septembre                                                                                                                                             |          |
|    | L'AMI publié est revêtu du sceau d'approbation (bon à lancer) de l'organe de contrôle compétent.                                                                                                                                                                                                                                                                                 | - Article 2, point 2 du décret 2020-597 du 23 décembre 2020<br>- Article 5, point 2 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020                                                                 |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## **CHECK-LIST N°18**

### **CONTROLE DE L'EVALUATION DES CANDIDATURES REÇUES A LA SUITE DU LANCEMENT DE L'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)**

Utilisation :

1. Dans le cas d'un marché de prestations intellectuelles
2. A renseigner par la PRMP à l'issue de l'évaluation des candidatures reçues à la suite du lancement d'un avis à manifestation d'intérêt
3. A vérifier par :
  - la PRMP avant la constitution de la liste des candidats présélectionnés suite à l'évaluation des dossiers de candidatures reçus ;
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) à l'occasion de la validation des résultats de présélection ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                       | Références juridiques                                                                                                         | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|    | L'autorité contractante a mis en place, par note de service, la commission d'ouverture et d'évaluation des offres                                                        | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                           |          |
|    | Au moins cinq (05) plis ont été reçus aux date et heures limites prévues                                                                                                 | Article 36 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|    | Si au moins cinq (05) plis ont été reçus, ouverture et évaluation des manifestations d'intérêts par la COE                                                               | Article 36 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|    | Si moins de cinq (05) plis ont été reçus, ouvrir un nouveau délai de dix (10) jours calendaires et procéder à l'ouverture des plis, quel que soit le nombre de pli reçu. | Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020, dernier alinéa                                                           |          |
|    | Le PV constatant l'insuffisance de plis a été établi                                                                                                                     | -                                                                                                                             |          |
|    | La COE a procédé à l'ouverture des plis en séance publique aux date, heure et lieu indiqués                                                                              | Article 70, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                |          |
|    | La COE a procédé à l'analyse des candidatures                                                                                                                            | - Article 72 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 9, alinéa 2 point 1 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La COE a procédé à l'établissement de la liste restreinte                                                                                                                | Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                 |          |
|    | La PRMP a invité des consultants pour compléter la liste restreinte dans le cas où cette liste ne comprend pas au moins cinq (05) candidats retenus.                     | Article 36, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                 |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                       | Références juridiques                                                                                                                             | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La COE a procédé à l'évaluation des candidatures en appliquant les critères de présélection dans un délai de dix (10) jours ouvrables pour compter de la date limite de réception des candidatures.                      | - Article 11, alinéa 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020<br>- Article 3, point 6 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020                      |          |
|    | La COE a procédé au classement des candidats                                                                                                                                                                             | - Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Dossier standard de présélection                                             |          |
|    | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant entre autres, la liste restreinte des candidats présélectionnés (entre 5 et 8) et la liste des candidats non présélectionnés              | - Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020;<br>- Article 11, alinéa 2 décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                  |          |
|    | La commission d'ouverture et d'évaluation (COE) des offres a intégré dans la liste restreinte au moins deux (02) consultants nationaux, dès lors qu'ils répondent aux critères de sélection requis                       | Article 36, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                     |          |
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception des offres, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt                 | - Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 11, alinéa 2 décret 2020-596 du 23 décembre 2020                               |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                                    | - Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020<br>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;<br>- notifié aux autres candidats, le rejet de leurs manifestations d'intérêt en précisant les motifs et le nom des candidats retenus. | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 3, point 7 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020                              |          |
|    | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                                   | Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                     |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date élaboration : ..... | Validé par la PRMP .....   |
| Elaboré par : .....      | Date de validation : ..... |
| Signature : .....        | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°19

### CONTROLE DE L'ELABORATION DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

- A renseigner par la PRMP au cours de la procédure de passation d'un marché de prestations intellectuelles
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Références juridiques                                                                              | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                |          |
|    | La Demande de Propositions (DP) est élaborée sur la base des modèles-types adoptés par décret                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Article 46 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                |          |
|    | La DP élaborée comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la lettre d'invitation ;</li> <li>- les Instructions aux Candidats ;</li> <li>- les Données particulières ;</li> <li>- les formulaires-types de la proposition technique ;</li> <li>- les formulaires-types de la proposition financière ;</li> <li>- les Termes de référence ;</li> <li>- les Modèles de marché.</li> </ul>              | Demande de Propositions (DP) standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles |          |
|    | La lettre d'invitation a indiqué notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification du marché ;</li> <li>- l'autorité contractante concernée ;</li> <li>- la description des prestations ;</li> <li>- la liste des candidats ou groupements de candidats présélectionnés ;</li> <li>- la méthode de sélection envisagée ;</li> <li>- la date limite de dépôt des propositions.</li> </ul> | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                           |          |
|    | Les Instructions aux Candidats (IC) n'ont pas été modifiées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                           |          |
|    | Les informations spécifiques au marché ont été produites dans les Données Particulières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                           |          |
|    | Les formulaires types pour la proposition technique figurent dans la DP élaborée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                           |          |
|    | Les formulaires types pour la proposition financière figurent dans la DP élaborée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                           |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                                                                                                         | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | <p>Les Termes de référence élaborés comprennent les rubriques essentielles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contexte et justification de la mission ;</li> <li>- Objectifs de la mission ;</li> <li>- Résultats attendus de la mission ;</li> <li>- Etendue des services et activités à assurer ;</li> <li>- Profil du consultant et du personnel clé ;</li> <li>- Approche méthodologique ;</li> <li>- Formation à dispenser, le cas échéant ;</li> <li>- Calendrier des travaux ;</li> <li>- Production et validation des rapports ;</li> <li>- Supervision de la mission ;</li> <li>- Données, services locaux, personnel, installations, documents à mettre à la disposition du consultant.</li> </ul> | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | Les TDR ont présenté le contexte et la justification de la mission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | DP standard pour la passation des marchés de prestations                                                                                                                                      |          |
|    | Les TDR ont présenté les objectifs de la mission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | Les tâches du consultant sont décrites de manière exhaustive pour permettre aux consultants de présenter la méthodologie qu'ils jugent appropriée pour la réalisation de la mission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | Les TDR ont indiqué les livrables que le consultant doit fournir au cours de la mission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | Les TDR ont précisé le calendrier prévisionnel pour le déroulement de la mission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | Les TDR ont précisé la liste et les profils du personnel clé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | Les TDR ont défini clairement le profil du consultant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | Les TDR ont précisé la durée nécessaire pour la réalisation de la mission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | Le choix du modèle de marché adapté (à rémunération forfaitaire ou à temps passé) est précisé dans la DP.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | DP standard pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                      |          |
|    | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020</li> <li>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°20

### CONTROLE DE L'EXECUTION D'UN MARCHÉ DE FOURNITURES

- A renseigner par la PRMP au cours de l'exécution d'un marché de fournitures
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 1. Préalables à l'exécution du marché |                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                |          |
|                                       | Le prix du marché a fait l'objet d'une actualisation, le cas échéant, conformément au dossier d'appel d'offres                                                                                                                          | Article 97 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                                       | Le marché exécuté a été approuvé par l'autorité compétente                                                                                                                                                                              | Article 85 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                                       | Le marché a été authentifié et numéroté par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                              | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|                                       | Le marché approuvé a été formellement notifié à son titulaire                                                                                                                                                                           | Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                                       | L'avis d'attribution définitive du marché a été publié sur le site web national des marchés publics, dans le journal des marchés publics et / ou dans le quotidien du service public ou dans tout support communautaire, le cas échéant | Article 87 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                                       | Le marché a été soumis aux formalités d'enregistrement avant le début d'exécution                                                                                                                                                       | Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                     |          |
|                                       | La garantie de bonne exécution a été constituée dans les 30 jours qui suivent la notification du marché ou à défaut, avant le premier paiement                                                                                          | Article 91 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|                                       | Un ordre de service de démarrer l'exécution du marché a été notifié au titulaire                                                                                                                                                        | - Article 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 100, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020     |          |
|                                       | Le titulaire a bénéficié, le cas échéant, d'une avance de démarrage                                                                                                                                                                     | Article 111 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|                                       | La garantie de remboursement de l'avance de démarrage est constituée par le titulaire, le cas échéant                                                                                                                                   | Article 93 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|                                       | Le titulaire du marché a ouvert et tenu à jour un document comptable spécifique au marché                                                                                                                                               | Article 88 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                         | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le titulaire du marché a produit un état des déclarations fiscales et douanières relatives au marché                                                                                              | Article 88 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                           |          |
|    | Les essais ou vérifications prévus ont été réalisés et sanctionnés par un document                                                                                                                | Clause 25 des CCAG                                                                                            |          |
|    | Le marché a été exécuté dans le délai contractuel                                                                                                                                                 | - Article 4 Modèle de marché DAO types fournitures ;<br>- Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | Une mise en demeure préalable a été adressée au titulaire du marché, en cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché                                                            | Article 113 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                          |          |
|    | Les pénalités de retard ont été appliquées au titulaire du marché en cas de dépassement des délais contractuels non justifié par un cas de force majeure                                          | Article 113 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                          |          |
|    | Les pénalités de retard et autres pénalités particulières appliquées n'ont pas excédé 10% du montant TTC du marché de base et de ses avenants, le cas échéant                                     | Article 114 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                          |          |
|    | La résiliation du contrat a été prononcée lorsque le montant de toutes les pénalités a <b>dépassé le seuil de 10%</b> du montant TTC du marché de base et de ses avenants, le cas échéant         | Article 114 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                 |          |
|    | Une remise totale ou partielle des pénalités a été prononcée par l'autorité hiérarchique de la personne responsable du marché après avis de l'autorité de régulation des marchés publics          | Article 113 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                 |          |
|    | La résiliation du contrat a été prononcée lorsque le titulaire a disposé des approvisionnements ayant fait l'objet d'avances/d'acomptes pour des fournitures autres que celles prévues au marché. | Article 112 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                 |          |
|    | La résiliation du contrat sur l'initiative de la PRMP a fait préalablement l'objet d'un avis favorable de la DNCMP                                                                                | Article 107 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                 |          |
|    | Le marché a fait l'objet de résiliation sur demande du titulaire du marché pour défaut de paiement, le cas échéant, à la suite d'une mise en demeure restée sans suite                            | Article 107 alinéa 1 <sup>er</sup> 2 <sup>ème</sup> tiret de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020            |          |
|    | Le marché a fait l'objet de résiliation sur demande du titulaire à la suite d'un ajournement de plus de trois (03) mois                                                                           | Article 109 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                 |          |
|    | Les résiliations intervenues pour cause de force majeure n'ont pas fait l'objet de pénalités                                                                                                      | Articles 107 alinéa 2 et 113 alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                |          |
|    | La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est prévue dans le dossier d'appel d'offres et dans le contrat                                                                    | Article 101 alinéas 1 à 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                            |          |
|    | La partie du marché sous-traitée y compris les avenants éventuels n'a pas excédé 40% de la valeur globale du marché.                                                                              | Article 101 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                 |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                        | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le cas échéant, le nantissement du marché a été fait conformément aux textes en vigueur                                                                                                                                                           | Articles 103 et 104 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                 |          |
|    | Le comptable a réglé directement le créancier nanti ou le cessionnaire, du montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été donnée en nantissement ou cédée, le cas échéant.                                                          | Article 104 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Le marché a fait l'objet d'un ajournement                                                                                                                                                                                                         | Article 109 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                         |          |
|    | En cas d'ajournement, l'avis de la DNCMP a été donné dans un délai n'excédant pas un (01) mois.                                                                                                                                                   | Article 109 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | L'ajournement de l'exécution du marché n'a pas excédé une durée de trois (3) mois.                                                                                                                                                                | Article 109 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | La demande de résiliation du marché par le titulaire est intervenue après un ajournement de plus de trois (3) mois.                                                                                                                               | Article 109 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Le marché ajourné a fait l'objet d'un paiement d'indemnités au titulaire du marché sur la base des documents contractuels                                                                                                                         | Article 109 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Les règlements relatifs au marché sont intervenus par transfert bancaire sur un établissement bancaire ou un organisme financier agréé de premier rang sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) du titulaire du marché ou par crédit documentaire. | Article 110 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020  |          |
|    | Le changement du RIB (domiciliation bancaire) a fait l'objet d'un avenant                                                                                                                                                                         | Article 110 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Le paiement des acomptes et du solde sont intervenus dans un délai n'excédant pas soixante (60) jours à compter de la réception de la facture                                                                                                     | Article 110 alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Les dépassements du délai de paiement ont été suivis par le paiement d'un intérêt moratoire, après une mise en demeure infructueuse de huit (08) jours au profit du titulaire du marché.                                                          | Article 110 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Les intérêts moratoires ont été payés au taux légal annuel fixé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).                                                                                                                 | Article 110 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Les avances accordées sont définies dans le dossier d'appel d'offres ou de consultation.                                                                                                                                                          | Article 111 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Les avances accordées sont garanties à concurrence de leur montant, le cas échéant.                                                                                                                                                               | Article 111 alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|    | Le montant total des avances accordées au titre du marché des fournitures et les autres services n'excède pas trente pour cent (30 %) du montant du marché initial                                                                                | Article 111 alinéa 2 deuxième tiret de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                               | Références juridiques                                                                                                             | Constats |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les acomptes ont été versés en fonction des termes périodiques ou des phases techniques d'exécution fixés dans le cahier des clauses administratives générales ou dans le marché | Article 112 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                     |          |
|    | En cas de litiges nés de l'exécution, le différend a été réglé conformément aux clauses contractuelles ou conformément à la réglementation en vigueur                            | Articles 119 et 120 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                      |          |
|    | La révision de prix a été faite conformément aux conditions définies dans le cahier des charges, le cas échéant                                                                  | Article 97 alinéa 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                      |          |
|    | Le marché a fait l'objet de modification                                                                                                                                         | Article 100 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
|    | Les modifications du marché n'excédant pas 10% de la valeur totale du marché de base, ont fait l'objet d'ordres de service et régularisées par voie d'avenant                    | Article 100 alinéa 5 deuxième tiret de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                      |          |
|    | La modification du marché a été consacrée par voie d'avenant                                                                                                                     | Article 100 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
|    | Le montant de l'avenant n'excède pas 30% de la valeur totale du marché de base                                                                                                   | Article 100 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
|    | L'avenant a reçu l'autorisation de la DNCMP ou de la DDC-MP                                                                                                                      | Article 100 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                     |          |
|    | Le marché a fait l'objet de réception partielle conformément aux cahiers des charges et a été sanctionné par un PV, le cas échéant                                               | - Article 89 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 13 du contrat type du dossier standard de fournitures |          |
|    | Le marché a fait l'objet, le cas échéant, de réception définitive conformément aux cahiers des charges et sanctionnée par un PV                                                  | - Article 89 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 13 du contrat type du DAO-type de fournitures         |          |
|    | Le service après-vente a été effectué et matérialisé par un document                                                                                                             | IC 33.3 (d) du DAO type fourniture                                                                                                |          |
|    | La retenue de garantie a été libérée à l'expiration du délai de garantie                                                                                                         | Article 95 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                      |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°21

### CONTROLE DE L'EXECUTION D'UN MARCHÉ DE TRAVAUX

- A renseigner par la PRMP au cours de l'exécution d'un marché de travaux
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                        | Références juridiques                                                                                                           | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les résultats des études d'avant-projets sommaires et avant-projets détaillés sont disponibles avant le lancement du marché                                                                                                                                                               |                                                                                                                                 |          |
|    | Le prix du marché a fait l'objet d'une actualisation, le cas échéant, conformément au dossier d'appel d'offres                                                                                                                                                                            | Article 97 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                        |          |
|    | Le marché exécuté a été approuvé par l'autorité compétente                                                                                                                                                                                                                                | Articles 85 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|    | Le marché a été authentifié et numéroté par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                                                                                | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020. |          |
|    | Le marché approuvé a été formellement notifié au titulaire                                                                                                                                                                                                                                | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                    |          |
|    | L'avis d'attribution définitive du marché a été publié sur le portail web des marchés publics, le journal des marchés publics, le quotidien de service public ou dans tout support communautaire, le cas échéant, dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                       |          |
|    | Le marché a été soumis aux formalités d'enregistrement avant le début d'exécution                                                                                                                                                                                                         | - Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 46 des DAO                                           |          |
|    | La garantie de bonne exécution a été constituée dans les 30 jours qui suivent la notification du marché ou à défaut, avant le premier paiement                                                                                                                                            | Article 91 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                        |          |
|    | La garantie de remboursement de l'avance de démarrage est constituée sous la forme de garantie bancaire à première demande ou de cautionnement                                                                                                                                            | Article 92 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                             |          |
|    | Un ordre de service a précisé la date effective de démarrage de l'exécution des travaux                                                                                                                                                                                                   | Clause 20.1 du CCAG Travaux                                                                                                     |          |
|    | Une remise de site a été effectuée et matérialisée par un document                                                                                                                                                                                                                        | Clause 52 du CCAG Travaux                                                                                                       |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                              | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Un maître d'œuvre a été recruté, selon le cas, pour :<br>- la conception ;<br>- la direction et le contrôle de l'exécution ;<br>- l'assistance à la réception des travaux et à leur règlement.    | - Article 106 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Clause 1 des CCAG DAO-type travaux   |          |
|    | Le titulaire du marché a ouvert un document comptable spécifique au marché                                                                                                                        | Article 88 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                             |          |
|    | Le titulaire du marché a produit un état des déclarations fiscales et douanières relatives au marché, le cas échéant                                                                              | Article 88 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                             |          |
|    | L'autorité contractante a fourni au titulaire les plans et documents nécessaires                                                                                                                  | Clause 28 du CCAG Travaux                                                                          |          |
|    | Les différents attachements ont été contradictoires et régulièrement validés par l'autorité contractante                                                                                          | Clause 13 du CCAG Travaux                                                                          |          |
|    | Le marché a été exécuté dans le délai contractuel                                                                                                                                                 | Stipulations contractuelles                                                                        |          |
|    | Une mise en demeure préalable a été adressée au titulaire du marché, en cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché                                                            | Article 113 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                            |          |
|    | Les pénalités de retard ont été appliquées au titulaire du marché en cas de dépassement des délais contractuels non justifié par un cas de force majeure                                          | Articles 113 al 1 <sup>er</sup> et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                      |          |
|    | Les pénalités appliquées n'ont pas excédé 10% du montant TTC du marché de base et de ses avenants, le cas échéant                                                                                 | Article 114 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                          |          |
|    | La résiliation du contrat a été prononcée lorsque le montant des pénalités a dépassé le seuil de 10% du montant TTC du marché de base et de ses avenants, le cas échéant                          | Article 114 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                          |          |
|    | Une remise totale ou partielle des pénalités a été prononcée par l'autorité hiérarchique de la personne responsable du marché après avis de l'autorité de régulation.                             | Article 113 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                          |          |
|    | La résiliation du contrat a été prononcée lorsque le titulaire a disposé des approvisionnements ayant fait l'objet d'avances/d'acomptes pour des fournitures autres que celles prévues au marché. | Article 112 al 6 et 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                     |          |
|    | La résiliation du contrat sur l'initiative de la PRMP a fait préalablement l'objet d'un avis favorable de la DNCMP                                                                                | Article 107 al 1 <sup>er</sup> premier tiret et article 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | Le marché a fait l'objet de résiliation sur demande du titulaire du marché pour défaut de non-paiement, le cas échéant                                                                            | Article 107 al 1 <sup>er</sup> 2 <sup>ème</sup> tiret de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020     |          |
|    | Les résiliations intervenues pour cause de force majeure n'ont pas fait l'objet de pénalités                                                                                                      | Articles 107 al 2 et 113 dernier al de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est prévue dans le dossier d'appel d'offres et dans le contrat                                                                    | Article 101 al 1 à 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                           | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La partie du marché sous-traitée n'a pas excédé 40 % de la valeur globale du marché.                                                                                                                                                              | Article 101 al de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                         |          |
|    | Le cas échéant, le nantissement du marché a été fait conformément aux textes en vigueur                                                                                                                                                           | Articles 103 et 104 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                    |          |
|    | Le comptable a réglé directement le créancier nanti ou le cessionnaire, du montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été donnée en nantissement ou cédée, le cas échéant                                                           | Article 104 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Le marché a fait l'objet d'un ajournement                                                                                                                                                                                                         | Article 109 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020         |          |
|    | En cas d'ajournement, l'avis de la DNCMP a été donné dans un délai n'excédant pas un (01) mois.                                                                                                                                                   | Article 109 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | L'ajournement de l'exécution du marché n'a pas excédé une durée de trois (3) mois.                                                                                                                                                                | Article 126 al 3 de la loi n°2017-04 du 19 octobre 2017                         |          |
|    | La demande de résiliation du marché par le titulaire est intervenue après un ajournement de plus de trois (3) mois.                                                                                                                               | Article 109 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Le marché ajourné a fait l'objet d'un paiement d'indemnités au titulaire du marché sur la base des documents contractuels                                                                                                                         | Article 109 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Les règlements relatifs au marché sont intervenus par transfert bancaire sur un établissement bancaire ou un organisme financier agréé de premier rang sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) du titulaire du marché ou par crédit documentaire. | Article 110 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020         |          |
|    | Le changement du RIB a fait l'objet d'un avenant                                                                                                                                                                                                  | Article 110 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Le paiement des acomptes et du solde sont intervenus dans un délai n'excédant pas soixante (60) jours à compter de la réception de la facture.                                                                                                    | Article 110 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Les dépassements du délai de paiement ont été suivis par le paiement d'un intérêt moratoire, après une mise en demeure infructueuse de huit (08) jours au profit du titulaire du marché.                                                          | Article 110 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Les intérêts moratoires ont été payés au taux légal annuel fixé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).                                                                                                                 | Article 110 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Les avances accordées sont définies dans le dossier d'appel d'offres ou de consultation.                                                                                                                                                          | Article 111 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Les avances accordées sont garanties à concurrence de leur montant.                                                                                                                                                                               | Article 111 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | Le montant total des avances accordées au titre du marché des travaux n'excède pas vingt pour cent (20 %) du montant du marché initial                                                                                                            | Article 111 al 2 1 <sup>er</sup> tiret de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                            | Références juridiques                                                           | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les acomptes ont été versés en fonction des attachements/décomptes validés conformément au marché                                                             | Article 112 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                       |          |
|    | En cas de litiges, le différend a été réglé conformément aux clauses contractuelles ou conformément à la réglementation en vigueur                            | Articles 119 et 120 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                    |          |
|    | La révision de prix a été faite conformément aux conditions définies dans le cahier des charges, le cas échéant                                               | Article 97 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                        |          |
|    | Le marché a fait l'objet de modifications                                                                                                                     | Article 100 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                            |          |
|    | Les modifications du marché n'excédant pas 10% de la valeur totale du marché de base, ont fait l'objet d'ordres de service et régularisées par voie d'avenant | Article 100 al 5 2 <sup>me</sup> tiret de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | La modification du marché a été consacrée par voie d'avenant                                                                                                  | Article 100 de de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                         |          |
|    | Le montant de l'avenant n'excède pas 25% de la valeur totale du marché de base                                                                                | Article 100 al 5 4 <sup>me</sup> tiret de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | L'avenant a reçu l'autorisation de la DNCMP                                                                                                                   | Article 100 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre                            |          |
|    | Le titulaire du marché a soumis le projet de décompte final à l'autorité contractante                                                                         | CCAG 14 des DAO                                                                 |          |
|    | Le maître d'œuvre a validé le projet de décompte final                                                                                                        | CCAG 14 des DAO                                                                 |          |
|    | Le décompte général et définitif a été signé sans réserve par les parties                                                                                     | CCAG 14 des DAO                                                                 |          |
|    | Le marché a fait l'objet de réception provisoire conformément aux cahiers des charges et a été sanctionné par un PV                                           | Article 89 al 1 <sup>er</sup> et 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre          |          |
|    | La PRMP a libéré 90% de la garantie de bonne exécution du marché après la réception provisoire                                                                | Article 91 al 8 de la loi n°2020-26 du 29 septembre                             |          |
|    | Le marché a fait l'objet de réception définitive conformément aux cahiers des charges et a été sanctionné par un PV                                           | Article 89 al 1 <sup>er</sup> et 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre          |          |
|    | La PRMP a libéré 10% de la garantie de bonne exécution du marché après la réception définitive                                                                | Article 91 dernier al de la loi n°2020-26 du 29 septembre                       |          |
|    | La retenue de garantie a été libérée                                                                                                                          | Article 95 de la loi la loi n°2020-26 du 29 septembre                           |          |
|    | L'assurance décennale a été constituée, le cas échéant                                                                                                        | CCAG du DAO type travaux                                                        |          |
|    | Les rapports de suivi et de contrôle de l'exécution du marché existent                                                                                        |                                                                                 |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°22

### CONTROLE DE L'EXECUTION D'UN MARCHÉ DE SERVICES

- A renseigner par la PRMP au cours de l'exécution d'un marché de services courants
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                      | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le prix du marché a fait l'objet d'une actualisation, le cas échéant, conformément au dossier d'appel d'offres                                                                                                                                                     | Article 97 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                   |          |
|    | Le marché exécuté a été approuvé par l'autorité compétente                                                                                                                                                                                                         | Article 85 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | Le marché a été authentifié et numéroté par la DNCMP                                                                                                                                                                                                               | Article 18 point 3 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                |          |
|    | Le marché approuvé a été formellement notifié au titulaire                                                                                                                                                                                                         | Article 86 al 2 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020                  |          |
|    | L'avis d'attribution définitive du marché a été publié dans le journal des marchés publics et / ou le quotidien du service public ou dans tout support communautaire, le cas échéant                                                                               | Article 87 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                   |          |
|    | Le marché a été soumis aux formalités d'enregistrement prévues par la réglementation en vigueur avant le début d'exécution                                                                                                                                         | Article 86 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020     |          |
|    | La garantie de bonne exécution ou cautionnement définitif a été constituée dans les 30 jours qui suivent la notification du marché et, tout cas, avant le premier paiement                                                                                         | Article 91 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                   |          |
|    | La garantie de remboursement de l'avance de démarrage est constituée sous la forme de garanties bancaires à première demande ou de cautionnement en conformité avec les dispositions du traité de l'OHADA et de son acte uniforme portant organisation des sûretés | Article 93 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                        |          |
|    | Un ordre de service a précisé les modalités (délai, prix, programme...) d'exécution du marché                                                                                                                                                                      | Article 100 al 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020                    |          |
|    | Le titulaire du marché a ouvert un document comptable spécifique au marché                                                                                                                                                                                         | Article 88 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020     |          |
|    | Le titulaire du marché a produit un état des déclarations fiscales et douanières relatives au marché                                                                                                                                                               | Article 88 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020     |          |
|    | Les plans, inspections et essais prévus ont été réalisés et sanctionnés par un document, le cas échéant                                                                                                                                                            | Formulaires du DAO type                                                    |          |
|    | Le marché a été exécuté dans le délai contractuel                                                                                                                                                                                                                  | Clauses du contrat                                                         |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                          | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Une mise en demeure préalable a été adressée au titulaire du marché, en cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché                                                            | Article 113 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                        |          |
|    | Les pénalités de retard ont été appliquées au titulaire du marché en cas de dépassement des délais contractuels non justifié par un cas de force majeure                                          | Articles 114 al 1 <sup>er</sup> et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                  |          |
|    | Les pénalités de retard appliquées n'ont pas excédé 10% du montant TTC du marché de base et de ses avenants, le cas échéant                                                                       | Article 114 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|    | La résiliation du contrat a été prononcée lorsque le montant des pénalités a dépassé le seuil de 10% du montant TTC du marché de base et de ses avenants, le cas échéant                          | Article 114 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|    | Une remise totale ou partielle des pénalités a été prononcée par l'autorité hiérarchique de la personne responsable du marché après avis de l'autorité de régulation.                             | Article 113 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|    | La résiliation du contrat a été prononcée lorsque le titulaire a disposé des approvisionnements ayant fait l'objet d'avances/d'acomptes pour des fournitures autres que celles prévues au marché. | Article 112 al 6 et 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                 |          |
|    | La résiliation du contrat sur l'initiative de la PRMP a fait préalablement l'objet d'un avis favorable de la DNCMP                                                                                | Article 107 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|    | Le marché a fait l'objet de résiliation sur demande du titulaire du marché pour défaut de non-paiement, le cas échéant                                                                            | Article 107 al 1 <sup>er</sup> 2 <sup>ème</sup> tiret de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | Les résiliations intervenues pour cause de force majeure n'ont pas fait l'objet de pénalités                                                                                                      | Articles 113 al 5 loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                           |          |
|    | La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est prévue dans le dossier d'appel d'offres et dans le contrat                                                                    | Article 101 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                        |          |
|    | La partie du marché sous-traitée n'a pas excédé 40 % de la valeur globale du marché                                                                                                               | Article 101 al de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                        |          |
|    | Le cas échéant, le nantissement du marché a été fait conformément aux textes en vigueur                                                                                                           | Articles 103 et 104 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                   |          |
|    | Le comptable a réglé directement le créancier nanti ou le cessionnaire, du montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été donnée en nantissement ou cédée, le cas échéant.          | Article 104 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|    | Le marché a fait l'objet d'un ajournement                                                                                                                                                         | Article 109 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                        |          |
|    | En cas d'ajournement, l'avis de la DNCMP a été donné dans un délai n'excédant pas un (01) mois.                                                                                                   | Article 109 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                   | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | L'ajournement de l'exécution du marché n'a pas excédé une durée de trois (3) mois.                                                                                                                                                                | Article 109 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |
|    | La demande de résiliation du marché par le titulaire est intervenue après un ajournement de plus de trois (3) mois.                                                                                                                               | Article 109 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |
|    | Le marché ajourné a fait l'objet d'un paiement d'indemnités au titulaire du marché sur la base des documents contractuels                                                                                                                         | Article 109 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |
|    | Les règlements relatifs au marché sont intervenus par transfert bancaire sur un établissement bancaire ou un organisme financier agréé de premier rang sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) du titulaire du marché ou par crédit documentaire. | Article 110 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | Le changement du RIB a fait l'objet d'un avenant                                                                                                                                                                                                  | Article 110 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |
|    | Le paiement des acomptes et du solde sont intervenus dans un délai n'excédant pas soixante (60) jours à compter de la réception de la facture                                                                                                     | Article 110 127 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|    | Les dépassements du délai de paiement ont été suivis par le paiement d'un intérêt moratoire, après une mise en demeure infructueuse de huit (08) jours au profit du titulaire du marché.                                                          | Article 110 al 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |
|    | Les intérêts moratoires ont été payés au taux légal annuel fixé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).                                                                                                                 | Article 110 al 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |
|    | Les avances accordées sont définies dans le dossier d'appel d'offres ou de consultation.                                                                                                                                                          | Article 111 al de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                 |          |
|    | Les avances ont été garanties à concurrence de leur montant et doivent être comptabilisées par les services contractants, afin que soit suivi leur apurement.                                                                                     | Articles 111 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020              |          |
|    | Les avances sont remboursées à un rythme fixé par le marché, par retenue sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte ou de solde                                                                                                           | Article 111 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |
|    | La totalité de l'avance a été remboursée au plus tard dès le moment où la valeur en prix de base des prestations réalisées a atteint 80% du montant du marché                                                                                     | Stipulations du marché                                                  |          |
|    | Le cahier des clauses administratives générales fixe pour chaque catégorie de marché, les termes périodiques ou les phases techniques d'exécution en fonction desquelles les acomptes doivent être versés                                         | Article 112 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |
|    | Le montant total des avances accordées au titre du marché des fournitures et les autres services n'excède pas trente pour cent (30 %) du montant du marché initial                                                                                | Article 111 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020               |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                           | Constats |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les acomptes ont été versés en fonction des termes périodiques ou des phases techniques d'exécution fixés dans le cahier des clauses administratives générales ou dans le marché                                                                   | Article 112 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020       |          |
|    | En cas de litiges, le différend a été réglé conformément aux clauses contractuelles ou conformément à la réglementation en vigueur                                                                                                                 | Articles 116 et 117 de de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | La révision de prix a été faite conformément aux conditions définies dans le cahier des charges, le cas échéant                                                                                                                                    | Article 97 al 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020        |          |
|    | Le marché a fait l'objet de modifications                                                                                                                                                                                                          | Article 100 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020            |          |
|    | Les modifications du marché n'excédant pas 10% de la valeur totale du marché de base, ont fait l'objet d'ordres de service et régularisées par voie d'avenant                                                                                      | Article 100 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020            |          |
|    | La modification du marché a été consacrée par voie d'avenant                                                                                                                                                                                       | Article 100 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020            |          |
|    | Le montant de l'avenant n'excède pas 25% de la valeur totale du marché de base                                                                                                                                                                     | Article 100 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020            |          |
|    | L'avenant a reçu l'autorisation de la DNCMP                                                                                                                                                                                                        | Article 100 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020       |          |
|    | Le marché peut faire l'objet d'une réception partielle des prestations lorsque l'autorité contractante décide d'utiliser des parties d'ouvrages ou fournitures faisant partie du marché au fur et à mesure de leur achèvement ou de leur livraison | Article 89 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020        |          |
|    | Le marché peut faire l'objet d'une réception définitive des prestations au terme du délai de garantie. Pendant cette période, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de garantie contractuelle.                                                    | Article 89 al 11 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020       |          |
|    | La retenue de garantie a été libérée à l'expiration du délai de garantie                                                                                                                                                                           | Article 95 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020        |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |



## CHECK-LIST N°23

### CONTROLE DE LA GESTION DES GARANTIES DANS LES MARCHES PUBLICS

- A renseigner par la PRMP durant le processus d'appel d'offres et d'exécution du marché
- A vérifier par :
  - la PRMP au début de l'exécution du marché ;
  - l'agent chargé du paiement des avances et des acomptes aux titulaires du marché ;
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a priori ;
  - les organes de contrôle administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N°                                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                       | Constats |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Garanties exigibles à la phase de passation du marché |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                             |          |
|                                                       | Une garantie de soumission a été exigée dans le dossier d'appel à concurrence pour tout marché de fournitures, de travaux ou de services courants                                                                   | Article 68 al 1 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|                                                       | Le montant de la garantie est de un pourcent (1) du montant prévisionnel hors taxes du marché.                                                                                                                      | Article 68 al 3 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|                                                       | Tous les soumissionnaires qui ont déposé les offres, ont fourni une garantie de soumission du montant exigé par le dossier d'appel à concurrence.                                                                   | Article 68 al 1 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|                                                       | La garantie de soumission de chaque soumissionnaire est délivrée par une institution bancaire ou un organisme financier habilité, ou est constituée d'une lettre de déclaration de garantie.                        | Article 68 al 4 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020                                      |          |
|                                                       | La garantie de soumission de chaque offre couvre le délai de validité de l'offre, tel qu'exigé dans le dossier d'appel à concurrence et demeure valide 30 jours après l'expiration du délai de validité de l'offre. | IC 20 des DAO-types travaux et services. IC 21 DAO fournitures                              |          |
|                                                       | Toute offre non accompagnée d'une garantie de soumission, selon les dispositions de la clause 20.1 des IC, sera écartée par l'Autorité contractante comme étant non conforme                                        | - IC 20.1 et 20.3 DAO-types travaux et services ;<br>- IC 20.1 et 20.2 DAO-type fournitures |          |
|                                                       | L'offre qui contient une garantie de soumission irrégulière ou non conforme est rejetée.                                                                                                                            | IC 20.3 DAO-type travaux et services ;<br>IC 21.2 DAO-type fournitures.                     |          |
|                                                       | La garantie de soumission n'est pas requise dans les procédures de prestations intellectuelles                                                                                                                      | Article 91 al 3 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020. Article 68 al 7.                    |          |
|                                                       | La garantie de l'offre des soumissionnaires évincés est libérée par la PRMP après la signature du projet de contrat par l'attributaire.                                                                             | Article 68 al 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020.                                     |          |

| N°                                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                            | Références juridiques                                            | Constats |
|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                       | En cas de désistement de l'attributaire du marché, sa garantie de soumission a été réalisée.                                                                                  | IC 20 DAO-types travaux et services. IC 21 DAO-type fournitures. |          |
|                                                       | La garantie de soumission fournie par l'ensemble des soumissionnaires est à première demande (payable immédiatement, sur demande écrite formulée par l'autorité contractante) | IC 20 DAO-types travaux et services. IC 21 DAO-type fournitures. |          |
| Garanties exigibles à la phase d'exécution du marché  |                                                                                                                                                                               |                                                                  |          |
|                                                       | Le titulaire du marché a constitué dans les 30 jours suivant la notification du marché, une garantie de bonne exécution et, en tout cas, avant le premier paiement            | Article 91 al 6 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|                                                       | Une garantie de bonne exécution a été constituée avant l'expiration de la garantie de soumission                                                                              | Article 91 al 7 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|                                                       | La garantie de bonne exécution constituée est une garantie à première demande                                                                                                 | Article 93 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
|                                                       | La garantie de bonne exécution a été libérée à 90% à la réception provisoire des travaux, fournitures ou services.                                                            | Article 91 al 8 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|                                                       | Les 10% de la garantie de bonne exécution ont été libérés dès le prononcé de la réception définitive.                                                                         | Article 91 al 9 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|                                                       | Une retenue de garantie a été exigée par les cahiers de charges en cas d'existence d'un délai de garantie.                                                                    | Article 95 al 1 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|                                                       | Le taux de la retenue de garantie est de 5% du montant des paiements                                                                                                          | Article 95 al 2 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|                                                       | La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chaque versement autre qu'une avance.                                                                                   | Article 95 al 1 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|                                                       | La retenue de garantie est libérée à l'expiration du délai de garantie.                                                                                                       | Article 95 al 3 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020           |          |
|                                                       | En cas de demande et de paiement de l'avance de démarrage, le titulaire du marché a fourni une garantie de restitution couvrant la totalité du montant de l'avance.           | Article 92 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020                |          |
| Garanties exigibles à la fin de l'exécution du marché |                                                                                                                                                                               |                                                                  |          |
|                                                       | Si requise dans les cahiers de charges, une garantie décennale est constituée pour compter de la réception définitive.                                                        | CCAG 45.1 DAO-type travaux                                       |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°24

### CONTROLE DES FICHIERS DE MARCHES A TENIR PAR LE SECRETARIAT DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS (PRMP) ET L'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS DE MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

- A renseigner par la PRMP au fur et à mesure de la constitution des archives de chaque dossier de marché de prestations intellectuelles.
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Documents à archiver                                                                                                                             | Constats          |                 | Observations |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------|
|    |                                                                                                                                                  | Procédure normale | Entente directe |              |
|    | Avis général de passation des marchés                                                                                                            |                   |                 |              |
|    | Plan de passation des marchés                                                                                                                    |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du projet d'AMI signé par la PRMP à l'organe de contrôle compétent                                                             |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi de l'AMI validé par l'organe de contrôle compétent à la PRMP                                                                   |                   |                 |              |
|    | Procès-verbal (PV) de validation de l'AMI par l'organe de contrôle compétent                                                                     |                   |                 |              |
|    | Avis à manifestation d'intérêt (AMI) publié                                                                                                      |                   |                 |              |
|    | Preuves de publication de l'AMI                                                                                                                  |                   |                 |              |
|    | Dossiers de manifestation d'intérêt des candidats                                                                                                |                   |                 |              |
|    | Copie des pages du registre spécial de réception des plis où les dossiers de manifestation d'intérêt des candidats ont été enregistrés           |                   |                 |              |
|    | PV d'ouverture des manifestations d'intérêt                                                                                                      |                   |                 |              |
|    | Rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt                                                                                                |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi signé de la PRMP du PV d'ouverture et du rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt à l'organe de contrôle compétent    |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du PV d'ouverture et du rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt validés par l'organe de contrôle compétent à la PRMP |                   |                 |              |
|    | Procès-verbal (PV) de validation du PV d'ouverture et du rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt par l'organe de contrôle compétent    |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi signé de la PRMP, du projet de DP à l'organe de contrôle compétent                                                             |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi de la DP validée par l'organe de contrôle compétent à la PRMP                                                                  |                   |                 |              |
|    | Procès-verbal (PV) de validation de la DP par l'organe de contrôle compétent                                                                     |                   |                 |              |

| N° | Documents à archiver                                                                                                                                                             | Constats          |                 | Observations |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------|
|    |                                                                                                                                                                                  | Procédure normale | Entente directe |              |
|    | Lettres de notification des résultats de la présélection à tous les soumissionnaires                                                                                             |                   |                 |              |
|    | Lettres de recours éventuels des candidats non présélectionnés                                                                                                                   |                   |                 |              |
|    | Preuves de la publication des résultats                                                                                                                                          |                   |                 |              |
|    | Lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats présélectionnés                                                                                                     |                   |                 |              |
|    | Demande de propositions (DP)                                                                                                                                                     |                   |                 |              |
|    | Copie des pages du registre spécial de réception des plis où les propositions ont été enregistrées                                                                               |                   |                 |              |
|    | Originaux des propositions des candidats                                                                                                                                         |                   |                 |              |
|    | PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                       |                   |                 |              |
|    | Rapport d'évaluation des propositions techniques                                                                                                                                 |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du PV d'ouverture et du rapport d'évaluation des propositions techniques à l'organe de contrôle compétent par la PRMP                                          |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du PV d'ouverture et du rapport d'évaluation des propositions techniques validés par l'organe de contrôle compétent à la PRMP                                  |                   |                 |              |
|    | Lettres de notification des résultats de l'évaluation des propositions techniques aux soumissionnaires                                                                           |                   |                 |              |
|    | Lettres de recours éventuels des candidats non retenus à l'évaluation technique                                                                                                  |                   |                 |              |
|    | Lettres d'invitation des candidats retenus à l'ouverture des propositions financières                                                                                            |                   |                 |              |
|    | PV d'ouverture des propositions financières                                                                                                                                      |                   |                 |              |
|    | Rapport d'évaluation des propositions financières                                                                                                                                |                   |                 |              |
|    | Rapport d'attribution provisoire                                                                                                                                                 |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du PV d'ouverture, du rapport d'évaluation des propositions financières et du PV d'attribution provisoire à l'organe de contrôle compétent par la PRMP         |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du PV d'ouverture, du rapport d'évaluation des propositions financières et du PV d'attribution provisoire validés par l'organe de contrôle compétent à la PRMP |                   |                 |              |
|    | Lettres de notification de l'attribution au soumissionnaire retenu et du rejet de leurs propositions aux soumissionnaires évincés                                                |                   |                 |              |
|    | Lettres de recours éventuels des soumissionnaires évincés                                                                                                                        |                   |                 |              |
|    | Preuve de publication de l'attribution                                                                                                                                           |                   |                 |              |
|    | PV de négociation                                                                                                                                                                |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi ou lettre de transmission du projet de marché à l'organe de contrôle compétent par la PRMP                                                                     |                   |                 |              |

| N° | Documents à archiver                                                                                                                | Constats          |                 | Observations |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------|
|    |                                                                                                                                     | Procédure normale | Entente directe |              |
|    | Bordereau d'envoi ou lettre de transmission du projet de marché validé par l'organe de contrôle compétent à l'autorité approbatrice |                   |                 |              |
|    | PV de l'organe de contrôle compétent sur l'examen juridique du projet de contrat                                                    |                   |                 |              |
|    | Contrat de marché approuvé et enregistré                                                                                            |                   |                 |              |
|    | Lettre de notification du marché approuvé au titulaire.                                                                             |                   |                 |              |
|    | Ordre de service                                                                                                                    |                   |                 |              |
|    | Preuve de la constitution de la garantie de bonne exécution                                                                         |                   |                 |              |
|    | Lettres, courriers et autres documents sur l'exécution du marché (avances, acomptes, cautions, etc.)                                |                   |                 |              |
|    | Tous documents relatifs à l'avenant, à l'ajournement, à la résiliation, aux pénalités...                                            |                   |                 |              |
|    | Preuves des recours liés à la passation du marché                                                                                   |                   |                 |              |
|    | Preuves des divers paiements                                                                                                        |                   |                 |              |
|    | Acte de mise en place de la Commission de passation des marchés publics                                                             |                   |                 |              |
|    | Acte de désignation des membres de la commission de réception                                                                       |                   |                 |              |
|    | PV de réception provisoire des prestations                                                                                          |                   |                 |              |
|    | Preuve de restitution de la garantie de bonne exécution (90%).                                                                      |                   |                 |              |
|    | Preuve de réception définitive des prestations                                                                                      |                   |                 |              |
|    | Preuve de restitution de la garantie de bonne exécution (solde de 10%).                                                             |                   |                 |              |
|    | Preuve d'établissement du décompte définitif                                                                                        |                   |                 |              |
|    | Preuve du paiement de décompte définitif                                                                                            |                   |                 |              |
|    | Différents livrables (rapports, plans, maquettes...) en original                                                                    |                   |                 |              |
|    | Preuve de la délivrance de l'attestation de bonne fin d'exécution                                                                   |                   |                 |              |
|    | Tout autre document de la procédure concernée                                                                                       |                   |                 |              |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |



## CHECK-LIST N°25

### CONTROLE DES FICHIERS DE MARCHES A TENIR PAR LE SECRETARIAT DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS (PRMP) ET L'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS DE MARCHES DE TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES

- A renseigner par la PRMP au fur et à mesure de la constitution des archives de chaque dossier de marché de travaux, fournitures ou services courants.
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Documents à archiver                                                                                                                        | Constats          |                 | Observations |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------|
|    |                                                                                                                                             | Procédure normale | Entente directe |              |
|    | Avis général de passation des marchés                                                                                                       |                   |                 |              |
|    | Plan de passation des marchés publics                                                                                                       |                   |                 |              |
|    | Bordereau de transmission du dossier d'appel d'offres (DAO) à l'organe de contrôle compétent pour validation                                |                   |                 |              |
|    | Bordereau de transmission du DAO validé à la PRMP                                                                                           |                   |                 |              |
|    | L'avis d'appel d'offres                                                                                                                     |                   |                 |              |
|    | Preuve de publication de l'avis d'appel d'offres (journal, capture d'écran SIGMaP ...)                                                      |                   |                 |              |
|    | DAO validé par l'organe de contrôle compétent                                                                                               |                   |                 |              |
|    | Demandes d'éclaircissement le cas échéant                                                                                                   |                   |                 |              |
|    | Réponse aux demandes d'éclaircissement                                                                                                      |                   |                 |              |
|    | Addendum au DAO le cas échéant                                                                                                              |                   |                 |              |
|    | Copie des pages du registre spécial de réception des plis où les plis des soumissionnaires ont été enregistrés                              |                   |                 |              |
|    | Note de service mettant en place la commission d'ouverture et d'évaluation des offres                                                       |                   |                 |              |
|    | PV d'ouverture des plis                                                                                                                     |                   |                 |              |
|    | Rapport d'évaluation des offres élaboré par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres                                            |                   |                 |              |
|    | PV d'examen du rapport de la commission d'ouverture et d'évaluation des offres                                                              |                   |                 |              |
|    | PV d'attribution provisoire signé par les membres de la COE                                                                                 |                   |                 |              |
|    | Lettre de réserve d'un membre de la COE adressée à la PRMP le cas échéant                                                                   |                   |                 |              |
|    | Réponse de la PRMP à la lettre de réserve à elle adressée                                                                                   |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du PV d'ouverture, du rapport d'évaluation et du PV d'attribution provisoire à l'organe de contrôle compétent par la PRMP |                   |                 |              |

| N° | Documents à archiver                                                                                                                                                          | Constats          |                 | Observations |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------|
|    |                                                                                                                                                                               | Procédure normale | Entente directe |              |
|    | Bordereau d'envoi du PV de non validation, par l'organe de contrôle compétent, du rapport d'évaluation et du PV d'attribution provisoire transmis par la PRMP, le cas échéant |                   |                 |              |
|    | Bordereau de transmission de la prise en compte des observations à l'organe de contrôle compétent par la PRMP                                                                 |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du PV d'ouverture, du rapport d'évaluation et du PV d'attribution provisoire validés par l'organe de contrôle compétent à la PRMP                           |                   |                 |              |
|    | Lettres de notification des résultats à tous les soumissionnaires                                                                                                             |                   |                 |              |
|    | Lettre de recours éventuel adressée à la PRMP ou son supérieur hiérarchique                                                                                                   |                   |                 |              |
|    | Réponse de la PRMP ou de son supérieur hiérarchique au recours                                                                                                                |                   |                 |              |
|    | Lettre de recours éventuel adressée à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)                                                                                     |                   |                 |              |
|    | Décision de l'ARMP                                                                                                                                                            |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du dossier de marché à l'organe de contrôle compétent pour examen juridique et technique                                                                    |                   |                 |              |
|    | Bordereau d'envoi du dossier de marché examiné par l'organe de contrôle compétent pour approbation                                                                            |                   |                 |              |
|    | Bordereau de transmission du marché approuvé à la PRMP                                                                                                                        |                   |                 |              |
|    | Lettre de notification du marché approuvé au titulaire                                                                                                                        |                   |                 |              |
|    | Marché approuvé, authentifié et enregistré                                                                                                                                    |                   |                 |              |
|    | Lettre de notification du marché approuvé au titulaire.                                                                                                                       |                   |                 |              |
|    | Ordre de service                                                                                                                                                              |                   |                 |              |
|    | Preuve de la constitution de la garantie de bonne exécution, le cas échéant                                                                                                   |                   |                 |              |
|    | Lettres, courriers et autres documents sur l'exécution du marché (avances, acomptes, cautions, etc.)                                                                          |                   |                 |              |
|    | Tous documents relatifs à l'avenant, à l'ajournement, à la résiliation, aux pénalités...                                                                                      |                   |                 |              |
|    | Preuves des divers paiements                                                                                                                                                  |                   |                 |              |
|    | Note de service/arrêté de désignation des membres de la commission de réception                                                                                               |                   |                 |              |
|    | PV de réception provisoire des prestations                                                                                                                                    |                   |                 |              |
|    | Preuve de restitution de la garantie de bonne exécution (90%).                                                                                                                |                   |                 |              |
|    | PV de réception définitive des prestations                                                                                                                                    |                   |                 |              |
|    | Preuve de restitution de la garantie de bonne exécution (solde de 10%).                                                                                                       |                   |                 |              |
|    | Décompte définitif                                                                                                                                                            |                   |                 |              |

| N° | Documents à archiver                                     | Constats          |                 | Observations |
|----|----------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|--------------|
|    |                                                          | Procédure normale | Entente directe |              |
|    | Preuve du paiement de décompte définitif                 |                   |                 |              |
|    | Copie de l'attestation de bonne fin d'exécution délivrée |                   |                 |              |
|    | Tout autre document de la procédure concernée            |                   |                 |              |

|                            |                           |
|----------------------------|---------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP ..... |
| Elaborée par : .....       | Date de validation :..... |
| Signature : .....          | Signature : .....         |

## CHECK-LIST N°26

### CONTROLE DU PROCESSUS D'APPROBATION DES MARCHES PUBLICS

- A renseigner par :
  - la PRMP lors de la soumission du dossier de marché pour approbation ;
  - les services compétents de l'autorité approbatrice compétente lors de l'étude des dossiers avant approbation.
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N°                          | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                          | Constats |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Préalables à l'approbation  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                |          |
|                             | La Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) a observé un délai minimum de dix (10) jours calendaires après la publication du procès-verbal d'attribution avant de procéder à la signature du marché                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 79 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020                            |          |
|                             | L'avis de non objection du bailleur est requis en cas de marché sur financement extérieur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Article 84 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020                            |          |
|                             | L'attributaire a signé le projet de marché dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la date de réception du projet de marché                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 3 al 1 <sup>er</sup> point 10 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|                             | La PRMP a signé le projet de marché dans un délai de deux (02) jours ouvrables à compter de la date de réception du projet de marché signé par l'attributaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Article 3 al 1 <sup>er</sup> point 11 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|                             | La PRMP a transmis le dossier de marché à l'organe de contrôle compétent pour examen juridique et technique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Article 84 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020                            |          |
|                             | L'organe de contrôle compétent a procédé à un examen juridique et technique du dossier de marché avant son approbation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 84 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020                            |          |
|                             | L'organe de contrôle compétent a adressé à la PRMP, au besoin, toute demande d'éclaircissement et de modification de nature à garantir la conformité du marché avec le dossier d'appel d'offres et la réglementation en vigueur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Article 84 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020                            |          |
| Approbation proprement dite |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                |          |
|                             | L'organe de contrôle compétent a transmis à l'autorité approbatrice un dossier de marché comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan de passation des marchés publics où le marché a été inscrit ;</li> <li>- le procès-verbal d'ouverture des plis ;</li> <li>- le rapport d'analyse des offres ;</li> <li>- le procès-verbal de validation de l'organe de contrôle compétent ;</li> <li>- la lettre de notification d'attribution ;</li> <li>- la fiche de réservation de crédit ;</li> <li>- les autorisations requises et les habilitations, le cas échéant ;</li> <li>- le marché signé par les personnes habilitées.</li> </ul> | Article 84 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020                            |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                 | Références juridiques                                        | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a soumis à l'autorité approbatrice, trois (3) exemplaires du contrat, quel que soit le type du marché                                                      | Article 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020           |          |
|    | L'autorité approbatrice soumet le dossier à la signature (visa) du contrôleur financier ou son équivalent avant l'approbation dans un délai de 03 jours            | Article 1 <sup>er</sup> alinéa 2 du décret n°2020-596        |          |
|    | L'autorité approbatrice s'est assuré que le crédit alloué au marché est disponible, suffisant et réservé pour le paiement intégral des prestations                 | Article 85 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | L'autorité approbatrice a donné son visa d'approbation dans un délai de 05 jours ouvrables à compter de la transmission du dossier d'approbation                   | Article 6 du décret N°2020-600 du 23 décembre 2020           |          |
|    | L'autorité approbatrice a refusé le visa d'approbation en cas d'insuffisance ou d'absence de crédit par une décision motivée dans le délai requis                  | Article 8 du décret N°2020-600 du 23 décembre 2020           |          |
|    | La décision de refus de visa d'approbation a fait l'objet, au besoin, d'un recours devant l'Autorité de régulation des marchés publics par toute partie au contrat | Article 8 du décret N°2020-600 du 23 décembre 2020           |          |
|    | L'approbation du marché est intervenue dans un délai de 72 heures pour compter de la date de notification de son injonction                                        | Article 8 du décret N°2020-600 du 23 décembre 2020           |          |
|    | Le visa d'approbation a été donné par l'autorité approbatrice compétente                                                                                           | Article 85 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020          |          |
|    | Le contrat approuvé est transmis à l'organe de contrôle compétent pour authentification et enregistrement                                                          | Article 86 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020          |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a transmis le marché approuvé à la PRMP                                                                                             | Article 85 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020          |          |

|                            |                            |
|----------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration : ..... | Validée par la PRMP .....  |
| Elaborée par : .....       | Date de validation : ..... |
| Signature : .....          | Signature : .....          |



## CHECK-LIST N°27

### CONTROLE DU PROCESSUS DE PASSATION D'UNE DEMANDE DE COTATION POUR LES MARCHES DE TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) ou par le premier responsable de la structure concernée
- A vérifier a posteriori par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                          | Références juridiques                                                                                          | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPM publié                                                                                                                                                                                                                    | - Article 24 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 5 du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020. |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a lancé un avis à manifestation d'intérêts publié sur le portail web des marchés publics, dans le journal des marchés publics et/ou toute autre publication dans un délai de dix (10) jours calendaires | Article 53 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020                                                            |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a constitué, au plus tard le 31 janvier de l'année, la liste des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires de service pour chaque demande de cotation                                                 | Dossier type de demande de cotation travaux, fournitures et services                                           |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a actualisé la liste des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires de service pour chaque demande de cotation entre le 1 <sup>er</sup> et le 31 juillet de l'année                                    | Dossier type de demande de cotation travaux, fournitures et services                                           |          |
|    | La liste constituée a été publiée dans le SIGMaP, dans le journal des marchés publics et/ou toute autre publication                                                                                                                                         | Dossier type de demande de cotation travaux, fournitures et services intellectuelles                           |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a lancé un avis public à candidature de marché public pour chaque demande de cotation en cas de non constitution de la liste des prestataires                                                           | Dossier type de demande de cotation travaux, fournitures et services                                           |          |
|    | L'avis public à candidature de marché public a été publié pendant cinq (5) jours ouvrables, par affichage, aux lieux requis                                                                                                                                 | Article 15 du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020                                                            |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Références juridiques                                                                                                                                                          | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | <p>L'avis public à candidature de marché public contient les renseignements ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la référence de la demande de cotation ;</li> <li>- l'identification de l'autorité contractante ;</li> <li>- l'objet de la demande cotation ;</li> <li>- la source de financement ;</li> <li>- les critères de qualification des candidats ;</li> <li>- le type de demande de cotation ;</li> <li>- le lieu d'obtention du dossier ;</li> <li>- le lieu, la date et l'heure limites de dépôt ;</li> <li>- le délai dans lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;</li> <li>- les conditions de présentation des soumissions (langue, nombre de copies...) ;</li> <li>- le nombre maximum de lots dont un soumissionnaire peut être attributaire en cas d'allotissement, le cas échéant.</li> </ul> | Dossier type de demande de cotation travaux, fournitures et services                                                                                                           |          |
|    | La PRMP a adressé à au moins trois (03) candidats retenus sur la liste restreinte constituée, une lettre de consultation, le cas échéant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Dossier type de demande de cotation travaux, fournitures et services                                                                                                           |          |
|    | Le Dossier de demande de cotation a été élaboré sur la base du dossier type correspondant en vigueur au Bénin, par la PRMP ou le responsable de la structure habilitée, en collaboration avec la direction/service technique bénéficiaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 46 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                            |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, les questions d'éclaircissement sur le dossier de demande de cotation avant la date limite de dépôt des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 25 du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Règlement particulier de la demande de cotation (DC type)</li> </ul> |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur le dossier de demande de cotation ont été notifiées à tous les candidats par la PRMP ou le responsable de la structure habilitée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 25 du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Règlement particulier de la demande de cotation (DC type)</li> </ul> |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a élaboré un addendum au dossier, le cas échéant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des plis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 15 du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                            |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours avant l'ouverture des offres, dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 25 du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Règlement particulier de la demande de cotation (DC type)</li> </ul> |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 25 du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Règlement particulier de la demande de cotation (DC type)</li> </ul> |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                         | Références juridiques                                                                                            | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le Secrétariat Permanent de la PRMP ou de la structure habilitée a réceptionné les plis des soumissionnaires au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt desdits plis                                                 | Article 9 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                               |          |
|    | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                           | - Article 69 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 17 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le registre a été arrêté par la PRMP dès l'entame de la séance d'ouverture                                                                                                                                                                 |                                                                                                                  |          |
|    | La PRMP avec au moins un collaborateur ou le responsable de la structure habilitée avec au moins un collaborateur ont procédé à l'ouverture, à l'analyse et l'attribution des offres dans un délai n'excédant pas trois(3) jours ouvrables | Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée notifie les résultats à tous les soumissionnaires en précisant le montant, le nom de l'attributaire et les motifs du rejet des autres soumissionnaires                                 | Article 19 al 1 et 2 du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020                                                    |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée publie les résultats dans un délai de deux (2) ouvrages par les mêmes canaux que ceux utilisés par l'APCMP                                                                             | Article 19 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                         |          |
|    | Un recours a été exercé par un soumissionnaire, le cas échéant, auprès de la PRMP ou du responsable de la structure habilitée dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la notification des résultats                              | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a répondu dans un délai de deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                      | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | Le candidat ou le soumissionnaire, en l'absence de décision rendue par la PRMP ou le responsable de la structure habilitée, a saisi l'ARMP dans les jours qui suivent                                                                      | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                 | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a observé un délai maximum de cinq (5) ouvrables après la publication et/ou notification de l'attribution provisoire avant de procéder à la signature du contrat                       | Article 20 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | Le contrat élaboré en cinq (5) exemplaires est signé par la PRMP ou le responsable de la structure habilitée et l'attributaire                                                                                                             | Article 20 al 1 <sup>er</sup> du décret N°2020-605 du 23 décembre 2020                                           |          |
|    | Le contrat signé a fait l'objet d'approbation, le cas échéant.                                                                                                                                                                             | Article 21 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |

| N° | Points de contrôle                                                                             | Références juridiques                                                  | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a notifié le contrat au titulaire          | Article 20 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                    |          |
|    | Le titulaire a rempli les formalités d'enregistrement du contrat                               | Article 86 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | La PRMP ou le responsable de la structure habilitée a adressé au titulaire un ordre de service | Modèle de contrat de la DC-type                                        |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date élaboration : ..... | Validé par la PRMP .....   |
| Elaboré par : .....      | Date de validation : ..... |
| Signature : .....        | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°28

### CONTROLE DU PROCESSUS DE PASSATION D'UNE DEMANDE DE COTATION POUR LES MARCHES DE TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) lors de la passation d'une Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour un marché de travaux, de fournitures ou de services
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a priori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leur contrôle a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPM publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                             |          |
|    | Le Dossier de demande de renseignements et de prix (DRP) a été élaboré sur la base du dossier type d'appel à concurrence en vigueur au Bénin, par la PRMP en collaboration avec la direction/service technique bénéficiaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | - Article 46 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 24 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | En cas d'accord cadre, les règles relatives aux bons de commandes ou aux marchés subséquents pour les marchés de travaux, fournitures, services ont été précisées dans le dossier de DRP élaboré                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 40 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|    | En cas d'accord cadre, la durée dudit accord est précisée dans la DRP et n'excède pas trois ans                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Article 40 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|    | En cas d'accord cadre, les bons de commande ou les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Article 41 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|    | L'avis d'appel public à candidature de marché public (APCMP) contient les renseignements ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'objet du marché ;</li> <li>- la référence de l'APCMP comprenant le numéro, l'identification de l'autorité contractante et la date de signature ;</li> <li>- la source de financement ;</li> <li>- le type de procédures ;</li> <li>- le lieu où le dossier peut être obtenu ;</li> <li>- la qualification des candidats et les conditions de participation ;</li> <li>- les principaux critères d'évaluation des offres ;</li> <li>- le lieu, la date et l'heure limites de dépôt ainsi que l'heure d'ouverture des offres ;</li> <li>- le délai dans lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;</li> <li>- les conditions auxquelles doivent répondre les offres, notamment le montant de la garantie de soumission ;</li> <li>- le nombre maximum de lots dont un soumissionnaire peut être attributaire en cas d'allotissement.</li> </ul> | - Article 13 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- DRP-type travaux, fournitures et services                                |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                      | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le dossier de DRP a été validé par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER »                                                                                                                                                                                                                                       | Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                 |          |
|    | L'APCMP a été publié par affichage public, au niveau du siège de l'Autorité contractante et des préfectures ou mairies, des chambres de métiers, des chambres de métiers et des institutions consulaires et, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion et sur le portail web des marchés publics | Article 13 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                        |          |
|    | L'APCMP a été publié dans un délai de dix (10) jours ouvrables                                                                                                                                                                                                                                                                        | Article 15 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                        |          |
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, les demandes d'éclaircissement sur le dossier de DRP dans les cinq (05) jours calendaires à compter de la date d'affichage de l'avis public à candidature de marché public                                                                                                                            | - IC 6 DRP type travaux<br>- IC 7 DRP fournitures et services                              |          |
|    | Les réponses aux demandes d'éclaircissement sur le dossier de DRP ont été notifiées à tous les candidats par la PRMP au plus tard dans les trois (03) jours calendaires avant la date de dépôt des offres                                                                                                                             | - IC 6 DRP type travaux<br>- IC 7 DRP fournitures et services                              |          |
|    | La PRMP a élaboré un addendum au dossier, le cas échéant                                                                                                                                                                                                                                                                              | - IC 6 DRP type travaux<br>- IC 7 DRP fournitures et services                              |          |
|    | La PRMP a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des plis                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 15 alinéa 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                               |          |
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours avant l'ouverture des offres, dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis                                                                                                                                                              | Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> , premier tiret du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 25 alinéa 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                               |          |
|    | Le comité d'ouverture et d'évaluation a réceptionné les plis des soumissionnaires au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt desdits plis                                                                                                                                                                       | Article 17 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                 |          |
|    | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial côté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                      | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                               |          |
|    | Le comité d'ouverture et d'évaluation a procédé à l'ouverture publique des plis en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés                                                                                                                                                                            | Article 17 alinéa 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                               |          |
|    | Le comité d'ouverture et d'évaluation a établi le PV d'ouverture des plis                                                                                                                                                                                                                                                             | Article 19 alinéa 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                               |          |
|    | Le PV d'ouverture a été publié par la PRMP dans les mêmes canaux que l'APCMP et remis sans délai à tous les soumissionnaires                                                                                                                                                                                                          | Article 19 alinéa 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                               |          |
|    | Le comité d'ouverture et d'évaluation des offres a procédé à l'analyse des offres et à la désignation de l'attributaire provisoire dans un délai n'excédant pas cinq (5) jours ouvrables                                                                                                                                              | Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                        |          |
|    | La PRMP a transmis à la cellule de contrôle des marchés publics pour étude et avis, le PV d'ouverture des plis, le rapport d'analyse des offres et le PV d'attribution provisoire dans un délai d'un jour ouvrable à compter de la date fin d'analyse des offres                                                                      | Article 12 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                        |          |
|    | La CCMP a validé le rapport d'analyse des offres et le PV d'attribution provisoire                                                                                                                                                                                                                                                    | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                 |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                                           | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La CCMP a transmis à la PRMP le rapport d'analyse des offres et le PV d'attribution provisoire validés dans le délai imparti                                                      | - Article 12 point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP notifie les résultats à tous les soumissionnaires en précisant le montant, le nom de l'attributaire et les motifs du rejet des autres soumissionnaires                    | Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                             |          |
|    | Le PV d'attribution provisoire a été publié dans les mêmes canaux que l'APCMP                                                                                                     | Article 19 alinéa 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                    |          |
|    | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables à compter de publication et ou notification de l'attribution provisoire avant de procéder à la signature du marché | Article 20 alinéa 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                    |          |
|    | Un soumissionnaire a formé un recours devant la PRMP ou son supérieur hiérarchique le cas échéant                                                                                 | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                             |          |
|    | La PRMP a répondu dans un délai de deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                         | Article 25 alinéa 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                    |          |
|    | Le soumissionnaire, en l'absence de décision rendue par la PRMP dans un délai de deux jours ouvrables à compter de sa saisine, a saisi l'ARMP dans les jours qui suivent          | Article 25 alinéa 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                    |          |
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                        | Article 117 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|    | Le projet de marché a été signé des personnes habilitées                                                                                                                          | Article 21 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                             |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de la CCMP avant sa transmission pour approbation                                      | - Article 84 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 2 point 5 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020         |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                                   | Article 20 alinéa 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                    |          |
|    | L'approbation est intervenue dans le délai de validité des offres                                                                                                                 | Article 16 et 20 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                       |          |
|    | Le marché a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                        | Article 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                                                                              |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (03) jours calendaires après approbation                                                                              | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                    |          |
|    | La PRMP a publié l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'APCMP                                                                                        | Article 13 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                             |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                     | Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                      |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date élaboration : ..... | Validé par la PRMP .....   |
| Elaboré par : .....      | Date de validation : ..... |
| Signature : .....        | Signature : .....          |

## CHECK-LIST N°29

### CONTROLE DU PROCESSUS DE PASSATION D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX POUR LES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELON LA METHODE DE SELECTION FONDEE SUR LA QUALITE ET LE COÛT (SFQC)

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection qualité-coût
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a priori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leurs contrôles a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N°                                                                | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                                         | Constats |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 1 <sup>ère</sup> Phase : Etape de la Présélection des Consultants |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                               |          |
|                                                                   | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                         | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|                                                                   | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                               | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020.                                                       |          |
|                                                                   | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                     | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 2 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                                   | L'AMI a fait l'objet d'une insertion dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique | Article 36 al 6 et 53 al 1 <sup>er</sup> de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                |          |
|                                                                   | Le délai de réception des dossiers de manifestation d'intérêt est de dix (10) jours calendaires au minimum à compter de la date de publication de l'AMI                                                                                                                           | Article 36 al 6 et de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                      |          |
|                                                                   | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                         | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                                                                   | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad'hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                       | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                           |          |
|                                                                   | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                      | Article 70 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |          |
|                                                                   | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrables pour compter de la date limite de réception des plis.                                                                                                                               | Article 11 du décret n° 2020-596 du 23 décembre 2020.                                                                         |          |

| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                            | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                       | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                                              | - Article 36 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                 |          |
|                                       | La COE a intégré dans la liste restreinte au moins deux (02) consultants nationaux                                                                                                                                            | Article 36 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
|                                       | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour avis, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt                                                                                                          | Articles 9 al 2 point 2 et 11 al 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                           |          |
|                                       | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                                         | Articles 4 point 3 et 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|                                       | La PRMP a :<br><br>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;<br>- notifié aux autres candidats le rejet de leurs manifestations d'intérêt en précisant les motifs.                                   | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020               |          |
|                                       | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                                        | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|                                       | La PRMP a observé un délai de cinq (5) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                                         | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                              |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : LA SELECTION |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                       |          |
| PREALABLES                            |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                       |          |
|                                       | Une Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type de Demande de renseignements et de Prix (DRP) en vigueur                                                                                            | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                |          |
|                                       | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER » ou l'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur en ce qui concerne les marchés sur financement extérieur.                                   | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020<br>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                       | La lettre d'invitation a été adressée à tous les candidats présélectionnés                                                                                                                                                    | Section I : « Lettre d'invitation » de la DP DRP type                                                                                 |          |
|                                       | La PRMP a reçu, le cas échéant, les questions d'éclaircissements sur la DP dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis                                                    | - Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020<br>- IC 9.1 de la DP DRP type                            |          |
|                                       | Les réponses aux demandes d'éclaircissements sur la DP ont été envoyées aux candidats présélectionnés au plus tard deux (02) jours ouvrables à compter de la date de saisine de l'autorité contractante par lesdits candidats | IC 9.2 de la DP DRP type                                                                                                              |          |



| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                                              | Constats |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | La PRMP a élaboré un addendum au dossier, le cas échéant                                                                                                                                                                                                              | IC 9.3 de la DP DRP type                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des plis                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                    |          |
| A- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                    |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus par la COE au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                           | Article 17 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                      | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                       |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique                                                                                                                                                                              | - Article 17 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020<br>- Article 30 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                             |          |
|                                                        | Le COE a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                         | IC 17.2 de la DP DRP type                                                                                                                                                          |          |
|                                                        | Le COE a procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de dépôt des plis                                                                                                                          | Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                |          |
|                                                        | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, les résultats de l'évaluation des propositions techniques (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation des propositions techniques) dans le délai imparti                                                             | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                        | La CCMP a validé les résultats de l'évaluation des propositions techniques dans les délais impartis                                                                                                                                                                   | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                        | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de l'évaluation aux soumissionnaires retenus et leurs notes ;<br>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs propositions techniques en précisant les motifs, les noms des soumissionnaires retenus et leurs notes | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                        | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables avant d'inviter les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières.                                                                                                          | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                                              | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                        | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                                                          | Article 25 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                        | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                                                           | Article 25 al 3 n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                     |          |



| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                   | Constats |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                            | Article 117 al 4 de la loi n°2020- 26 du 29 septembre 2020                                                                                              |          |
| <b>B- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                         |          |
|                                                                | La PRMP a invité les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale exigée à l'ouverture de leurs propositions financières                                                                  | - Article 36 al 10 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24.1 de la DP DRP                                                                 |          |
|                                                                | Le COE a procédé à l'ouverture des propositions financières en séance publique.                                                                                                                       | - Article 36 al 10 de la loi n°2020- 26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 17 al 2 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020<br>- IC 24.1 de la DP DRP |          |
|                                                                | Le COE a établi le PV d'ouverture des propositions financières.                                                                                                                                       | IC 24.1 de la DP DRP                                                                                                                                    |          |
|                                                                | Le COE a procédé à l'évaluation des propositions financières dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture desdites propositions                                         | - Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 24.2 de la DP DRP                                                                       |          |
|                                                                | Le COE a procédé à la pondération des notes techniques et financières, selon le poids retenu dans la DP                                                                                               | IC 24.2 de la DP DRP                                                                                                                                    |          |
|                                                                | La COE a désigné attributaire provisoire, le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note combinée des propositions techniques et financières                                                       | IC 24.2 de la DP DRP                                                                                                                                    |          |
|                                                                | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, les résultats de l'évaluation des propositions financières (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation globale des propositions et PV d'attribution) | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                          |          |
|                                                                | La CCMP a validé les résultats de l'évaluation des propositions financières et le PV d'attribution dans les délais impartis                                                                           | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                          |          |
|                                                                | La PRMP a notifié l'attribution au soumissionnaire retenu                                                                                                                                             | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 18.2 de la DP                                                                           |          |
| <b>D- LA NEGOCIATION</b>                                       |                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                         |          |
|                                                                | La PRMP a invité le consultant classé premier à des négociations                                                                                                                                      | Article 38 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                                                | Un PV de négociation ne portant pas sur les prix unitaires et signé des deux parties, est établi précisant le point des négociations techniques et leur impact financier                              | - Article 38 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 28.2 de la DP DRP                                                                  |          |
|                                                                | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations                                                                     | IC 28.2 de la DP DRP                                                                                                                                    |          |
|                                                                | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                          | Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché           | Article 20 al 2 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                      |          |
|    | La PRMP a observé un délai de cinq (5) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'envisager la signature du contrat                                              | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                       |          |
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification               | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                        |          |
|    | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                           | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                        |          |
|    | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                            | Article 26 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                       |          |
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                             | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                      |          |
|    | Le projet de marché établi en cinq (5) exemplaires a été signé par la PRMP et l'attributaire                                                                           | Article 20 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                        |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de la CCMP avant sa transmission pour approbation                           | - Article 2 point 2 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 5 point 4 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                       | - Article 85 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>Article 20 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020            |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                    | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                    | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 13 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                         |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                          | Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                     |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°30

### CONTROLE DU PROCESSUS DE PASSATION D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX POUR LES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELON LA METHODE DE SELECTION FONDEE SUR LA QUALITE (SFQ)

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection qualité-coût
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a priori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leurs contrôles a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N°                                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                                         | Constats |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>ère</sup> Phase : Etape de la Présélection des Consultants</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                               |          |
|                                                                         | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                         | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|                                                                         | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                               | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020.                                                       |          |
|                                                                         | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                     | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 2 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                                         | L'AMI a fait l'objet d'une insertion dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique | Article 36 al 6 et 53 al 1 <sup>er</sup> de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                |          |
|                                                                         | Le délai de réception des dossiers de manifestation d'intérêt est de dix (10) jours calendaires au minimum à compter de la date de publication de l'AMI                                                                                                                           | Article 36 al 6 et de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                      |          |
|                                                                         | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                         | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                                                                         | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                       | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                           |          |
|                                                                         | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                      | Article 70 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |          |
|                                                                         | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrables pour compter de la date limite de réception des plis.                                                                                                                               | Article 11 du décret n° 2020-596 du 23 décembre 2020.                                                                         |          |

| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                            | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                       | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                                              | - Article 36 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                 |          |
|                                       | La COE a intégré dans la liste restreinte au moins deux (02) consultants nationaux                                                                                                                                            | Article 36 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
|                                       | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour avis, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt                                                                                                          | Articles 9 al 2 point 2 et 11 al 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                           |          |
|                                       | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                                         | Articles 4 point 3 et 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|                                       | La PRMP a :<br><br>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;<br>- notifié aux autres candidats le rejet de leurs manifestations d'intérêt en précisant les motifs.                                   | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020               |          |
|                                       | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                                        | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|                                       | La PRMP a observé un délai de cinq (5) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                                         | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                              |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : LA SELECTION |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                       |          |
| PREALABLES                            |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                       |          |
|                                       | Une Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type de Demande de renseignements et de Prix (DRP) en vigueur                                                                                            | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                |          |
|                                       | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER » ou l'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur en ce qui concerne les marchés sur financement extérieur.                                   | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020<br>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                       | La lettre d'invitation a été adressée à tous les candidats présélectionnés                                                                                                                                                    | Section I : « Lettre d'invitation » de la DP DRP type                                                                                 |          |
|                                       | La PRMP a reçu, le cas échéant, les questions d'éclaircissements sur la DP dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis                                                    | - Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020<br>- IC 9.1 de la DP DRP type                            |          |
|                                       | Les réponses aux demandes d'éclaircissements sur la DP ont été envoyées aux candidats présélectionnés au plus tard deux (02) jours ouvrables à compter de la date de saisine de l'autorité contractante par lesdits candidats | IC 9.2 de la DP DRP type                                                                                                              |          |



| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                                              | Constats |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | La PRMP a élaboré un addendum au dossier, le cas échéant                                                                                                                                                                                                              | IC 9.3 de la DP DRP type                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des plis                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                    |          |
| A- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                    |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus par la COE au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                           | Article 17 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                      | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                       |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique                                                                                                                                                                              | - Article 17 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020<br>- Article 30 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                             |          |
|                                                        | Le COE a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                         | IC 17.2 de la DP DRP type                                                                                                                                                          |          |
|                                                        | Le COE a procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de dépôt des plis                                                                                                                          | Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                |          |
|                                                        | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, les résultats de l'évaluation des propositions techniques (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation des propositions techniques) dans le délai imparti                                                             | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                        | La CCMP a validé les résultats de l'évaluation des propositions techniques dans les délais impartis                                                                                                                                                                   | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                        | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de l'évaluation aux soumissionnaires retenus et leurs notes ;<br>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs propositions techniques en précisant les motifs, les noms des soumissionnaires retenus et leurs notes | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                        | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables avant d'inviter les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières.                                                                                                          | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                                              | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                        | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                                                          | Article 25 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                        | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                                                           | Article 25 al 3 n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                     |          |
|                                                        | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                            | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                          |          |



| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                   | Constats |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>B- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                         |          |
|                                                                | La PRMP a invité le soumissionnaire classé 1 <sup>er</sup> , c'est-à-dire, celui ayant obtenu la note technique la plus élevée, à l'ouverture de sa proposition financière                            | - Article 37 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 22.2 de la DP DRP                                                                       |          |
|                                                                | Le COE a procédé à l'ouverture de la proposition financière du candidat classé 1 <sup>er</sup> en séance publique.                                                                                    | - Article 36 al 10 de la loi n°2020- 26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 17 al 2 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020<br>- IC 22.2 de la DP DRP |          |
|                                                                | Le COE a procédé à l'évaluation des propositions financières dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture desdites propositions                                         | - Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 24.2 de la DP DRP                                                                       |          |
|                                                                | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, les résultats de l'évaluation des propositions financières (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation globale des propositions et PV d'attribution) | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                          |          |
|                                                                | La CCMP a validé les résultats de l'évaluation des propositions financières et le PV d'attribution dans les délais impartis                                                                           | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                          |          |
|                                                                | La PRMP a notifié les résultats au soumissionnaire classé 1 <sup>er</sup>                                                                                                                             | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 22.2 de la DP DRP                                                                       |          |
| <b>E- LA NEGOCIATION</b>                                       |                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                         |          |
|                                                                | La PRMP a invité le consultant classé 1 <sup>er</sup> à des négociations                                                                                                                              | Article 38 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                                                | Un PV de négociation, qui peut porter sur les prix unitaires et précisant le point des négociations techniques et leur impact financier, est signé des deux parties                                   | - Article 38 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 28.2 de la DP DRP                                                                  |          |
|                                                                | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations                                                                     | IC 25 et 28 de la DP DRP                                                                                                                                |          |
|                                                                | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                          | Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                                                | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché                                          | Article 20 al 2 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                               |          |
|                                                                | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                              | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                 |          |
|                                                                | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                          | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                 |          |
|                                                                | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                           | Article 26 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                             | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                      |          |
|    | Le projet de marché établi en cinq (5) exemplaires a été signé par la PRMP et l'attributaire                                                                           | Article 20 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                        |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de la CCMP avant sa transmission pour approbation                           | - Article 2 point 2 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 5 point 4 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                       | - Article 85 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>Article 20 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020            |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                    | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                    | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 13 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                         |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                          | Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                     |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°31

### CONTROLE DU PROCESSUS DE PASSATION D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX POUR LES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELON LA METHODE DE SELECTION DANS LE CADRE D'UN BUDGET DETERMINE (SCBD)

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection qualité-coût
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a priori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leurs contrôles a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N°                                                                | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                                         | Constats |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 1 <sup>ère</sup> Phase : Etape de la Présélection des Consultants |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                               |          |
|                                                                   | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                         | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|                                                                   | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                               | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020.                                                       |          |
|                                                                   | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                     | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 2 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                                   | L'AMI a fait l'objet d'une insertion dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique | Article 36 al 6 et 53 al 1 <sup>er</sup> de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                |          |
|                                                                   | Le délai de réception des dossiers de manifestation d'intérêt est de dix (10) jours calendaires au minimum à compter de la date de publication de l'AMI                                                                                                                           | Article 36 al 6 et de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                      |          |
|                                                                   | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                         | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                                                                   | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                       | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                           |          |
|                                                                   | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                      | Article 70 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |          |
|                                                                   | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrables pour compter de la date limite de réception des plis.                                                                                                                               | Article 11 du décret n° 2020-596 du 23 décembre 2020.                                                                         |          |

| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                            | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                       | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                                              | - Article 36 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                 |          |
|                                       | La COE a intégré dans la liste restreinte au moins deux (02) consultants nationaux                                                                                                                                            | Article 36 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
|                                       | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour avis, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt                                                                                                          | Articles 9 al 2 point 2 et 11 al 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                           |          |
|                                       | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                                         | Articles 4 point 3 et 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|                                       | La PRMP a :<br><br>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;<br>- notifié aux autres candidats le rejet de leurs manifestations d'intérêt en précisant les motifs.                                   | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020               |          |
|                                       | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                                        | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|                                       | La PRMP a observé un délai de cinq (5) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                                         | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                              |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : LA SELECTION |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                       |          |
| PREALABLES                            |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                       |          |
|                                       | Une Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type de Demande de renseignements et de Prix (DRP) en vigueur                                                                                            | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                |          |
|                                       | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER » ou l'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur en ce qui concerne les marchés sur financement extérieur.                                   | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020<br>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                       | La lettre d'invitation a été adressée à tous les candidats présélectionnés                                                                                                                                                    | Section I : « Lettre d'invitation » de la DP DRP type                                                                                 |          |
|                                       | La PRMP a reçu, le cas échéant, les questions d'éclaircissements sur la DP dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis                                                    | - Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020<br>- IC 9.1 de la DP DRP type                            |          |
|                                       | Les réponses aux demandes d'éclaircissements sur la DP ont été envoyées aux candidats présélectionnés au plus tard deux (02) jours ouvrables à compter de la date de saisine de l'autorité contractante par lesdits candidats | IC 9.2 de la DP DRP type                                                                                                              |          |



| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                                              | Constats |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | La PRMP a élaboré un addendum au dossier, le cas échéant                                                                                                                                                                                                              | IC 9.3 de la DP DRP type                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des plis                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                    |          |
| A- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                    |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus par la COE au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                           | Article 17 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                      | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                       |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique                                                                                                                                                                              | - Article 17 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020<br>- Article 30 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                             |          |
|                                                        | Le COE a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                         | IC 17.2 de la DP DRP type                                                                                                                                                          |          |
|                                                        | Le COE a procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de dépôt des plis                                                                                                                          | Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                |          |
|                                                        | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, les résultats de l'évaluation des propositions techniques (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation des propositions techniques) dans le délai imparti                                                             | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                        | La CCMP a validé les résultats de l'évaluation des propositions techniques dans les délais impartis                                                                                                                                                                   | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                        | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de l'évaluation aux soumissionnaires retenus et leurs notes ;<br>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs propositions techniques en précisant les motifs, les noms des soumissionnaires retenus et leurs notes | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                        | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables avant d'inviter les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières.                                                                                                          | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                                              | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                        | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                                                          | Article 25 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                        | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                                                           | Article 25 al 3 n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                     |          |
|                                                        | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                            | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                          |          |



| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                                                   | Constats |
|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>B- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                         |          |
|                                                                | La PRMP a invité les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale exigée à l'ouverture de leurs propositions financières                                                                                                   | - Article 36 al 10 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24.1 de la DP DRP                                                                 |          |
|                                                                | Le COE a procédé à l'ouverture des propositions financières en séance publique.                                                                                                                                                        | - Article 36 al 10 de la loi n°2020- 26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 17 al 2 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020<br>- IC 24.1 de la DP DRP |          |
|                                                                | Le COE a établi le PV d'ouverture des propositions financières.                                                                                                                                                                        | IC 24.1 de la DP DRP                                                                                                                                    |          |
|                                                                | Le COE a procédé à l'évaluation des propositions financières dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture desdites propositions                                                                          | - Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 24.2 de la DP DRP                                                                       |          |
|                                                                | Le COE a procédé au classement des consultants en classant 1 <sup>er</sup> , celui ayant obtenu la meilleure note technique et dont la proposition financière est dans le budget préalablement déterminé et annoncé, et ainsi de suite | Article 37 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                                | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, les résultats de l'évaluation des propositions financières (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation globale des propositions et PV d'attribution)                                  | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                          |          |
|                                                                | La CCMP a validé les résultats de l'évaluation des propositions financières et le PV d'attribution dans les délais impartis                                                                                                            | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                          |          |
|                                                                | La PRMP a notifié l'attribution au soumissionnaire retenu                                                                                                                                                                              | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                   |          |
| <b>F- LA NEGOCIATION</b>                                       |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                         |          |
|                                                                | La PRMP a invité le consultant classé 1 <sup>er</sup> , c'est-à-dire, celui ayant obtenu la meilleure note technique et dont la proposition financière est dans l'enveloppe prévisionnelle, des négociations                           | Article 38 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                                                | Un PV de négociation ne portant pas sur les prix unitaires et signé des deux parties, est établi précisant le point des négociations techniques et leur impact financier                                                               | - Article 38 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 28.2 de la DP DRP                                                                  |          |
|                                                                | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations                                                                                                      | IC 28.2 de la DP DRP                                                                                                                                    |          |
|                                                                | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                                                           | Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                                                | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché                                                                           | Article 20 al 2 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                               |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                                                                                  | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification               | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                                                |          |
|    | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                           | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                                                |          |
|    | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                            | Article 26 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                               |          |
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                             | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                              |          |
|    | Le projet de marché établi en cinq (5) exemplaires a été signé par la PRMP et l'attributaire                                                                           | Article 20 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                                                |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de la CCMP avant sa transmission pour approbation                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 5 point 4 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 85 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 20 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020</li> </ul>          |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                    | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 13 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                 |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                          | Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                             |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°32

### CONTROLE DU PROCESSUS DE PASSATION D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX POUR LES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELON LA METHODE DE SELECTION AU MOINDRE COÛT (SMC)

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection qualité-coût
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a priori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leurs contrôles a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N°                                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                                         | Constats |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>ère</sup> Phase : Etape de la Présélection des Consultants</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                               |          |
|                                                                         | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                         | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                           |          |
|                                                                         | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                               | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020.                                                       |          |
|                                                                         | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                     | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 2 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                                         | L'AMI a fait l'objet d'une insertion dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique | Article 36 al 6 et 53 al 1 <sup>er</sup> de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                |          |
|                                                                         | Le délai de réception des dossiers de manifestation d'intérêt est de dix (10) jours calendaires au minimum à compter de la date de publication de l'AMI                                                                                                                           | Article 36 al 6 et de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                      |          |
|                                                                         | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                         | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|                                                                         | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                       | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                           |          |
|                                                                         | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                      | Article 70 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |          |
|                                                                         | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrables pour compter de la date limite de réception des plis.                                                                                                                               | Article 11 du décret n° 2020-596 du 23 décembre 2020.                                                                         |          |

| N°                                    | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                            | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                       | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                                              | - Article 36 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                 |          |
|                                       | La COE a intégré dans la liste restreinte au moins deux (02) consultants nationaux                                                                                                                                            | Article 36 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                              |          |
|                                       | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour avis, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt                                                                                                          | Articles 9 al 2 point 2 et 11 al 2 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                           |          |
|                                       | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                                         | Articles 4 point 3 et 5 point 3 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|                                       | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;<br>- notifié aux autres candidats le rejet de leurs manifestations d'intérêt en précisant les motifs.                                       | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020               |          |
|                                       | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                                        | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|                                       | La PRMP a observé un délai de cinq (5) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                                         | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                              |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : LA SELECTION |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                       |          |
| PREALABLES                            |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                       |          |
|                                       | Une Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type de Demande de renseignements et de Prix (DRP) en vigueur                                                                                            | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                |          |
|                                       | La DP a été validée par l'organe de contrôle compétent et a reçu le « BON A LANCER » ou l'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur en ce qui concerne les marchés sur financement extérieur.                                   | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020<br>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|                                       | La lettre d'invitation a été adressée à tous les candidats présélectionnés                                                                                                                                                    | Section I : « Lettre d'invitation » de la DP DRP type                                                                                 |          |
|                                       | La PRMP a reçu, le cas échéant, les questions d'éclaircissements sur la DP dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis                                                    | - Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020<br>- IC 9.1 de la DP DRP type                            |          |
|                                       | Les réponses aux demandes d'éclaircissements sur la DP ont été envoyées aux candidats présélectionnés au plus tard deux (02) jours ouvrables à compter de la date de saisine de l'autorité contractante par lesdits candidats | IC 9.2 de la DP DRP type                                                                                                              |          |



| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                                              | Constats |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | La PRMP a élaboré un addendum au dossier, le cas échéant                                                                                                                                                                                                              | IC 9.3 de la DP DRP type                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des plis                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                    |          |
| A- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                    |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus par la COE au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                           | Article 17 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                      | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                       |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique                                                                                                                                                                              | - Article 17 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020<br>- Article 30 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                             |          |
|                                                        | Le COE a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                         | IC 17.2 de la DP DRP type                                                                                                                                                          |          |
|                                                        | Le COE a procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de dépôt des plis                                                                                                                          | Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                |          |
|                                                        | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, les résultats de l'évaluation des propositions techniques (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation des propositions techniques) dans le délai imparti                                                             | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                        | La CCMP a validé les résultats de l'évaluation des propositions techniques dans les délais impartis                                                                                                                                                                   | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                        | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de l'évaluation aux soumissionnaires retenus et leurs notes ;<br>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs propositions techniques en précisant les motifs, les noms des soumissionnaires retenus et leurs notes | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|                                                        | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables avant d'inviter les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières.                                                                                                          | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                                              | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                             |          |
|                                                        | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                                                          | Article 25 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|                                                        | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                                                           | Article 25 al 3 n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                     |          |



| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                   | Constats |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                            | Article 117 al 4 de la loi n°2020- 26 du 29 septembre 2020                                                                                              |          |
| <b>B- OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                         |          |
|                                                                | La PRMP a invité les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale exigée à l'ouverture de leurs propositions financières                                                                  | - Article 36 al 10 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24.1 de la DP DRP                                                                 |          |
|                                                                | Le COE a procédé à l'ouverture des propositions financières en séance publique.                                                                                                                       | - Article 36 al 10 de la loi n°2020- 26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 17 al 2 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020<br>- IC 24.1 de la DP DRP |          |
|                                                                | Le COE a établi le PV d'ouverture des propositions financières.                                                                                                                                       | IC 24.1 de la DP DRP                                                                                                                                    |          |
|                                                                | Le COE a procédé à l'évaluation des propositions financières dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture desdites propositions                                         | - Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 24.2 de la DP DRP                                                                       |          |
|                                                                | Le COE a procédé au classement des consultants en classant 1 <sup>er</sup> , celui dont la proposition financière est la plus basse                                                                   | Article 37 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                     |          |
|                                                                | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, les résultats de l'évaluation des propositions financières (PV d'ouverture des plis, rapport d'évaluation globale des propositions et PV d'attribution) | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                          |          |
|                                                                | La CCMP a validé les résultats de l'évaluation des propositions financières et le PV d'attribution dans les délais impartis                                                                           | Article 12 al 1 <sup>er</sup> point 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                          |          |
|                                                                | La PRMP a notifié l'attribution au soumissionnaire retenu                                                                                                                                             | Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                     |          |
| <b>G- LA NEGOCIATION</b>                                       |                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                         |          |
|                                                                | La PRMP a invité le consultant classé 1 <sup>er</sup> , c'est-à-dire, celui dont la proposition financière est la plus basse, à des négociations                                                      | Article 38 al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                                                | Un PV de négociation ne portant pas sur les prix unitaires et signé des deux parties, est établi précisant le point des négociations techniques et leur impact financier                              | - Article 38 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 28.2 de la DP DRP                                                                  |          |
|                                                                | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations                                                                     | IC 28.2 de la DP DRP                                                                                                                                    |          |
|                                                                | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                          | Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                                                | La PRMP a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de notification des résultats avant de procéder à la signature du marché                                          | Article 20 al 2 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                               |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification               | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                        |          |
|    | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                           | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                        |          |
|    | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                            | Article 26 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                       |          |
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                             | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                      |          |
|    | Le projet de marché établi en cinq (5) exemplaires a été signé par la PRMP et l'attributaire                                                                           | Article 20 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                        |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de la CCMP avant sa transmission pour approbation                           | - Article 2 point 2 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 5 point 4 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                       | - Article 85 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 20 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020          |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                    | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                    | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 13 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                         |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                          | Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                     |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°33

### CONTROLE DU PROCESSUS DE PASSATION D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX POUR LES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELECTION D'UN CONSULTANT PAR LA METHODE DE SELECTION FONDÉE SUR LA QUALIFICATION DU CONSULTANT (SFQC)

- A renseigner par les PRMP durant le processus de sélection d'un consultant selon la méthode de sélection qualité-coût
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a priori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leurs contrôles a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N°                                                                        | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                                                                                                                                                             | Constats |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 1 <sup>er</sup> cas : Sélection sans Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                   |          |
|                                                                           | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                           | Article 24 alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                         |          |
|                                                                           | La PRMP a communiqué les termes de référence à au moins trois (3) cabinets de consultants qualifiés, les invitant à fournir des renseignements sur leur expérience et leurs qualifications dans le domaine concerné | - Article 37 point e alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- IC 23.1 de la DP DRP                                                                                                                                     |          |
|                                                                           | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                           | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020.                                                                                                                                                                         |          |
|                                                                           | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place un comité ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                              | Article 10 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                               |          |
|                                                                           | Le COE a procédé à l'analyse des dossiers de qualification dans un délai de cinq (5) jours ouvrable à compter de la date limite de réception des dossiers                                                           | Article 18 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                            |          |
|                                                                           | Le COE a retenu, dans la liste des cabinets ayant répondu à l'invitation, celui qui présente le meilleur niveau de qualification et d'expérience en rapport avec la mission                                         | Article 37 point e alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                 |          |
|                                                                           | Le COE a établi le rapport d'évaluation des dossiers de qualification contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                                   | Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                     |          |
|                                                                           | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, le rapport d'évaluation des dossiers de qualification.                                                                                                                | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                               |          |
|                                                                           | La CCMP a validé le rapport d'évaluation des dossiers de qualification                                                                                                                                              | - Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 12 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                                           | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de la qualification au cabinet retenu ;<br>- notifié aux autres candidats, le rejet de leurs dossiers en précisant les motifs ainsi que le nom du cabinet retenu | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 19 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020             |          |
|    | Les résultats de la présélection ont été publiés                                                                                                                                                        | - Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 19 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP a observé un délai de cinq (5) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant de poursuivre la procédure                                                                                        | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                        |          |
|    | La PRMP a invité le cabinet retenu à soumettre ses propositions techniques et financières                                                                                                               | - Article 37 point e alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 23.2 de la DP DRP                                 |          |
|    | La PRMP a invité le consultant retenu à des négociations                                                                                                                                                | Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                             |          |
|    | Un PV de négociation qui peut porter sur les prix unitaires et précisant le point des négociations techniques et leur impact financier, est signé des deux parties                                      | - Article 38, alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- IC 25 de la DP DRP                                         |          |
|    | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite si nécessaire                                      | IC 28 de la DP DRP                                                                                                              |          |
|    | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                            | Article 38, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans la DP                                                                                                               | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                             |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                               | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                        |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (03) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                                                         | Article 20 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                        |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                     | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020  |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                                                     | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                    |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI, dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché                                 | Article 13 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                          |          |



| N°                                                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                | Références juridiques                                                                                                                                                                 | Constats |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                                        | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                     | Article 86 alinéa 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                        |          |
| 2 <sup>ème</sup> cas : Sélection sur la base d'un Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                       |          |
|                                                                                        | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                         | Article 24 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                   |          |
|                                                                                        | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles.                                                                                                               | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020.                                                                                                               |          |
|                                                                                        | LA CCMP a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 2 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|                                                                                        | L'AMI a fait l'objet d'une insertion dans le quotidien de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique | Article 36 al 6 et 53 al 1 <sup>er</sup> de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                        |          |
|                                                                                        | Le délai de réception des dossiers de manifestation d'intérêt est de dix (10) jours calendaires au minimum à compter de la date de publication de l'AMI                                                                                                                           | Article 36 al 6 et de la loi n° de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                              |          |
|                                                                                        | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                         | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                          |          |
|                                                                                        | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place un comité ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                            | Article 10 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                   |          |
|                                                                                        | LA CCMP a validé l'AMI                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                                                                                            |          |
|                                                                                        | Le COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date limite de réception des dossiers                                                                                                                         | Article 18 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                |          |
|                                                                                        | Le COE a classé 1 <sup>er</sup> dans la liste des cabinets retenus, celui qui présente le meilleur niveau de qualification et d'expérience en rapport avec la mission                                                                                                             | Article 37 point e alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                     |          |
|                                                                                        | Le COE a établi le rapport d'évaluation des dossiers de qualification contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                                                                                                 | Article 36, alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                         |          |
|                                                                                        | La PRMP a transmis à la CCMP pour validation, le rapport d'évaluation des dossiers de qualification.                                                                                                                                                                              | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                   |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                              | Références juridiques                                                                                                                                                                                                                                                                          | Constats |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La CCMP a validé le rapport d'évaluation des dossiers de qualification                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 12 al 1<sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020</li> </ul> |          |
|    | La PRMP a :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de la qualification au cabinet retenu ;</li> <li>- notifié aux autres candidats, le rejet de leurs dossiers en précisant les motifs ainsi que le nom du cabinet retenu</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 19 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020</li> </ul>                                                                                                                  |          |
|    | Les résultats de la présélection ont été publiés                                                                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 78, alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 19 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020</li> </ul>                                                                                                        |          |
|    | La PRMP a observé un délai de cinq (5) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant de poursuivre la procédure                                                                                                                                                | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                                                                                       |          |
|    | La PRMP a invité le consultant retenu à soumettre ses propositions techniques et financières                                                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 37 point e alinéa 3 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 23.2 de la DP DRP</li> </ul>                                                                                                                                        |          |
|    | La PRMP a invité le consultant retenu à des négociations                                                                                                                                                                                                        | Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                                                            |          |
|    | Un PV de négociation qui peut porter sur les prix unitaires et précisant le point des négociations techniques et leur impact financier, est signé des deux parties                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 38, alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 25 de la DP DRP</li> </ul>                                                                                                                                              |          |
|    | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite si nécessaire                                                                                              | IC 28 de la DP DRP                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |
|    | En cas de négociations concluantes avec le candidat classé premier, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leurs propositions                                                                                                                    | Article 38, alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                                                  |          |
|    | Le marché signé n'a pas modifié la nature et l'étendue des prestations prévues dans la DP                                                                                                                                                                       | Article 83 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                                                                                            |          |
|    | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant la phase d'approbation                                                                                                       | Articles 3 point 9 et 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                                                                       |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (03) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                         | Article 20 al 3 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                       |          |
|    | Le marché approuvé a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                     | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (3) jours calendaires après approbation                                                                     | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | La PRMP a fait publier l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI, dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 13 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                         |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                           | - Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                   |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°34

### CONTROLE DU PROCESSUS DE CONSTITUTION DE LA LISTE DES PRESTATAIRES POUR LES DEMANDES DE COTATION (DC)

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) ou par le premier responsable de la structure habilitée durant le processus de constitution de la liste des prestataires pour les Demandes de Cotation (DC) et les achats à seuil de dispense.
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a posteriori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leur contrôle a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                                     | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les marchés de demande de cotation sont inscrits dans un PPM publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | - Article 24 al 3 et 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 5 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Un avis public à manifestation d'intérêt (APMI) pour la présélection des candidats a été élaboré sur la base du modèle type proposé par l'ARMP pour la constitution de la liste des prestataires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Dossiers types de demande de cotation                                                                                     |          |
|    | L'APMI contient les informations essentielles suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• nom et adresse de l'autorité contractante ;</li> <li>• objet et description sommaire de chaque demande de cotation inscrite au PPMP de l'année ;</li> <li>• conditions de participation (situation juridique, capacité technique) ;</li> <li>• critères de sélection ;</li> <li>• méthodes de sélection pour ce qui concerne chaque DC de prestations intellectuelles (qualité et coût, le plus bas prix, budget déterminé et qualité technique seule) ;</li> <li>• date limite de dépôt des dossiers de manifestations d'intérêt ;</li> <li>• adresse à laquelle les dossiers doivent être déposés.</li> </ul> | Dossiers types de demande de cotation                                                                                     |          |
|    | L'APMI a été publié par affichage dans les lieux requis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Dossiers types de demande de cotation ;<br>Article 13 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                     |          |
|    | Les dossiers de manifestations d'intérêt ont été déposés aux lieux, date et heure limites fixés dans l'APMI, dans un délai de 10 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | - Dossiers types de demande de cotation ;<br>- Article 15 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                 |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Références juridiques                                                                                                                                                              | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                             | Article 69 de la loi n°2020 du 29 septembre 2020                                                                                                                                   |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'ouverture et à l'évaluation des manifestations                                                                                                                                                                              | Article 18 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à la constitution de la liste des prestataires à consulter par nature de marché, pour la passation des demandes de cotation et des marchés relevant des seuils de dispense entre le 1 <sup>er</sup> et le 31 janvier de l'année | Dossiers-types de demande de cotation                                                                                                                                              |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a :<br>- notifié les résultats de l'évaluation de manifestations d'intérêts aux soumissionnaires retenus ;<br>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs dossiers en précisant les motifs                                    | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3 point 7 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                                                                              | Article 25 al 1 <sup>er</sup> du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                                            |          |
|    | La PRMP a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                                                                                          | Article 25 al 3 du décret n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                                                          |          |
|    | En l'absence de décision de la PRMP ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                                                                                           | Article 25 al 3 n°2020- 605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                    |          |
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                                                            | Article 117 al 4 de la loi n°2020- 26 du 29 septembre 2020                                                                                                                         |          |
|    | La liste définitive des candidats potentiels à consulter a été publiée sur le SIGMaP et/ou le journal des marchés publics                                                                                                                                                                             | Dossiers-types de demande de cotation (Note importante)                                                                                                                            |          |
|    | La liste constituée a été actualisée entre le 1 <sup>er</sup> et le 31 juillet de la même année                                                                                                                                                                                                       | Dossiers-types de demande de cotation (Note importante)                                                                                                                            |          |
|    | La liste constituée a servi à la sélection des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services pour les demandes de cotation et les achats à seuil de dispense                                                                                                                                | Dossiers-types de demande de cotation                                                                                                                                              |          |
|    | Les mêmes prestataires ne sont pas sélectionnés pour les différentes procédures de demande de cotation                                                                                                                                                                                                | Dossiers-types de demande de cotation (Note importante)                                                                                                                            |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°35

### CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION DE CONSULTANTS DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DE DEMANDE DE COTATION DES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELON LA METHODE DE SELECTION FONDEE SUR LA QUALITE ET LE COUT (SFQC)

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) ou par le premier responsable de la structure habilitée dans le cadre de la sélection de consultants selon la méthode de sélection fondée sur la qualité et sur le coût (SFQC).
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a posteriori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leur contrôle a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                                                                                          | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type de demande de cotation                                                                                                                                    | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                                                         |          |
|    | La lettre d'invitation a été adressée à au moins trois (03) des candidats figurant sur la liste des potentiels candidats                                                                                                           | - Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- Dossiers-types de demande de cotation ;<br>- Article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, des demandes d'éclaircissements sur la DP dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis      | - Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 8.1 de la DP type                                                                       |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur le dossier de demande de cotation ont été notifiées à tous les candidats invités par la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée                                  | IC 8.1 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a élaboré un additif au dossier, le cas échéant                                                                                                                        | IC 8.2 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des propositions                                                                                                               | IC 8.2 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours avant l'ouverture des propositions, dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                            |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                   | Article 25 alinéa 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                   |          |



| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                          | Références juridiques                                                                                                                                                                                                         | Constats |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                             | Article 25 alinéa 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                  |          |
|                                                        | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                     |          |
| A. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus par la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                            | Article 17 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                            | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                      |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique, le cas échéant                                                                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 17 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 8.1 de la DP – DC</li> </ul>                 |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                          | IC 16.6 DP – DC                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Le PV d'ouverture des propositions techniques a été remis séance tenante, en cas d'ouverture publique, aux soumissionnaires présents et publié dans les lieux requis                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 70 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 16.6 de la DP – DC</li> </ul>                                                                               |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée assisté d'un collaborateur ont procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date de dépôt des plis                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 11 point 2 et article 18 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 18 de la DP – DC ;</li> <li>- IC 21.10 de la DP – DC</li> </ul>                       |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de l'évaluation technique aux soumissionnaires retenus ;</li> <li>- informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions techniques</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 al 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 21.1 de la DP – DC</li> </ul> |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a observé un délai minimum de cinq (5) jours avant d'inviter, le cas échéant, les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières                                                                      | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                      |          |
| 1.                                                     | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                            | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |

| N°                                                             | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                                            | Constats |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                                | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                     | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|                                                                | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                          | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                        |          |
| <b>B. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES</b> |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                  |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a invité les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale exigée à l'ouverture de leurs propositions financières                            | - Article 36 al 9 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 21.1 de la DP – DC                          |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'ouverture des propositions financières.                                                                                                   | - Article 36 al 9 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 21.2 de la DP – DC                          |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'évaluation des propositions financières dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture desdites propositions | - Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.10 de la DP – DC                              |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à la pondération des notes techniques et financières, selon le poids retenu dans la DP                                                        | - Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.3 de la DP – DC                               |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'évaluation combinée des notes techniques et financières                                                                                   | - Article 18 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.3 de la DP – DC                          |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé au classement des candidats suivant les notes obtenues                                                                                        | - Article 11 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.3 de la DP – DC                               |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a désigné l'attributaire provisoire pour la DC concernée                                                                                                | Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a établi le PV d'attribution provisoire                                                                                                                 | - Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 21.11 de la DP – DC                              |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a notifié l'attribution au soumissionnaire retenu                                                                                                       | - Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.3 de la DP – DC ;<br>- IC 21.12 de la DP – DC |          |
|                                                                | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a invité le soumissionnaire retenu à la négociation                                                                                                     | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC                          |          |
|                                                                | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite                                                                | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC                          |          |
|                                                                | Le PV de négociation est établi et signé par les deux (2) parties                                                                                                                                                   | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC                          |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                     | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions                                                                                                                                                    | - Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 25.1 de la DP – DC   |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables après la notification des résultats avant de procéder à la signature du contrat                                                                                  | - Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 25.3 de la DP – DC   |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                        | - Article 25 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.1 de la DP – DC   |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                    | - Article 25 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.7 de la DP – DC   |          |
|    | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                     | - Article 25 al 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.8 de la DP – DC   |          |
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                 |          |
|    | Le projet de marché établi en cinq (5) exemplaires a été signé par l'attributaire et la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée                                                                                                                                    | - Article 20 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 27.2 de la DP - DC |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de deux (02) ouvrables après son approbation par l'autorité compétente ou après l'expiration du délai d'attente de cinq (05) jours ouvrables, dans le cas des structures habilitées qui ne disposent pas d'autorité approbatrice | - Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 28.2 de la DP - DC        |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a publié un avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI, dans les cinq (5) jours de l'entrée en vigueur du marché                                                                             | - Article 13 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 28.3 de la DP - DC |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP ou au premier responsable de la structure habilitée                                                                                                                   | Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                       |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°36

### CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION DE CONSULTANTS DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DE DEMANDE DE COTATION DES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELON LA METHODE DE SELECTION FONDEE SUR LA QUALITE (SFQ)

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) ou par le premier responsable de la structure habilitée dans le cadre de la sélection de consultants selon la méthode de sélection fondée sur la qualité.
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a posteriori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leur contrôle a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                                                                                          | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type de demande de cotation                                                                                                                                    | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                                                         |          |
|    | La lettre d'invitation a été adressée à au moins trois (03) des candidats figurant sur la liste des potentiels candidats                                                                                                           | - Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- Dossiers-types de demande de cotation ;<br>- Article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, des demandes d'éclaircissements sur la DP dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis      | - Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 8.1 de la DP type                                                                       |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur le dossier de demande de cotation ont été notifiées à tous les candidats invités par la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée                                  | IC 8.1 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a élaboré un additif au dossier, le cas échéant                                                                                                                        | IC 8.2 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des propositions                                                                                                               | IC 8.2 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours avant l'ouverture des propositions, dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                            |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                   | Article 25 alinéa 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                   |          |
|    | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                    | Article 25 alinéa 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                   |          |



| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                                                                                                                                                         | Constats |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                     |          |
| C. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus par la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                    | Article 17 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                    | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                      |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique, le cas échéant                                                                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 17 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 8.1 de la DP – DC</li> </ul>                 |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                                                  | IC 16.6 DP – DC                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Le PV d'ouverture des propositions techniques a été remis séance tenante, en cas d'ouverture publique, aux soumissionnaires présents et publié dans les lieux requis                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 70 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 16.6 de la DP – DC</li> </ul>                                                                               |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée assisté d'un collaborateur ont procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date de dépôt des plis                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 11 point 2 et article 18 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 18 de la DP – DC ;</li> <li>- IC 21.10 de la DP – DC</li> </ul>                       |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de l'évaluation technique aux soumissionnaires retenus ;</li> <li>- informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions techniques en précisant les motifs</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 al 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 21.1 de la DP – DC</li> </ul> |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a observé un délai minimum de cinq (5) jours avant d'inviter, le cas échéant, les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières                                                                                              | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                      |          |
| 1.                                                     | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                                        | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                                                    | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                                                     | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |



| N°                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                           | Références juridiques                                                                                                | Constats |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                         | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                   | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                            |          |
| D. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES |                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                      |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a invité le soumissionnaire ayant obtenu la note technique la plus élevée à l'ouverture de sa proposition financière                             | - Article 36 al 9 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 20.1 de la DP – DC                              |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'ouverture des propositions financières.                                                                                            | - Article 36 al 9 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 20.1 de la DP – DC                              |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a invité le soumissionnaire retenu à la négociation                                                                                              | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 20.1 de la DP – DC ;<br>- IC 24 de la DP - DC |          |
|                                                         | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite                                                         | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC                              |          |
|                                                         | Le PV de négociation est établi et signé par les deux (2) parties                                                                                                                                            | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC                              |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions                                                                             | - Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 25.1 de la DP – DC                              |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables après la notification des résultats avant de procéder à la signature du contrat           | - Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 25.3 de la DP – DC                              |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification | - Article 25 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.1 de la DP – DC                              |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                             | - Article 25 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.7 de la DP – DC                              |          |
|                                                         | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                              | - Article 25 al 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.8 de la DP – DC                              |          |
|                                                         | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                   | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                            |          |
|                                                         | Le projet de marché établi en cinq (5) exemplaires a été signé par l'attributaire et la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée                                                             | - Article 20 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 27.2 de la DP - DC                            |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                                                                             | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de deux (02) ouvrables après son approbation par l'autorité compétente ou après l'expiration du délai d'attente de cinq (05) jours ouvrables, dans le cas des structures habilitées qui ne disposent pas d'autorité approbatrice | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 28.2 de la DP - DC</li> </ul>        |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a publié un avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI, dans les cinq (5) jours de l'entrée en vigueur du marché                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 13 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 28.3 de la DP - DC</li> </ul> |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP ou au premier responsable de la structure habilitée                                                                                                                   | Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                               |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°37

### CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION DE CONSULTANTS DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DE DEMANDE DE COTATION DES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELON LA METHODE DE SELECTION DANS LE CADRE D'UN BUDGET DETERMINE (SCBD)

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) ou par le premier responsable de la structure habilitée pour la sélection de consultants selon la méthode de sélection dans le cadre d'un budget déterminé.
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a posteriori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leur contrôle a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                                                                                          | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type de demande de cotation                                                                                                                                    | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                                                         |          |
|    | La lettre d'invitation a été adressée à au moins trois (03) des candidats figurant sur la liste des potentiels candidats                                                                                                           | - Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- Dossiers-types de demande de cotation ;<br>- Article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, des demandes d'éclaircissements sur la DP dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis      | - Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 8.1 de la DP type                                                                       |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur le dossier de demande de cotation ont été notifiées à tous les candidats invités par la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée                                  | IC 8.1 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a élaboré un additif au dossier, le cas échéant                                                                                                                        | IC 8.2 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des propositions                                                                                                               | IC 8.2 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours avant l'ouverture des propositions, dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                            |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                   | Article 25 alinéa 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                   |          |
|    | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                    | Article 25 alinéa 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                   |          |

| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                          | Références juridiques                                                                                                                                                                                                         | Constats |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                     |          |
| E. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus par la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                            | Article 17 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                            | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                      |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique, le cas échéant                                                                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 17 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 8.1 de la DP – DC</li> </ul>                 |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                          | IC 16.6 DP – DC                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Le PV d'ouverture des propositions techniques a été remis séance tenante, en cas d'ouverture publique, aux soumissionnaires présents et publié dans les lieux requis                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 70 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 16.6 de la DP – DC</li> </ul>                                                                               |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée assisté d'un collaborateur ont procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date de dépôt des plis                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 11 point 2 et article 18 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 18 de la DP – DC ;</li> <li>- IC 21.10 de la DP – DC</li> </ul>                       |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de l'évaluation technique aux soumissionnaires retenus ;</li> <li>- informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions techniques</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 al 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 21.1 de la DP – DC</li> </ul> |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a observé un délai minimum de cinq (5) jours avant d'inviter, le cas échéant, les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières                                                                      | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                      |          |
| 1.                                                     | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                            | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                             | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |



| N°                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                               | Références juridiques                                                                   | Constats |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                         | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                                       | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                               |          |
| F. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES |                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                         |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a invité les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale exigée à l'ouverture de leurs propositions financières                                                                                         | - Article 36 al 9 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 21.1 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'ouverture des propositions financières.                                                                                                                                                                | - Article 36 al 9 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 21.2 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'évaluation des propositions financières dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture desdites propositions                                                              | - Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.10 de la DP – DC     |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé au classement des candidats en classant 1 <sup>er</sup> , le consultant ayant obtenu la note technique la plus élevée et dont la proposition financière est contenue dans la limite du budget prédéterminé | - Article 11 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.4 de la DP – DC      |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a invité le soumissionnaire retenu à la négociation                                                                                                                                                                  | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC |          |
|                                                         | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite                                                                                                                             | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC |          |
|                                                         | Le PV de négociation est établi et signé par les deux (2) parties                                                                                                                                                                                                                | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions                                                                                                                                                 | - Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 25.1 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables après la notification des résultats avant de procéder à la signature du contrat                                                                               | - Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 25.3 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                     | - Article 25 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.1 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                 | - Article 25 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.7 de la DP – DC |          |
|                                                         | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                  | - Article 25 al 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.8 de la DP – DC |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                     | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                 |          |
|    | Le projet de marché établi en cinq (5) exemplaires a été signé par l'attributaire et la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée                                                                                                                                    | - Article 20 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 27.2 de la DP - DC |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de deux (02) ouvrables après son approbation par l'autorité compétente ou après l'expiration du délai d'attente de cinq (05) jours ouvrables, dans le cas des structures habilitées qui ne disposent pas d'autorité approbatrice | - Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 28.2 de la DP - DC        |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a publié un avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI, dans les cinq (5) jours de l'entrée en vigueur du marché                                                                             | - Article 13 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 28.3 de la DP - DC |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP ou au premier responsable de la structure habilitée                                                                                                                   | Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                       |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°38

### CONTROLE DU PROCESSUS DE SELECTION DE CONSULTANTS DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DE DEMANDE DE COTATION DES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES SELON LA METHODE DE SELECTION DANS LE CADRE D'UN BUDGET DETERMINE (SCBD)

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) ou par le premier responsable de la structure habilitée dans le cadre de la sélection de consultants selon la méthode basée sur le plus bas prix.
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a posteriori ;
  - la DNCMP/DDCMP lors de leur contrôle a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                 | Références juridiques                                                                                                                                                          | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La Demande de Propositions (DP) a été élaborée conformément à la DP type de demande de cotation                                                                                                                                    | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                                                         |          |
|    | La lettre d'invitation a été adressée à au moins trois (03) des candidats figurant sur la liste des potentiels candidats                                                                                                           | - Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- Dossiers-types de demande de cotation ;<br>- Article 15 du décret 2020-605 du 23 décembre 2020 |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, des demandes d'éclaircissements sur la DP dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis      | - Article 25 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 8.1 de la DP type                                                                       |          |
|    | Les réponses aux questions d'éclaircissement sur le dossier de demande de cotation ont été notifiées à tous les candidats invités par la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée                                  | IC 8.1 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a élaboré un additif au dossier, le cas échéant                                                                                                                        | IC 8.2 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a prorogé, au besoin, le délai de dépôt des propositions                                                                                                               | IC 8.2 de la DP type                                                                                                                                                           |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours avant l'ouverture des propositions, dans un délai n'excédant pas celui restant à courir avant la date prévue pour le dépôt des plis | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                            |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                   | Article 25 alinéa 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                   |          |
|    | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                    | Article 25 alinéa 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                   |          |

| N°                                                     | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                          | Références juridiques                                                                                                                                                                                                         | Constats |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                        | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                                                                                  | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                     |          |
| G. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Les plis des consultants ont été reçus par la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                            | Article 17 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                            | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                                                                                      |          |
|                                                        | Les enveloppes contenant les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique, le cas échéant                                                                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 17 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- Article 70 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020</li> <li>- IC 8.1 de la DP – DC</li> </ul>                 |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a établi le PV d'ouverture des propositions techniques                                                                                                                                                                          | IC 16.6 DP – DC                                                                                                                                                                                                               |          |
|                                                        | Le PV d'ouverture des propositions techniques a été remis séance tenante, en cas d'ouverture publique, aux soumissionnaires présents et publié dans les lieux requis                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 70 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- IC 16.6 de la DP – DC</li> </ul>                                                                               |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée assisté d'un collaborateur ont procédé à l'évaluation des propositions techniques dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date de dépôt des plis                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 11 point 2 et article 18 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 18 de la DP – DC ;</li> <li>- IC 21.10 de la DP – DC</li> </ul>                       |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a : <ul style="list-style-type: none"> <li>- notifié les résultats de l'évaluation technique aux soumissionnaires retenus ;</li> <li>- informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions techniques</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 79 al 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;</li> <li>- Article 19 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;</li> <li>- IC 21.1 de la DP – DC</li> </ul> |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a observé un délai minimum de cinq (5) jours avant d'inviter, le cas échéant, les soumissionnaires retenus à l'ouverture de leurs propositions financières                                                                      | Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                      |          |
| 1.                                                     | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification                                                                                | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                                                                                            | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |
|                                                        | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                                                                                             | Article 25 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020                                                                                                                                                                           |          |

| N°                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                         | Références juridiques                                                                   | Constats |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                                         | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                 | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                               |          |
| H. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIERES |                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                         |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a invité les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale exigée à l'ouverture de leurs propositions financières                                   | - Article 36 al 9 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 21.1 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'ouverture des propositions financières.                                                                                                          | - Article 36 al 9 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 21.2 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé à l'évaluation des propositions financières dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture desdites propositions        | - Article 18 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.10 de la DP – DC     |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a procédé au classement des candidats en classant 1 <sup>er</sup> , le consultant dont la proposition financière la moins disante, c'est-à-dire, la plus basse | - Article 11 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 21.5 de la DP – DC      |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a invité le soumissionnaire retenu à la négociation                                                                                                            | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC |          |
|                                                         | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, et ainsi de suite                                                                       | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC |          |
|                                                         | Le PV de négociation est établi et signé par les deux (2) parties                                                                                                                                                          | - Article 38 al 1er de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 24 de la DP - DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a informé les autres soumissionnaires du rejet de leurs propositions                                                                                           | - Article 38 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 25.1 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a observé un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables après la notification des résultats avant de procéder à la signature du contrat                         | - Article 20 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 25.3 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de deux jours ouvrables à compter de ladite notification               | - Article 25 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.1 de la DP – DC |          |
|                                                         | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a répondu au recours dans les deux (2) jours ouvrables de sa saisine                                                                                           | - Article 25 al 2 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.7 de la DP – DC |          |
|                                                         | En l'absence de décision de la PRMP ou du premier responsable de la structure habilitée ou en cas d'insatisfaction, le requérant a saisi l'ARMP                                                                            | - Article 25 al 4 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 26.8 de la DP – DC |          |
|                                                         | L'ARMP a rendu sa décision                                                                                                                                                                                                 | Article 117 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                               |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                                                                     | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le projet de marché établi en cinq (5) exemplaires a été signé par l'attributaire et la PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée                                                                                                                                    | - Article 20 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 27.2 de la DP - DC |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de deux (02) ouvrables après son approbation par l'autorité compétente ou après l'expiration du délai d'attente de cinq (05) jours ouvrables, dans le cas des structures habilitées qui ne disposent pas d'autorité approbatrice | - Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 28.2 de la DP - DC        |          |
|    | La PRMP ou le premier responsable de la structure habilitée a publié un avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI, dans les cinq (5) jours de l'entrée en vigueur du marché                                                                             | - Article 13 al 1er du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 ;<br>- IC 28.3 de la DP - DC |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP ou au premier responsable de la structure habilitée                                                                                                                   | Article 86 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                       |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |



## CHECK-LIST N°39

### CONTROLE DES MODALITES DU PROCESSUS DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL

- A renseigner par la PRMP durant le processus de sélection d'un consultant individuel
- A vérifier par :
  - la CCMP/DDCMP/DNCMP lors des contrôles a priori pour contrôler efficacement le processus de sélection d'un consultant individuel ;
  - les organes de contrôle de l'ordre administratif lors des contrôles a posteriori ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP lors des audits annuels.

| N°                                                                      | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                                                     | Constats |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1<sup>ERE</sup> PHASE : PRESELECTION DES CONSULTANTS INDIVIDUELS</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                           |          |
|                                                                         | Le marché est inscrit dans un PPMP publié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 24 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                  |          |
|                                                                         | La PRMP a élaboré les termes de référence (TDR) selon le canevas contenu dans la demande de propositions (DP) type                                                                                                                                                                                                                                                     | Article 37 point 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                               |          |
|                                                                         | Un avis à manifestation d'intérêt (AMI) a été élaboré sur la base du dossier standard de présélection pour la passation des marchés de prestations intellectuelles                                                                                                                                                                                                     | Articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret n°2020-602 du 23 décembre 2020                                                                    |          |
|                                                                         | L'organe de contrôle compétent a validé l'AMI et les TDR                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020            |          |
|                                                                         | L'AMI a fait l'objet d'une insertion faite au minimum dans le quotidien de service de service public et sur le portail web national des marchés publics et le journal des marchés publics, en cas de nécessité, dans toute autre publication nationale de large diffusion ainsi que sous le mode électronique, dans un délai n'excédant pas dix (10) jours calendaires | - Articles 53 al 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 36 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|                                                                         | Des consultants individuels ont été contactés directement par la PRMP en fonction de leur curriculum vitae, le cas échéant.                                                                                                                                                                                                                                            | Article 37 de la loi n°2020                                                                                                               |          |
|                                                                         | Les candidatures ont été enregistrées dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                              | Article 69 al 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                  |          |
|                                                                         | Le premier responsable de l'autorité contractante a régulièrement mis en place une commission ad hoc d'ouverture et d'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                                            | Article 10 du décret n°2020-596 du 23 décembre 2020                                                                                       |          |
|                                                                         | La COE a procédé en séance publique aux date, heure et lieu indiqués, à l'ouverture des plis                                                                                                                                                                                                                                                                           | Article 70, al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                 |          |

| N°                                 | Points de contrôle                                                                                                                                                                                        | Références juridiques                                                                                                                               | Constats |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|                                    | La COE a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt dans un délai de 10 jours ouvrable pour compter de la date limite de réception des dossiers                                                     | - Article 11, al 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 3, point 6 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020                          |          |
|                                    | La COE a établi le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt contenant la liste restreinte des candidats présélectionnés                                                                          | - Article 36, al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 11, al 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020                          |          |
|                                    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception des offres, le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt. | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                 |          |
|                                    | L'organe de contrôle compétent a validé le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt dans les délais impartis                                                                                     | - Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4, point 3 et article 5, point 3 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|                                    | Le rapport d'évaluation contient la liste restreinte des candidats classés par ordre de qualification                                                                                                     | Article 36, al 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                           |          |
|                                    | La PRMP a :<br>- notifié les résultats de la présélection aux candidats retenus ;<br>- notifié aux autres candidats le rejet de leurs candidatures en précisant les motifs                                | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 3, point 7 du décret 2020-600 du 23 décembre 2020                              |          |
|                                    | Les résultats de l'AMI ont été publiés                                                                                                                                                                    | Article 78 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                            |          |
|                                    | La PRMP a observé un délai de dix (10) jours ouvrables pour d'éventuels recours avant d'entamer la phase de sélection                                                                                     | Article 79, al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                           |          |
|                                    | La PRMP ou son supérieur hiérarchique a reçu, le cas échéant, un recours dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la notification des résultats                                             | Article 116 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                    | La PRMP ou son supérieur hiérarchique a répondu dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                                                 | Article 116 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                    | Le requérant a introduit un recours devant l'ARMP dans un délai de deux (2) jours ouvrables en cas d'insatisfaction ou d'absence de réponse de la PRMP ou de son supérieur hiérarchique                   | Article 117 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
|                                    | L'ARMP a rendu sa décision dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de clôture de l'instruction du dossier                                                                                    | Article 117 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                                |          |
| 2 <sup>ème</sup> Etape : SELECTION |                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                     |          |
| Préalables                         |                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                     |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                              | Références juridiques                                                                                                              | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le consultant le plus qualifié et le plus expérimenté a été sélectionné et invité à remettre une proposition technique et financière                                                                                            | Article 37 point 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                        |          |
|    | Le consultant le plus qualifié et le plus expérimenté a soumis une proposition technique et financière                                                                                                                          | Article 37 point 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                        |          |
|    | La COE a évalué les propositions du consultant retenu                                                                                                                                                                           | Article 11, al 2 du décret 2020-596 du 23 décembre 2020                                                                            |          |
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats de l'évaluation des propositions technique et financière | Article 78, al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                          |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats de l'évaluation des propositions technique et financière dans les délais impartis                                                                                         | Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020                                                                         |          |
|    | La PRMP a invité le consultant retenu à négocier le marché au cas où ses propositions sont jugées conformes et acceptables                                                                                                      | - Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Clause 23.1 des IC de la DP type                                      |          |
|    | Les aspects techniques et financiers de la proposition ont fait l'objet de négociation, le cas échéant                                                                                                                          | - Article 38 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Clause 23.1 des IC de la DP type                                      |          |
|    | Un PV de négociation signé des deux parties, est établi précisant le point des négociations techniques et leur impact financier                                                                                                 | - Article 38 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Clause 23.7 des IC de la DP type                                   |          |
|    | En cas de négociations non concluantes avec le candidat classé premier, le candidat classé deuxième a été invité aux négociations, après avis de l'organe de contrôle compétent.                                                | - Article 38 al 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Clause 23.7-b des IC de la DP type                               |          |
|    | Le projet de marché a été signé par la PRMP et l'attributaire                                                                                                                                                                   | Clause 27.2 des IC de la DP type                                                                                                   |          |
| 1. | Le projet de marché a été soumis, dans le délai imparti, à l'examen technique et juridique de l'organe de contrôle compétent avant sa transmission pour approbation                                                             | - Article 84 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020            |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier                                                                                 | - Article 85 alinéa 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020<br>- Article 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020             |          |
|    | Le marché a été numéroté et authentifié par l'organe de contrôle compétent                                                                                                                                                      | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br><br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (03) jours calendaires après approbation                                                                                                                            | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                       |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Références juridiques                                                      | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a publié l'avis d'attribution définitive dans les mêmes canaux que ceux de l'AMI (le portail web des marchés publics, le journal des marchés publics, le quotidien de service public et s'agissant des marchés supérieurs au seuil communautaire de publication, dans tout support communautaire dédié à cet effet), dans les quinze (15) jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché | Article 87 alinéa 2 de loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                  |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°40

### CONTROLE DU PROCESSUS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS RELATIFS AUX BESOINS DE DEFENSE ET DE LA SECURITE NATIONALE EXIGEANT LE SECRET

- A renseigner par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) durant le processus de passation des marchés de secret défense et de sécurité nationale exigeant le secret.
- A vérifier par :
  - la CCMP lors de son contrôle a priori ;
  - la DDCMP lors de son contrôle a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                      | Références juridiques                                                                                                                   | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | Le marché est inscrit dans un PPMP validé par la CCMP                                                                                                                   | Article 7 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                      |          |
|    | Le PPMP n'a pas fait l'objet de publicité                                                                                                                               | Article 7 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                      |          |
|    | Les travaux, fournitures, services et prestations intellectuelles objet du marché font partie de la liste des marchés de secret de défense établie                      | Article 4 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                      |          |
|    | La passation du marché s'est effectuée par la procédure d'appel d'offres restreint national ou international sans publicité                                             | Article 8 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                      |          |
|    | Le recours à la procédure d'appel d'offres restreint a été soumis à l'autorisation préalable de la DNCMP                                                                | Article 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                                                                                      |          |
|    | La DNCMP a donné son autorisation pour recourir à cette procédure                                                                                                       | Article 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020                                                                                      |          |
|    | La passation du marché s'est effectuée par la procédure de gré à gré ou d'entente directe, le cas échéant, dans les cas limitatifs prévus par les textes réglementaires | Article 10 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | Le recours à la procédure de gré à gré a été motivé et soumis à l'autorisation de la DNCMP ou du Conseil des Ministres, le cas échéant                                  | Article 10 alinéa 1 <sup>er</sup> du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                              |          |
|    | Le Dossier d'Appel d'Offres Restreint (DAOR) a été élaboré par la commission spéciale ad hoc, sur la base du dossier type d'appel à concurrence en vigueur au Bénin     | Article 9 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                      |          |
|    | Le dossier élaboré comporte les cahiers de charges requis                                                                                                               | Article 9 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                      |          |
|    | La DNCMP a validé le dossier de consultation et a donné le « BON A LANCER »                                                                                             | - Article 2 point 2 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 2 alinéa 2 point 2 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Les candidats identifiés par l'autorité contractante ont été invités à présenter leurs offres sur la base du DAOR                                                       | Article 33 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                              |          |



| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Références juridiques                                                                                                                 | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a reçu, le cas échéant, des demandes d'éclaircissements, pour les appels d'offres nationaux, dans les dix (10) jours calendaires et pour les appels d'offres internationaux, dans les quinze (15) jours calendaires, à compter de la date d'envoi des lettres d'invitation aux candidats pré-qualifiés                                                                                                            | IC 8.1 DAO-type Fournitures, et 7.1 DAO-types Travaux et Services                                                                     |          |
|    | Les réponses aux demandes d'éclaircissement sur les DAO sont formulées par écrit par la PRMP, envoyées au candidat demandeur et notifiées aux autres candidats dans le respect du principe de l'anonymat au plus tard trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                                                                                                       | IC 8.1 DAO-type Fournitures, et 7.1 DAO-types Travaux et Services                                                                     |          |
|    | Les plis des soumissionnaires ont été reçus par la commission spéciale ad hoc au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour le dépôt des plis                                                                                                                                                                                                                                                                   | Article 12 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                   |          |
|    | Les plis ont été enregistrés dans l'ordre de leur réception, dans le registre spécial coté et paraphé par l'ARMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 69 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                          |          |
|    | La commission spéciale ad hoc a procédé à l'ouverture et au dépouillement des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Article 13 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                   |          |
| 1. | La commission spéciale ad hoc a procédé à l'analyse et à l'évaluation des offres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Article 13 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                                   |          |
|    | La commission spéciale ad hoc a procédé à l'attribution provisoire du marché                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Article 13 point 3 du décret n°2020-603 du 23 décembre 2020                                                                           |          |
|    | Le marché a été attribué au soumissionnaire dont l'offre a été évaluée économiquement la plus avantageuse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|    | La PRMP a transmis à l'organe de contrôle compétent, pour étude et avis, dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception des offres, les résultats d'analyse des offres (PV d'ouverture des plis, rapport d'analyse des offres, PV d'attribution provisoire) dans un délai de un (01) jour ouvrable à compter de la date de validation des propositions d'attribution de la sous-commission d'analyse | Article 78 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                                   |          |
|    | L'organe de contrôle compétent a validé les résultats et l'attribution du marché dans les délais impartis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | - Article 2 point 4 du décret n°2020-597 du 23 décembre 2020<br>- Article 2 point 4 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020          |          |
|    | L'attribution du marché a été prononcée dans le délai de validité des offres des soumissionnaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Article 78 alinéa 6 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                          |          |
|    | La PRMP a :<br>- notifié l'attribution au soumissionnaire retenu ;<br>- notifié aux autres soumissionnaires le rejet de leurs offres en précisant les motifs, le nom de l'attributaire et le montant de l'offre du soumissionnaire retenu                                                                                                                                                                                 | - Article 79 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 ;<br>- IC 43 DAO Services ;<br>- IC 45 DAO Travaux ;<br>- IC 44 DAO Fournitures |          |
|    | La PRMP a observé un délai minimum de dix (10) jours calendaires avant de procéder à la signature du marché                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Article 79 al 3 de la loi n°2020-26 du 29 septembre                                                                                   |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                         | Références juridiques                                                                                                          | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | La PRMP a libéré la garantie d'offre des soumissionnaires non retenus après signature du marché par l'attributaire                                                                         | Article 68 al 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre                                                                            |          |
|    | La PRMP ou son supérieur hiérarchique a reçu, le cas échéant, un recours suite à la notification des résultats, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de ladite notification | Article 116 alinéa 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|    | La PRMP ou son supérieur hiérarchique a répondu dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la date de sa saisine                                                             | Article 116 alinéa 6 de la loi n°2020-26                                                                                       |          |
|    | Le requérant a introduit un recours devant l'ARMP dans un délai de deux (2) jours ouvrables en cas d'insatisfaction ou d'absence de réponse de la PRMP ou de son supérieur hiérarchique    | Article 117 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                    |          |
|    | L'ARMP a rendu sa décision dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la date de clôture de l'instruction du dossier                                                           | Article 117 alinéa 4 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                  |          |
|    | L'autorité approbatrice compétente a approuvé le marché dans un délai de cinq (05) jours calendaires à compter de la date de réception du dossier                                          | Article 85 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                            |          |
|    | Le marché a été numéroté et authentifié par la DNCMP                                                                                                                                       | - Article 5 point 5 du décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 ;<br>- Article 4 point 6 du décret n°2020-600 du 23 décembre 2020 |          |
|    | Le marché a été notifié au titulaire dans un délai de trois (03) jours calendaires après son approbation                                                                                   | Article 86 alinéa 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                                   |          |
|    | Le titulaire du marché a rempli les formalités d'enregistrement du contrat et a transmis les copies à la PRMP                                                                              | Article 86 alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020                                                     |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°41

### CONTROLE DES MODALITES DE RECEPTION D'UN MARCHE DE TRAVAUX

- A renseigner par la PRMP lors de la réception d'un marché de travaux
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Références juridiques                        | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------|
|    | L'entrepreneur a avisé par écrit, la PRMP et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Point 41.1 CCAG du DAO type travaux          |          |
|    | Le maître d'œuvre a procédé en présence de l'entrepreneur aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de réception de l'avis écrit de l'entrepreneur                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Point 41.1 CCAG du DAO type travaux          |          |
|    | La PRMP a été avisé par le maître d'œuvre de la date des opérations préalables à la réception des ouvrages                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Point 41.1 CCAG du DAO type travaux          |          |
|    | La PRMP a assisté ou s'est fait représenter auxdites opérations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Point 41.1 CCAG du DAO type travaux          |          |
|    | Les opérations préalables à la réception comportent :<br>a) la reconnaissance des ouvrages exécutés ;<br>b) les épreuves éventuellement prévues par le CCAP ;<br>c) la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au Marché ;<br>d) la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;<br>e) la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ; et<br>f) les constatations relatives à l'achèvement des travaux. | Point 41.2 CCAG du DAO type travaux          |          |
|    | Les opérations préalables ont fait l'objet d'un procès-verbal dressé séance tenante par le maître d'œuvre et signé par lui-même et l'entrepreneur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Point 41.2 CCAG du DAO type travaux          |          |
|    | Le procès-verbal a mentionné la présence de la PRMP ou de son représentant et le cas échéant, a précisé que le maître d'œuvre l'avait dûment avisé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Point 41.1 CCAG du DAO type travaux          |          |
|    | Le procès-verbal a mentionné l'absence de l'entrepreneur ou son refus de signer le PV, le cas échéant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Points 41.1 et 41.2 CCAG du DAO type travaux |          |
|    | Le maître d'œuvre a notifié le PV des opérations préalables à l'entrepreneur en cas d'absence de ce dernier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Point 41.1 CCAG du DAO type travaux          |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Références juridiques                | Constats |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------|
|    | <p>Le maître d'œuvre a fait connaître à l'entrepreneur, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date d'établissement du PV :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'il a proposé à la PRMP de prononcer la réception provisoire de l'ouvrage ;</li> <li>- la date d'achèvement des travaux qu'il a proposée de retenir ;</li> <li>- les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception</li> </ul> | Point 41.2 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | L'entrepreneur a saisi l'ARMP pour un règlement amiable, le cas échéant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Point 41.2 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | L'autorité contractante a mis en place une commission de réception des travaux, présidée par la PRMP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Point 41.1 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | La commission de réception des travaux, au vu du PV de réception des opérations préalables et des propositions du maître d'œuvre, a procédé à la réception provisoire des travaux                                                                                                                                                                                                                                                   | Point 41.3 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | La réception provisoire a été prononcée sans réserves                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Point 41.3 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | La réception provisoire a été prononcée avec réserves, le cas échéant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Point 41.3 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | L'entrepreneur s'est engagé à exécuter les prestations prévues au marché mais non encore exécutées dans un délai n'excédant pas trois (03) mois à compter du prononcé de la réception provisoire                                                                                                                                                                                                                                    | Point 41.4 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | Le PV de réception provisoire a été établi en double exemplaire (ou en autant d'exemplaires que de partie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Modèle de marché du DAO type travaux |          |
|    | L'entrepreneur a remédié aux imperfections et malfaçons objet de réserves dans le délai fixé par l'autorité contractante ou à défaut, trois (03) mois avant la réception définitive                                                                                                                                                                                                                                                 | Point 41.5 CCAG du DAO type travaux  |          |
| 1. | Le procès-verbal de constatation de l'exécution des prestations objet des réserves a été établi dans les mêmes conditions que le procès-verbal de réception des opérations préalables                                                                                                                                                                                                                                               | Point 41.4 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | Le maître d'œuvre a adressé à l'entrepreneur, au plus tard dix (10) mois après la réception provisoire, les listes détaillées de malfaçons relevées, à l'exception de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers                                                                                                                                                                    | Point 42.1 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | L'entrepreneur a remédié aux malfaçons relevées dans un délai de deux (02) mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Point 42.1 CCAG du DAO type travaux  |          |
|    | L'entrepreneur a retourné au Maître d'Œuvre les listes de malfaçons complétées par le détail des travaux effectués                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Point 42.1 CCAG du DAO type travaux  |          |

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                               | Références juridiques               | Constats |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------|
|    | La commission de réception a procédé à la réception définitive des travaux un (01) an après la date du procès-verbal de réception provisoire, après s'être assurée que les malfaçons et imperfections ont été corrigées, et que tous les travaux prévus au titre du marché ont été bien exécutés | Point 42.1 CCAG du DAO type travaux |          |
|    | Le PV de réception définitive est établi en double exemplaire (ou en autant d'exemplaires que de parties)                                                                                                                                                                                        | Point 42.1 CCAG du DAO type travaux |          |
|    | En cas de non correction des malfaçons et imperfections ou de non achèvement de tous les travaux, la PRMP a fait réaliser ces travaux par toute entreprise de son choix, aux frais et risques de l'entrepreneur                                                                                  | Point 42.2 CCAG du DAO type travaux |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |



## CHECK-LIST N°42

### CONTROLE DES MODALITES DE RECEPTION D'UN MARCHE DE FOURNITURES

- A renseigner par la PRMP lors de la réception d'un marché de fournitures
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                            | Références juridiques                                  | Constats |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------|
|    | Le titulaire a avisé par écrit, la PRMP de la date et du lieu auxquels il entend procéder aux essais et inspections                                           | Point 25.4 CCAG du DAO-type fournitures                |          |
|    | La PRMP ou son représentant a assisté aux essais et inspections réalisés                                                                                      | Point 25.4 CCAG du DAO-type fournitures                |          |
|    | Les essais et inspections ont été réalisés aux frais du titulaire                                                                                             | Point 25.1 CCAG du DAO-type fournitures                |          |
|    | Les essais et inspections ont été réalisés au lieu indiqué dans le CCAP                                                                                       | Point 25.2 CCAG du DAO-type fournitures                |          |
|    | La PRMP a demandé au titulaire d'effectuer des essais et/ou des inspections non stipulées dans le Marché mais jugées nécessaires, le cas échéant              | Point 25.5 CCAG du DAO-type fournitures                |          |
|    | Le titulaire a produit à la PRMP un rapport présentant les résultats des essais et/ou inspections effectués                                                   | Point 25.6 CCAG du DAO-type fournitures                |          |
|    | L'autorité contractante a mis en place une commission de réception des fournitures, présidée par la PRMP                                                      | Article 13 du modèle de marché du DAO-type fournitures |          |
|    | Le Fournisseur a avisé la PRMP, par écrit, de la date à laquelle il estime que les fournitures seront livrées                                                 | Modèle du marché du DAO-type fournitures               |          |
|    | La commission de réception a procédé à la vérification de la conformité des fournitures livrées aux spécifications indiquées dans le dossier d'appel d'offres |                                                        |          |
|    | La commission de réception a procédé aux tests, essais et inspections nécessaires                                                                             |                                                        |          |
|    | La commission de réception a procédé à la vérification des quantités de fournitures livrées                                                                   |                                                        |          |
|    | La commission de réception a rejeté les fournitures défectueuses ou qui ne sont pas conformes aux spécifications exigées, le cas échéant                      | Point CCAG 25.7 du DAO-type fournitures                |          |
|    | La commission de réception a prononcé la réception des fournitures                                                                                            | Article 13 du modèle de marché du DAO-type fournitures |          |
|    | La commission de réception a prononcé la réception des fournitures, sous réserves, le cas échéant                                                             | Article 13 du modèle de marché du DAO-type fournitures |          |
|    | Le titulaire a procédé au remplacement des fournitures défectueuses ou non conformes aux spécifications exigées, le cas échéant                               | Point CCAG 25.7 du DAO-type fournitures                |          |
|    | La commission de réception a établi le procès-verbal de réception en double exemplaire (ou en autant d'exemplaires que de parties) des fournitures            | Article 13 du modèle de marché du DAO-type fournitures |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |

## CHECK-LIST N°43

### CONTROLE DES MODALITES DE RECEPTION D'UN MARCHÉ DE SERVICES

- A renseigner par la PRMP lors de la réception d'un marché de services
- A vérifier par :
  - l'organe de contrôle compétent (CCMP/DDCMP/DNCMP) lors des contrôles a posteriori ;
  - les organes de contrôle interne des autorités contractantes ;
  - les cabinets d'audit recrutés par l'ARMP, lors des audits annuels.

| N° | Points de contrôle                                                                                                                                                     | Références juridiques                                                                                            | Constats |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | L'autorité contractante a mis en place la commission de réception des services objet du marché                                                                         | - Article 13 du modèle de marché du DAO-type services ;<br>- Article 89 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 |          |
|    | La commission de réception a procédé à l'inspection des services selon les modalités définies dans le CCAP                                                             | Point 7.1 du CCAG DAO-type services                                                                              |          |
|    | La commission de réception a notifié au titulaire tout défaut identifié                                                                                                | Point 7.2 du CCAG DAO-type services                                                                              |          |
|    | Le titulaire a corrigé les défauts signalés par la commission de réception dans les délais spécifiés                                                                   | Point 7.2 du CCAG DAO-type services                                                                              |          |
|    | La PRMP a fait payer le coût de la correction des défauts par le titulaire au cas où ce dernier n'a pas rectifié lesdits défauts                                       | Point 7.2 du CCAG DAO-type services                                                                              |          |
|    | La commission de réception a prononcé la réception des services réalisés                                                                                               | Article 13 du modèle de marché du DAO-type services                                                              |          |
|    | La commission de réception a établi le procès-verbal de réception en double exemplaire (ou en autant d'exemplaires que de parties) signé par tous les membres présents | Article 13 du modèle de marché du DAO-type services                                                              |          |

|                          |                            |
|--------------------------|----------------------------|
| Date d'élaboration ..... | Validée par l'ARMP le..... |
| Elaboré par.....         | Date de validation.....    |
| Signature.....           | Signature.....             |